

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE LA CONTESTATION À LA CRÉATION, L'USAGE DE L'ESPACE URBAIN
PAR LES MOUVEMENTS SOCIAUX. LE CAS DU CENTRE SOCIAL
AUTOGÉRÉ DE POINTE SAINT-CHARLES.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

JOËLLE DUSSAULT

AOÛT 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En cette fin de parcours d'étude de deuxième cycle, je réalise que le défi de la maîtrise est dans le temps, dans tout ce qui se présente entre le cursus scolaire et la remise du mémoire. À travers les exigences académiques, la pression ressentie, les rencontres et l'ouverture que procure le milieu sociologique critique, ma plus grande fierté est certainement de m'être trouvée en tant que chercheuse. En toute authenticité.

Mes premières gratitudes vont aux militantes et aux militants du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles qui sont tout aussi inspirant.e.s que passionnant.e.s. Un immense merci à mon directeur qui me pousse toujours plus loin, Marcos Ancelovici. Merci aux professeur.e.s qui m'ont accompagné.e.s durant ces deux dernières années, notamment Leila Celis, Francis Dupuis-Déri et Jocelyne Lamoureux.

Merci à mes allié.e.s dans l'ombre de toutes ces pages : Manu, ma famille et aux ami.e.s qui ont apporté de la folie, de la bouffe et tant de précieux moments.

À mon père.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	6
PROBLÉMATIQUE.....	6
1.0 Contexte	6
1.1 Historique militant du Quartier Pointe Saint-Charles	7
1.1.1 Historique des luttes liées aux conditions matérielles de vie.....	7
1.2 Influences récentes sur le militantisme à Pointe Saint-Charles.....	9
1.2.1 Mouvement altermondialiste et transnationalisation des luttes	9
1.2.2 Organisation anticapitaliste au Québec.....	12
1.3 Des groupes antiautoritaires à Pointe Saint-Charles	12
1.4 L'idée d'un CSA, une démarche progressive.....	14
1.4.1 Composition actuelle du quartier Pointe Saint-Charles	14
1.4.2 Les terrains du Canadian National	15
1.4.3 Créer un lieu commun.....	16
1.4.4 À l'intérieur des murs	17
1.4.5 Changement stratégique, reconsidération spatiale et temporelle	19
1.5 Expériences similaires au Québec et apport social	21
1.6 Travaux faits sur Pointe Saint-Charles et perspectives scientifiques	23
CHAPITRE II	28
CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE	28
2.1 Revue de littérature, les réponses à l'analyse des lieux dans les campagnes de CSA.....	28
2.2 Cadre conceptuel	32

2.2.1 Mouvement social.....	32
2.2.2 Mouvements sociaux antiautoritaires	34
2.2.3 Centre social.....	37
2.2.4 Sur le concept d'espace et ses notions associées	38
2.2.5 Le lieu	40
2.3 Hypothèse de recherche	41
CHAPITRE III	44
MÉTHODE DE RECHERCHE.....	44
3.1 Échantillonnage.....	45
3.2 Collecte de données.....	49
3.2.1 Corpus militant et observation participante	49
3.2.2 Organisation des entretiens semi-dirigés et structuration du questionnaire	51
3.2.3 Visite commentée du quartier	53
3.3 Analyse des données	55
3.3.1 Référent théorique pour l'analyse de données	56
3.3.2 Le sens selon Anthony Giddens.....	58
3.3.3 L'importance de l'espace-temps	59
3.3.4 Limites	59
3.3.5 L'ethnographie selon Clifford Geertz.....	60
3.4 Réflexivité et recherche militante	63
CHAPITRE IV	65
ANALYSE DES DONNÉES DE RECHERCHE.....	65
4.1 Les squats, espoir de création et d'autonomie	68
4.1.1 L'usine Seracon, les débuts	69

4.1.2 De la légitimation historique à l'ancrage émotionnel, l'impact de l'action directe.....	71
4.1.3 B7, centre névralgique de lutte	72
4.1.4 Préfiguration, soupe populaire et créativité	75
4.1.5 Gentrification	78
4.2 La mairie, contestation des pouvoirs et développements parallèles.....	80
4.3 Sécurité et consolidation des liens, les lieux sympathisants	86
4.4 La rue, espace de visibilité et d'imaginaire	93
4.4.1 Manifestation	94
4.4.2 Marche de soir.....	97
4.4.3 Entre fixité symbolique et mobilité collective.....	99
4.5 Conclusion de chapitre	101
CONCLUSION.....	105
Retour sur les résultats de recherche.....	106
Retour réflexif.....	109
Ouverture	111
BIBLIOGRAPHIE.....	113

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1.1	Localisation de Pointe Saint-Charles dans l'île de Montréal.....	8
1.2	Le Bâtiment 7 l'hiver.	19
3.1	Présentation des caractéristiques de l'échantillon des militant.e.s du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles.	47
3.2	Sommaire du temps d'entretien semi-dirigé et de visite militante du quartier.	52
4.1	Carte des lieux significatifs répertoriés à Pointe Saint-Charles.	67
4.2	Liste des lieux significatifs répertoriés à Pointe Saint-Charles.	67
4.3	Tract du CSA, action festive.	73
4.4	Tract du CSA de Pointe Saint-Charles.	79

RÉSUMÉ

Alors que les centres sociaux autogérés sont peu communs au Québec, un groupe milite depuis 2007 afin d'en implanter un dans le quartier Pointe Saint-Charles de Montréal de sorte d'y faire vivre des projets sociaux et politiques alternatifs. Puisque le groupe du centre social n'a toujours pas accès au bâtiment convoité, il change sa stratégie au profit d'une certaine mobilité dans le quartier pour que les actions se déroulent dans plusieurs espaces de la localité. Ce changement de stratégie permet au groupe d'être visible et surtout, de faire vivre le centre social autogéré malgré l'absence de port d'attache.

Ce mémoire propose de prendre le cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles comme étude de terrain afin d'explorer le processus par lequel les lieux mobilisés deviennent significatifs pour les groupes d'action collective. Telle que problématisée, cette étude vise à : cerner le processus derrière les liens entre un groupe d'action collective et certains endroits utilisés par celui-ci (1); comprendre l'importance que peut avoir l'espace dans les mobilisations locales touchant les conditions de vie (2); documenter les pratiques et fonctionnements des groupes politiques qui s'inscrivent en marge de la politique institutionnelle (3).

Pour servir le cadre heuristique, l'ethnographie de Clifford Geertz et les notions de double-herméneutique d'Anthony Giddens ont guidé l'étude de sorte à laisser les liens symboliques entre lieux et mouvements sociaux se tisser en regard des divers facteurs d'influence. En s'inscrivant dans les débats sur l'importance de l'espace des luttes, l'étude met de l'avant un regard actuel sur les théories des mouvements sociaux et leurs impacts sur la société.

MOTS CLÉS : Mouvements sociaux, centre social autogéré, espace, symbolique, urbanité, sociologie, Québec.

While autonomous social centres are uncommon in Quebec, one group has been campaigning since 2007 to implement one in Montreal's neighborhood Pointe Saint-Charles in order to create a place for social projects and alternative policies. As the group of the social centre is still unable to access the building they desire, they have modified their strategy in favour of having some mobility in the neighbourhood so that their activities can take place in many areas in their locality. This change of strategy gives some visibility to the group, and most of all, gives life to the autonomous social centre despite the absence of a home base.

This research paper takes the Autonomous Social Center of Pointe Saint-Charles as a case study in order to explore the processes by which the mobilization of a place becomes significant for collective action groups. The study will serve to: analyse the process that links collective action groups to the places they use (1); understand the importance that a space can have on living conditions of local mobilisations (2); document practices and working principles of political groups that fall outside institutional politics (3).

To serve the desired heuristic perspective, Clifford Geertz's ethnography and Anthony Giddens's double-hermeneutic have guided the case study to let the symbolic relations between common spaces and social movements link together within various influencing factors. With all the debates surrounding the importance of fighting for spaces, the case study outlines a contemporary look on social movement theories and their impacts on society.

KEY WORDS : Social movements, Autonomous social center, space, symbol, urbanity, sociology, Quebec.

INTRODUCTION

En 2013, une typologie faite à partir de l'étude des cas italien, anglais, hollandais et allemand établissait une distinction claire entre les différentes façons dont les initiatives de centres sociaux autogérés ont évolué au fil du temps (Pruijt, 2013). La typologie permettait de cibler les différentes initiatives et les particularismes observés d'un pays à l'autre et d'une initiative à l'autre. Les centres sociaux, ces bâtiments urbains dans lesquels s'organisent des projets politiques et sociaux alternatifs, font partie intégrante du répertoire d'action collective européen. Ce sont des endroits qui servent à faire croître et à valoriser un mode de vie alternatif via l'introduction de projets militants au sein des localités dans lesquels ils sont établis.

Ceci dit, la typologie ne pouvait s'étendre à n'importe quel pays puisque les centres sociaux autogérés ne font pas partie de tous les répertoires d'action collective, étant notamment absents des actions traditionnellement menées au Québec et en Amérique du Nord. S'il est quelques tentatives de squats politiques et de squats temporaires de logement, ce type d'organisation ne fait en aucun cas partie de l'historique militant québécois. À Montréal, la tentative de centre social la plus reconnue et achevée se trouve à Pointe Saint-Charles. Toujours actif grâce à des années de mobilisation, le projet du centre social autogéré de Pointe Saint-Charles existe depuis 2007 (La pointe libertaire & Cayer, 2013). Bien que ce projet crée un certain engouement dans le paysage militant montréalais, peu d'autres groupes ont tenté de faire de même, rendant le cas de ce centre social atypique dans le paysage québécois.

L'enjeu principal de leur mobilisation est l'accès au bâtiment dans lequel ils et elles espèrent développer le projet de centre social autogéré. Puisqu'ils et elles ne l'ont toujours pas, il s'agit d'un frein majeur à ce projet qui nécessite un établissement permanent au sein du quartier. Alors que la typologie de Pruijt distingue les centres sociaux selon leur prépondérance politique, culturelle, historique et d'habitation, l'aspect qui représente le plus le centre social de Pointe Saint-Charles est spatial. Devant l'impossibilité d'entrer dans l'endroit que le groupe convoite, une stratégie d'occupation de divers lieux du quartier a su pallier le manque de stabilité spatiale à travers les ans, de sorte à faire vivre autrement leur projet politique. L'espace du quartier devient donc le site d'accueil des projets de ce groupe qui espère avoir gain de cause pour s'établir de façon permanente dans le bâtiment de Pointe Saint-Charles nommé le Bâtiment 7.

C'est dans cet ordre d'idées que l'étude plus attentive des processus qui lient les mouvements sociaux à l'espace qu'ils occupent au sein d'un territoire sera effectuée. L'objectif de cette recherche est d'utiliser le cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles comme terrain pour comprendre l'usage que les groupes militants font des lieux d'action collective. Afin de cerner les dynamiques précises de ce groupe, mais aussi d'explorer le rapport que les mouvements sociaux en général entretiennent avec l'espace public, la question de recherche s'est formulée en plusieurs points :

Comment les centres sociaux autogérés font-ils usage des lieux urbains?

Comment peut-on expliquer le rapport des mouvements sociaux aux lieux d'actions collectives?

Précisément, de quelle façon les militants et militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles choisissent et utilisent les lieux d'actions collectives? Quels facteurs conditionnent l'usage qu'ils et elles font de ces lieux?

La façon d'envisager l'usage se fait grâce à un angle de recherche qui met en valeur les multiples appréhensions d'un lieu, à la fois individuellement et collectivement. Cet angle se base sur le courant de pensée qui soutient que « Les lieux sont donc tout à la fois le terrain et l'enjeu des politiques de la contestation. Les actions collectives s'inscrivent dans des lieux physiques, qui ont déjà une signification particulière. En retour, les actions collectives contribuent à la transformation de la signification attribuée à certains lieux » (Auyero, 2005, p. 130). De ce fait, il s'agit moins de prouver la pertinence de l'étude de l'espace des mouvements sociaux que de cerner la relation qui lie les mouvements sociaux à des lieux mobilisés. En s'attardant au processus rendant un endroit significatif, l'étude de cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles contribue à comprendre l'imbrication de l'espace à une multitude d'aspects des luttes des mouvements sociaux. C'est à cet effet que les hypothèses se formulent d'abord par cette première hypothèse :

Le choix des lieux d'action collective et de l'usage qui en est fait est étroitement lié au sens que les militants et les militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles y attribuent.

Deux autres hypothèses sont ensuite déclinées afin de répondre aux questionnements plus généraux qui composent les hypothèses de recherche :

Le sens collectivement développé par l'histoire et par l'expérience pratique oriente le rapport des mouvements sociaux aux lieux mobilisés pour leurs actions collectives.

La perception individuelle d'un lieu se fait en regard du sens qui y est attribué, ce qui influence l'usage d'un lieu.

L'ajout de cette hypothèse double se veut une réponse aux questions plus générales et liées aux débats actuels dans les théories des mouvements sociaux.

Le cadre théorique utilisé se base d'abord sur les perspectives théoriques de Clifford Geertz (1973, 1998). Précisément, notre intérêt se pose sur sa vision de l'ethnographie qui table l'importance de ce qu'il nomme la description dense. C'est ensuite la double-herméneutique pensée par Anthony Giddens qui compose le cadre théorique de la recherche (1976, 1987, 2012). À la fois perspective théorique et épistémique, elle soutient la nécessité d'analyser à la fois de cadre de signification des personnes composant l'échantillon de l'étude et celui du côté recherche.

À l'aide d'outils qualitatifs, l'étude de cas auprès du groupe du centre social autogéré permettra de s'attarder à une initiative politique qui s'inscrit hors des sphères gouvernementales. Les dynamiques observées sont celles de militants et de militantes qui s'investissent dans un projet politique prônant des pratiques sociales alternatives à celles des institutions. À travers leur mouvement dans le quartier Pointe Saint-Charles, ce groupe s'inscrit dans le paysage, les rues et les établissements de leur quartier. S'attarder au processus qui vient marquer à travers le temps ces espaces de la présence du groupe permet de comprendre une part importante des impacts que les groupes d'action collective ont sur leurs milieux.

Ce mémoire rend compte des résultats de la recherche en cinq chapitres. Le premier met en contexte l'historique militant du quartier Pointe Saint-Charles, les influences ayant orienté les initiatives y ayant cours et finalement les origines de l'initiative d'un centre social autogéré. Finalement, on y retrouve la question générale de recherche et les questions spécifiques. Le second chapitre détaille une revue de littérature des analyses spatiales des mouvements sociaux et des projets de centres sociaux. C'est aussi dans le second chapitre que l'on retrouve le cadre théorique ayant orienté l'ensemble de la recherche et les hypothèses qui l'ont guidée. Le troisième chapitre explique la méthode de recherche employée pour cette étude de cas. En passant par le type d'échantillonnage, la méthode de collecte de données, les référents théoriques et l'organisation de la méthode d'analyse, ce chapitre permet de comprendre la démarche scientifique derrière ce projet. Le chapitre termine par quelques éléments de

réflexivité à propos de la position de chercheur-chercheuse ainsi que de la recherche. Le quatrième chapitre est celui du corps analytique, se composant de quatre sous-thèmes élaborant l'analyse de quatre types de lieux observés : les lieux de squats, les espaces institutionnels, les endroits sympathisants et finalement la rue. Le cinquième et dernier chapitre de ce mémoire fait un retour sur l'ensemble de la démarche pour conclure l'ensemble de ce travail.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.0 Contexte

En prenant le Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles pour étude de cas, on facilite la compréhension des liens symboliques entre les mouvements sociaux et leur échelle d'action grâce à des données empiriques. Il importe avant tout de situer cette initiative dans sa réalité locale et comprendre les enjeux de cet emplacement, de même que la façon de s'y organiser collectivement. Le contexte d'implication au sein de ce quartier sera donc mis en relation avec la façon dont les mobilisations des dernières années se sont faites à Pointe Saint-Charles, permettant d'éclairer les liens entre ce groupe militant et l'histoire des mobilisations au Québec.

1.1 Historique militant du Quartier Pointe Saint-Charles ¹

1.1.1 Historique des luttes liées aux conditions matérielles de vie

Les premières expériences militantes de Pointe Saint-Charles vont de pair avec les conditions de vie matérielle de la période d'industrialisation du quartier. Au début du XXe siècle, l'échelle d'action est restreinte puisque les gens se réunissent par diocèse. Ceci dit, la mobilisation passe alors principalement par les usines et porte sur le manque de services de base, la sécurité et l'insalubrité des lieux d'emploi et des espaces publics. Évoquant les luttes des années 1950, Denise, une militante du quartier, résume la situation sociale et la façon de s'y mobiliser dans un entretien avec le Collectif CourtePointe : «On n'avait pas grand-chose mais on appréciait ce qu'on avait. La plupart des gens n'avaient pas d'auto, encore moins une maison en campagne. On n'avait pas le choix, on restait à la Pointe, puis on devait être très créatif.» (Collectif CourtePointe, 2006, p. 36).

Durant les années 1960, la désindustrialisation et la nouvelle situation socio-politique du Québec modulent la façon dont les gens se réunissent à Pointe Saint-Charles. Bien qu'il y ait toujours une influence chrétienne via l'organisation communautaire et les cercles de discussion, le marxisme teinte largement les discours et l'organisation des

¹ Pointe Saint-Charles est historiquement l'un des quartiers ouvriers de Montréal, s'étant développé de la sorte grâce à la construction de la barrière artificielle du Canal Lachine et par l'agrandissement de cette dernière entre 1825 et 1848. Le quartier sera le berceau de plusieurs usines, en faisant le plus grand secteur industriel du Canada au début du XXe siècle. Son déclin économique fut cependant rapide. La crise économique des années 1929-1939 aura eu pour effet de fermer nombre d'usines et d'empirer les conditions de vie déjà précaires du quartier. L'ouverture de la voie maritime du fleuve en 1959 aura terminé d'achever l'époque industrielle de Pointe Saint-Charles, rendant désuète l'utilisation du canal. De 4 000 habitant.e.s en 1860 à 28 000 en 1941, on compte 24 000 résident.e.s en 1961 à Pointe Saint-Charles, dont 33% au chômage et 2 500 familles vivant de l'aide sociale (Collectif CourtePointe, 2006). L'organisation spatiale du quartier n'aura cependant pas suivi les changements économiques, laissant une disposition architecturale organisée selon les besoins des industries, avec des usines vides et des services pour les compagnies ayant pourtant déserté. Les services à la population sont à cette époque pratiquement inexistant, la plupart étant privés ou délivrés par les églises grâce à leur mission de charité chrétienne (*Ibid.*).

groupes du quartier qui militent toujours pour de meilleures conditions de vie. L'après-guerre, les expériences de travail des femmes et leur rôle majeur dans les enjeux quotidiens tels que la sécurité et le transport local, mais aussi la création d'espaces publics et de lieux de rencontre mettent les femmes au premier rang de l'implication politique. Nombre de luttes locales s'organisent par des assemblées de cuisine et des comités de rue (Sévigny, 2009).

L'influence de la vision de la contestation de masse de 1968, la Révolution tranquille et l'essor du mouvement féministe marquent notamment la façon dont les luttes se font dans ce quartier (Sévigny, 2009). C'est au cours des années 1970 que les groupes populaires de services alternatifs, dont plusieurs sont toujours actifs, émergent. On pense notamment à la Clinique juridique, à la Clinique communautaire ou encore au Carrefour d'éducation populaire, qui sont nés de mobilisations basées sur le besoin d'autonomie et d'autogestion des services dûment obtenus par la population de Pointe Saint-Charles. L'organisation collective au sein du quartier facilite l'action directe de la population pour qui « les services appartiennent aux gens du quartier, qui investissent les instances démocratiques comme l'assemblée générale et le conseil d'administration» (La pointe libertaire & Cayer, 2013, p. 52).



Figure 1.1 Localisation de Pointe Saint-Charles dans l'île de Montréal

1.2 Influences récentes sur le militantisme à Pointe Saint-Charles

L'histoire militante de Pointe Saint-Charles prend racine dans l'organisation populaire locale, mais aussi dans les enjeux de plus grande envergure. Le contexte socio-économique et les tendances sociales générales auront à chaque époque influencé la façon dont la mobilisation s'y fait pour défendre des causes chères à la population du quartier. À la fin du XXe siècle, le néolibéralisme est omniprésent au Québec et teinte l'ensemble des sphères sociales, politiques et économiques, de sorte que le discours sur les mesures d'austérité et les services privés prend le dessus sur une logique d'investissement public dans les projets sociaux.

1.2.1 Mouvement altermondialiste et transnationalisation des luttes

En réponse à la gestion néolibérale, un mouvement de contestation émerge vers la fin des années 1990. Il vise à contrer la mondialisation de l'économie capitaliste² et son influence sur les structures sociales, politiques et environnementales, tant au niveau national qu'international. On distingue deux tendances contestataires qui s'en dégagent, « [...] l'une plus réformiste qui espère sauver le projet de la social-démocratie en favorisant une démocratie libérale plus participative, l'autre qui se dit anticapitaliste et favorise la démocratie directe, voire l'anarchie » (Dupuis-Déri,

² Dans un bref article à propos des nouvelles formes de mobilisation qu'amènent les événements comme le Sommet des Amériques de 2001 dans la ville de Québec, Pierre Bourdieu décrit la mondialisation de l'économie capitaliste comme ceci : « Ainsi, tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et prescriptif de "mondialisation" est l'effet non d'une fatalité économique, mais d'une politique. Cette politique est tout à fait paradoxale puisqu'il s'agit d'une politique de dépolitisation : puisant sans vergogne dans le lexique de la liberté - libéralisme, libéralisation, dérégulation -, elle vise à conférer une emprise fatale aux déterminismes économiques en les libérant de tout contrôle et à obtenir la soumission des gouvernements et des citoyens aux forces économiques et sociales et ainsi "libérées" » (Bourdieu, 2001, p. 15).

2014, p. 5). Ce mouvement se démarque par son ampleur; des mobilisations de masse sont visibles dans plusieurs pays, notamment lors de sommets internationaux.

La campagne contre la mondialisation néolibérale se caractérise par l'éventail d'enjeux qui y sont défendus, ce qui élargit les pôles d'intérêts et de lutte. On se bat pour les conditions de travail, le maintien d'un filet social, pour des enjeux environnementaux, selon des convictions anticapitalistes ou encore selon une vision plus libertaire, c'est-à-dire pour développer un système déconstruisant les différents rapports de domination tel que le racisme et le sexisme. Nicolas Haeringer analyse la façon dont le groupe Attac France joint de plus en plus au cours de son existence les luttes anticapitalistes à des projets écologistes. Il observe la façon dont les enjeux écologistes et économiques des comités locaux dispersés à travers la France prennent corps dans une lutte commune recentrée dans des rassemblements nationaux de sorte « [...] d'établir le lien entre la critique sociale et la critique écologiste, entre les mouvements sociaux "traditionnels", le mouvement syndical, mais aussi une partie du mouvement de solidarité internationale, les mouvements citoyens d'une part, et, d'autre part les mouvements écologistes » (Haeringer, 2010, p. 33). Ce type de nouvelles alliances, de courtage, devient plus commun avec l'altermondialisme, ce qui influence à la fois la composition des groupes, les alliances et les objectifs visés. Dans le cas de Pointe Saint-Charles, une mobilisation vient confirmer ce changement de paradigme. En 2004, diverses tendances idéologiques s'associent pour lutter contre l'implantation d'un casino dans leur quartier. Des groupes anarchistes, communautaires, artistiques, des individus, des propriétaires de boutiques se sont unis malgré leurs différents autour d'un objectif commun, contrer le projet de casino dans leur localité (Sévigny, 2009).

Les groupes qui se forment dans cette lignée le font en partie hors des sphères officielles de pouvoir politique. Sans visée de changement ou de remplacement au sein de ces circuits politiques, on s'éloigne des courants contestataires réformistes pour aller vers une motivation de vie alternative, en parallèle des organisations partisans (Dupuis-Déri, 2008). Un *modus operandi* revient dans l'ensemble de cette initiative : *penser globalement, agir localement*. Pour certains groupes, cette simple formule oriente la façon de concevoir les luttes, si différentes puissent-elles être, autour d'un objectif d'autonomie locale politique et sociale. C'est ce que relate un militant de Pointe Saint-Charles à propos de groupes d'activistes du quartier au début des années 2000 : «Fac c'est un peu ça ma gang, c'est tout un trip d'autogestion. On le définissait comme un espace non partisan, non confessionnel, mais politique. Apprendre à vivre ensemble pis se développer des façons de s'autogérer et de s'inscrire dans des luttes » (Entretien no.4).

L'aspect transnational permet finalement des échanges structurels et stratégiques entre différentes régions, soit via les réseaux de communication web, soit lors de rencontres militantes. Ces événements rassemblent des activistes de plusieurs pays qui échangent sur leurs tactiques et leurs projets. Plusieurs lieux de rencontre transnationaux s'organisent pour lier des ponts et s'informer sur différentes façons de lutter contre le néolibéralisme. Ce dernier aspect permet de renouveler et d'élargir les répertoires d'action collective, laissant place à une pluralité de formes d'organisation à diverses échelles de mobilisation (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton, 2012). Plus encore, c'est toute la logique de diversité des tactiques qui prend son essor, tablant l'importance de l'acceptation de divers moyens d'action pour faire valoir un même point. Il s'agit d'une logique intégrée par plusieurs groupes de Pointe Saint-Charles, notamment le groupe La Pointe libertaire et le Collectif 7 à nous dont fait partie le centre social autogéré à l'étude (La pointe libertaire & Cayer, 2013).

1.2.2 Organisation anticapitaliste au Québec

C'est avec le Sommet des Amériques dans la ville de Québec en 2001 que le mouvement anticapitaliste prend une réelle ampleur. Le Sommet des Amériques vise la création d'une zone de libre-échange entre les pays des Amériques. L'opposition à cette rencontre s'organise autour d'une lutte contre la gouvernance néolibérale (Sarrasin et al., 2012). Des militants et militantes de toutes les Amériques participent à la contestation, rassemblant des milliers de groupes et d'individus contre la mise en place d'une zone de libre-échange notamment autour de valeurs liées à l'autonomie, l'autodétermination et la démocratie directe.

Ces événements ont mis de l'avant une nouvelle façon d'envisager la contestation sociale et «dans la foulée de cette vague de contestation, de nombreux groupes et collectifs se sont consolidés autour d'enjeux variés, en s'inspirant d'une pensée anarchiste actualisée» (Delisle-L'heureux & Sarrasin, 2013, p. 63). Dans le cas du Québec, on pense entre autres à la création du groupe Personne n'est illégal, à la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et à Libterre.

1.3 Des groupes antiautoritaires à Pointe Saint-Charles

Le quartier Pointe Saint-Charles expérimente cette mouvance en émergence. Dans le sillon de ces luttes anti-néolibérales, «[...] l'apparition dans la Pointe du militantisme libertaire lié au courant altermondialiste et anticapitaliste qui a émergé au tournant du

XXI^e siècle n'est pas tout à fait surprenante» (La pointe libertaire & Cayer, 2013, p. 15). À travers les groupes communautaires et les associations déjà existantes se glissent des initiatives antiautoritaires et libertaires directement inspirées du courant anti-néolibéral. Parmi celles-ci, le collectif La RueBrique, un groupe affinitaire, publie de 1999 à 2005 un journal critique et militant s'attardant à produire un matériel gratuit proposant une analyse libertaire des enjeux d'aménagement du quartier.

Deux cafés verront le jour entre 2002 et 2011, soit la Petite Gaule et la Belle époque. Le premier est une initiative de résident.e.s du quartier qui souhaitent répondre au besoin d'espace militant de rencontre. Café, spectacles et ateliers d'éducation populaire étaient à l'horaire pour créer et entretenir un lieu alternatif via ce local. Le second, la Belle époque, était un café-librairie initié par une communauté anarchiste anglophone du quartier St-Henri, mais qui s'est installé sur la rue Wellington du quartier Pointe Saint-Charles. Une large littérature et des ateliers y étaient disponibles pour nourrir la communauté libertaire locale. Cependant, les deux cafés fermeront rapidement leurs portes pour manque de fond. Le prix des loyers trop élevé pour le type de lieu qui se voulait de commerce alternatif est un des éléments majeurs ayant conduit à la fin de ces deux espaces militants.

Finalement, on retrouve depuis 2004 le collectif La Pointe libertaire. Ce groupe se spécialise dans l'action directe urbaine pour l'autogestion locale et dans l'analyse critique pour favoriser une réflexion sur les initiatives qui ne reproduisent pas de structure de domination (La Pointe Libertaire, 2015). Plusieurs actions ont été faites par le collectif, notamment un jardin public autogéré et une murale militante sur l'histoire des luttes et de l'appropriation du quartier Pointe Saint-Charles par les résident.e.s.

1.4 L'idée d'un CSA, une démarche progressive

En même temps que des initiatives locales libertaires émergent à la fin des années 1990, le visage du quartier Pointe Saint-Charles prend une nouvelle orientation avec l'arrivée massive de promoteurs immobiliers. La transformation du paysage et de la population se fait dans une logique de gentrification qui entre en conflit avec l'héritage ouvrier du quartier et le militantisme qui y a alors cours.

1.4.1 Composition actuelle du quartier Pointe Saint-Charles

Alors que le quartier connaît une sévère baisse du nombre de résident.e.s suite aux fermetures d'usines qui s'achèvent en 1960, les années 2000 débutent avec nombre de projets immobiliers de luxe, amenant une nouvelle population à s'installer dans le quartier et avec elle, une augmentation substantielle du revenu moyen par habitant.e.s ainsi qu'une hausse du coût de la vie pour l'ensemble des résident.e.s du quartier. Le revenu moyen des ménages de Pointe Saint-Charles se situe à 37 884\$ en 2005, une hausse de 23% depuis 2000 sans considérer le taux d'inflation. En 2010, le revenu moyen des ménages culmine à 50 146\$ (Division de la planification urbaine, 2014; Division des Affaires économiques et institutionnelles, 2010). L'augmentation des revenus moyens des ménages du quartier s'explique par l'arrivée massive de nouveaux ménages ayant plus de moyens, plutôt que par une augmentation des revenus des gens déjà résidents. Ainsi, «la propriété en condominium est la tenure exclusive des nouveaux logements réalisés et prévus dans un quartier. La population n'ayant pas financièrement accès à ce mode d'habitation, on assiste à une forme de

cohabitation des populations anciennes et nouvelles qui pose des enjeux de cohésions sociales» (Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles, 2010).

1.4.2 Les terrains du Canadian National

Le tiers de la superficie totale du quartier est consacré aux anciens terrains du Canadian National, une société d'État de transport ferroviaire. Louée à la compagnie privée Alstrom pour y faire des ateliers de réparation de train, celle-ci y abandonne ses activités en 2003 pour vendre l'ensemble des terrains en 2004 au promoteur immobilier Vincent Chiara pour la somme d'un dollar. Ce dernier « [...] concentre ses activités sur l'acquisition et le développement immobilier par le biais du Groupe Mach, société de portefeuille privée dont il est l'unique actionnaire» (Groupe Mach, 2015).

Les volontés d'aménagement des anciens terrains du CN influencent la perception du quartier. En 2004, le propriétaire des terrains a des idées de grandeur. Accompagné de la Société Loto-Québec et du Cirque du soleil, Vincent Chiara monte un projet récréo-touristique comprenant un casino à établir sur les terrains du CN. Le projet est d'une grande envergure pour l'ensemble de la ville et implique un changement radical de la vie quotidienne de l'espace limitrophe. Alors que plusieurs organismes communautaires du quartier considéraient cet espace pour y développer une initiative concertée, le projet touristique est mal reçu par les résident.e.s et les groupes locaux.

En effet, les terrains du CN sont depuis quelques années déjà dans la mire de plusieurs organismes communautaires qui souhaitent y développer des projets de

quartier. À travers l'Opération populaire d'aménagement³, on identifie cette portion du quartier comme un endroit à investir par la population. Ainsi, la décision unilatérale de construction du site récréo-touristique mobilise les gens du quartier autour d'une campagne commune. La lutte populaire qui s'organise dans Pointe Saint-Charles porte fruit pour contrer en 2006 le projet de casino. De cette mobilisation ressort un enthousiasme pour l'implication locale et urbaine.

1.4.3 Créer un lieu commun

C'est dans cette conjoncture que le quartier, ses rues, ses immeubles, ses terrains et sa configuration prennent une importance renouvelée, à fois comme témoins de l'histoire du quartier, et comme lieu d'investissement de projets nouveaux. Le site du CN atteste des collisions entre divers intérêts politiques à Pointe Saint-Charles; organisant d'un côté le quartier selon une logique d'investissement privé et de l'autre en fonction d'un agrandissement de l'espace public grâce à de nouveaux projets socio-politiques.

C'est dans le sillon de ces luttes que le collectif La Pointe libertaire réfléchit à un projet populaire et anticapitaliste de services dans le quartier. Des réflexions et des projets que les membres du collectif font ressortent une initiative qui sera ensuite proposée au quartier: un centre social autogéré. En mai 2007, La Pointe libertaire ouvre une assemblée publique pour amener l'idée d'un CSA aux autres résidents et résidentes de Pointe Saint-Charles. L'idée rejoint rapidement la population qui

³ L'Opération populaire d'aménagement est une initiative du groupe communautaire Action-Gardien faite en 2004. Le projet regroupe plusieurs organismes et résident.e.s du quartier autour d'une observation des améliorations à faire au quartier pour le rendre davantage habitable selon les besoins des gens qui y vivent. Pour plus d'information, consulter le rapport *Opération populaire d'aménagement : les actes. Une invitation à imaginer le quartier*, Action Gardien, 2005.

s'approprie le projet pour former le groupe autonome du CSA. L'objectif du groupe Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles est d'entrer dans un bâtiment inoccupé du quartier pour y développer dès lors les projets du centre social autogéré imaginé. En le revendiquant via une occupation à long terme, le groupe souhaite se l'approprier et y établir des projets à la fois politiques, culturels et sociaux. Différents comités sont formés au cours de rencontres subséquentes, dont le comité d'installation, un sous-groupe fermé et secret qui doit trouver différents lieux abandonnés de Pointe Saint-Charles où installer le CSA. Les bâtiments étaient sélectionnés en fonction de leur habitabilité, en envisageant que si la première option ne fonctionnait pas pour une quelconque raison, d'autres pourraient être investis.

1.4.4 À l'intérieur des murs

Ainsi, le 29 mai 2009, le groupe du CSA organise une manifestation de quartier, dont l'objectif secret est d'entrer massivement dans le premier bâtiment visé, l'ancienne usine Seracon située au bord du Canal Lachine. Une manifestation de 500 personnes part du Carré Hibernia, situé au centre du quartier, pour passer devant l'usine Seracon, en ouvrir les portes et y faire entrer la manifestation;

L'effraction avait été faite avant. C'est quand même drôle ce qui est arrivé; il y a du monde qui ont cassé une fenêtre de porte pour y entrer et la police est arrivée. Une fois arrivés, ils ont mis un cadenas *Master* acheté chez Canadian Tire avec une petite plaque de la police à côté. J'ai juste acheté le même cadenas que celui de la police et j'ai mis le mien avec le tag de la police dessus! Alors le jour J on était à côté et j'attendais le signal. Je l'ai eu alors on est entré! Il n'y a pas eu d'effraction visible. Je m'étais arrangé pour que le jour même on n'ait pas à défoncer (Entretien no. 7).

L'installation commence. Des génératrices sont amenées, le matériel de nettoyage nécessaire est déployé et internet est savamment piraté. Pour des questions de sécurité, le groupe du CSA avait précédemment voté en assemblée publique une occupation fermée où seules les personnes impliquées dans la préparation pouvaient rester. Les gens venus en support repartent donc chez eux et sont invité.e.s à un spectacle le lendemain, servant à officialiser l'occupation non seulement aux yeux des résident.e.s du quartier, mais aussi des militant.e.s de Montréal.

Les 12 premières heures se passent sans embûche, de sorte que la plupart des occupant.e.s retournent chez eux pour la nuit. Le groupe du CSA choisi deux représentant.e.s en cas de négociation avec les autorités et les corps policiers qui pourraient les contacter. Le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) prend contact avec le groupe au cours de l'occupation pour demander certaines mesures, notamment de ne pas monter sur le toit de l'édifice et d'avoir une rencontre ultérieure, ce que les négociateurs acceptent. Plus tard, au retour du service de police, un délégué et un militant constatent plutôt la présence d'une escouade spéciale du SPVM. L'escouade se déploie rapidement, tente de couper les cadenas des portes d'entrée afin d'évincer les occupant.e.s. Un des représentants sonne l'alarme à l'aide d'un sifflet et en moins d'une heure, l'ensemble des occupant.e.s est à l'extérieur, tente de ressortir leur matériel tout en ne se faisant pas atteindre par les gaz lacrymogènes et le poivre de cayenne.

Le plan A est un échec. Entre temps, une liste d'appels aura tout de même été activée, de sorte que 500 personnes se rassemblent en l'espace d'une heure pour porter support à la cause et se diriger vers le plan d'occupation B. La manifestation spontanée arrive au plan B, une ancienne église sur la rue All plus au centre du quartier. Le bâtiment est ouvert, les gens y entrent et constatent que l'état des lieux est trop précaire et insalubre pour y installer rapidement une occupation. Le SPVM arrive peu de temps

après le groupe et les expulse de nouveau. Le mouvement se termine après ce deuxième échec, la manifestation se dissout en petits groupes.

1.4.5 Changement stratégique, reconsidération spatiale et temporelle

Malgré les échecs vécus, le groupe ne met pas fin à ses activités. Après quelques semaines de repos et de réflexion sur les stratégies d'action à employer dans le présent contexte pour obtenir un centre social autogéré, le groupe décide en assemblée générale d'agir différemment pour obtenir gain de cause. Plutôt que de faire une occupation illégale de bâtiment pour y installer un centre social autogéré, le CSA décide de s'allier au *Collectif 7 à nous*, un groupe luttant pour l'obtention gratuite et complète du bâtiment 7, une construction située sur les terrains du CN qui serait suffisamment grande pour y accueillir différents projets du quartier. C'est dans cette

conjoncture que le groupe Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles se tourne vers les sites du Canadian National où le bâtiment 7



Figure 1.2 Le Bâtiment 7 l'hiver, crédit La pointe libertaire.

devient leur projet d'occupation.

Bien que l'objectif reste le même, les moyens divergent des premières tentatives. Plusieurs stratégies sont utilisées simultanément par les groupes du collectif. Certains s'emploient à créer des cadres de négociation avec le propriétaire des terrains et

l'arrondissement, alors que le CSA s'engage dans plusieurs actions directes au sein du quartier. Se détournant de la stratégie traditionnelle des CSA qui occupent directement et à long terme un bâtiment, leur stratégie d'action est modifiée de sorte à se tourner vers le quartier pour y faire plusieurs actions à divers endroits (Aguilera & Bouillon, 2013; Chatterton, 2005; Péchu, 2010). À défaut d'avoir un lieu physique fixe pour leur projet, les militant.e.s utilisent divers lieux du quartier pour y faire vivre leurs projets, y faire valoir leurs valeurs et leurs pratiques.

Après plusieurs années de mobilisation, de négociation et de réflexion au sein du quartier, le propriétaire cède à la pression du Collectif 7 à nous qui a su rallier le nouveau conseil d'arrondissement à sa cause. Il signe le 20 juin 2011 une entente de développement des terrains du CN comprenant une clause qui donne gratuitement le bâtiment 7 à la communauté de Pointe Saint-Charles accompagnée d'une somme d'un million de dollars consacrée à la décontamination des lieux (La pointe libertaire & Cayer, 2013). Depuis l'entente signée, des festivités ont eu lieu, des actions de visibilité, des assemblées de préparation du projet et d'autres négociations. Loin de l'accomplissement, le Collectif 7 à nous et le CSA sont toujours dans l'attente d'intégrer le bâtiment.

Tout au long de ces années de mobilisation, le groupe retourne dans plusieurs de ces lieux pour leurs actions; on pense par exemple à l'ancienne banque utilisée pour des fêtes, au devant de la mairie d'arrondissement pour les actions de perturbation et aux assemblées publiques au Carrefour d'éducation populaire. Le groupe retourne dans des lieux précis, car il les associe à certains objectifs, mais aussi à des endroits susceptibles de faire valoir ce qu'ils et elles veulent valoriser au sein du quartier. C'est à travers ce contexte de mobilisation que la façon dont le centre social autogéré fait usage des lieux d'action collective qu'il utilise est explorée. Le sens que les militants

et militantes donnent aux divers espaces prend donc forme dans cette mobilisation de plusieurs années au cœur de Pointe Saint-Charles.

1.5 Expériences similaires au Québec et apport social

Le CSA est un cas unique au Québec, à la grande différence des pays européens. Cependant, quelques initiatives similaires ont eu lieu dans la province, particulièrement aux débuts des années 2000. Dans les décennies précédentes, on observe davantage au Québec des formes de collectivisation de l'espace d'habitat, par exemple via des communes ou des terres agricoles partagées (Commaneci, 2013). Parmi les initiatives qui se rapprochent de l'idée de centre social autogéré, on trouve dans l'est de Montréal les squats Overdale et Préfontaine⁴, du mois d'août à octobre 2001. Le squat d'habitation s'inscrit dans une campagne du Comité des sans-emploi pour dénoncer la crise de logement qui sévit à Montréal. Alors que le projet était initialement « [...] d'occuper un bâtiment qu'il savait ne pouvoir être habité très longtemps, car en très mauvais état [...] », le Comité des sans-emploi se retrouve avec une communauté qui souhaite s'y établir pour former un squat à long terme régit par des principes antiautoritaires et d'autogestion (Commaneci, 2013, p. 180). Le groupe se fera finalement offrir un second bâtiment par la Ville de Montréal. À coup de surveillance, d'inspections et d'arrestations, les militant.e.s s'épuisent pour finalement se faire brutalement évincer en octobre 2001.

⁴ Consulter à cet effet le documentaire *Squat!* de Ève Lamont produit en 2002 sur le processus du squat Overdale-Préfontaine.

Autre initiative qui émerge dans les mêmes années, la ville de Québec verra naître le squat du 920 de la Chevrotière. Celui-ci est une initiative du Comité populaire Saint Jean-Baptiste, un organisme communautaire lié au FRAPRU qui organise une campagne de sensibilisation au manque de logements sociaux. En mai 2002, le groupe décide d'occuper un bâtiment vide appartenant à la Ville de Québec. Intimement lié aux préoccupations de gentrification et d'augmentation de la spéculation immobilière, le squat a pour revendication d'arrêter le projet de conversion du bâtiment en condos pour plutôt le céder au Comité populaire Saint Jean-Baptiste qui en ferait des logements sociaux. D'abord vu comme une action servant à rendre visible le problème de logement dans la ville de Québec, la durée du squat se prolonge avec « [...] une quinzaine de militantEs libertaires qui veulent prendre en charge leurs conditions d'habitation en se réappropriant un bâtiment » (Drapeau, 2007, p. 25). L'occupation se termine le 20 septembre 2002. Les condos n'y seront finalement pas construits faute d'acheteur, mais le bâtiment ne sera pas davantage cédé à la communauté.

Diverses initiatives qui relèvent davantage du domaine de l'autogestion salariale ont eu cours au Québec durant les dernières années et plusieurs sont toujours en activité. On peut penser au Café Aquin, un café étudiant de l'Université du Québec à Montréal ayant vu le jour grâce à une occupation à la fin des années 1990. Pour contrer le projet d'installation d'un café privé dans le pavillon Hubert Aquin, un groupe d'étudiant.e.s décide d'occuper ce lieu pour y faire leur café autogéré, squatté et indépendant. Le café est toujours en activité et reste un squat toléré par l'administration de l'Université. Il fait de plus figure de lieu de rencontre militante, d'espace d'information et est souvent qualifié de *safer space*, soit de lieu qui rencontre ayant plus de critères sécurisants pour les militant.e.s que les autres endroits de l'université. Parmi les autres initiatives, on peut penser au groupe La Déferle qui a ouvert en 2014 un lieu anarchiste loué dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve pour

y faire des activités politiques et de sensibilisation à divers enjeux. À titre d'exemple, on peut y retrouver des cours d'auto-défense féministe, des conférences à propos de la gentrification et des textes critiques. C'est aussi le cas de la coopérative de travail les Katacombes, un bar militant étant l'hôte de plusieurs spectacles engagés et de la scène musicale alternatives. Ces projets sont nombreux au Québec et réussissent souvent à avoir une certaine longévité. Ils se distinguent par l'objectif de donner des services usuels tout en étant une communauté politique autogérée qui sauf exception comme le Café Aquin, accepte de payer un loyer.

1.6 Travaux faits sur Pointe Saint-Charles et perspectives scientifiques

L'analyse de ces phénomènes n'est pas nouvelle au Québec, mais elle est très peu documentée dans la littérature scientifique. Dans la foulée des recherches sur les initiatives autonomes qui s'organisent en dehors de la politique partisane, un groupe de recherche français, le Groupe recherche-action (GRAC), s'est intéressé au quartier Pointe Saint-Charles. En réponse à une consultation publique en matière d'aménagement⁵ - « La citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité » - le GRAC produit une étude d'initiatives de France, de Catalogne et du Québec pour parler des nouvelles formes d'implication via la citoyenneté et la vie urbaine. Nommée «Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique»⁶, l'étude part du questionnement suivant : « Que reste-t-il alors du concept de citoyenneté hors des espaces et des dispositifs de participation qui la font habituellement tenir? »

⁵ La consultation publique a été faite en 2009 par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable, de la Mer de France.

⁶ Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique. Expériences marginales et expériences instituées de participation politique à l'épreuve des projets de rénovation urbaine dans trois pays : Catalogne, France et Québec.

Partant de trois cas, le GRAC cherche une façon alternative de concevoir l'implication citoyenne. Parmi ceux-ci, l'analyse du cas du CSA est considérée en 2009 en regard de la proposition d'aménagement des terrains du Canadian National en site récréo-touristique puis en développement de condominiums. Plus précisément, le GRAC s'attarde à la façon dont le collectif La Pointe libertaire mobilise pour le projet de centre social, mais ne regarde pas en soit le groupe du CSA. C'est donc autour des différents projets pour le CN que leur recherche prend forme et tente de lier les enjeux de quartier aux mobilisations populaires.

Parce que l'objectif du rapport est de faire valoir l'hypothèse selon laquelle «Le terrain montréalais apparaît comme paradigmatique des contre-politiques de la ville mises en place pour faire face à la rénovation urbaine. L'enquête se concentre sur une dynamique de contreprojets urbains dans le quartier de Pointe-St-Charles», les chercheurs conçoivent les initiatives comme le CSA en tant que *réponse* à un projet. On inscrit le groupe au sein d'une contestation plus large dont le moteur du projet se fait en réaction à une autre initiative. Plus précisément, le rapport met le doigt sur une tension entre deux conceptualisations de la ville, de son organisation, de son *usus*. Les chercheurs tentent de démontrer à l'aide de l'idée de contre-projets à Pointe Saint-Charles que l'enjeu de l'organisation spatiale y est négocié selon «la ville usage» contre «la ville marchandisée» (Eliçabe, Guilbert, Haeringer, Lemery, & Overney, 2009, p. 19).

La démarche est intéressante puisqu'elle prend appui sur de l'observation participante et des entretiens avec différents acteurs et actrices afin de comprendre la façon dont l'intention politique d'un groupe influence des changements dans l'organisation urbanistique. Alors que l'administration de la municipalité appuie les projets immobiliers et privés, les groupes communautaires et militants organisent des contre-

projets qui servent d'une part à bloquer les groupes privés et d'autre part à avoir une organisation spatiale qui correspond aux besoins des résident.e.s.

Cependant, le contexte dans lequel est faite la recherche du GRAC, afin de répondre à un questionnement sur l'engagement citoyen urbain, limite la profondeur d'analyse relative à l'initiative du centre social autogéré. Les entretiens permettent de nommer les intentions d'autonomie politique et sociale du groupe, mais n'expliquent pas en quoi le «contre-projet» permet de s'inscrire dans une «ville d'usage». On comprend en quoi ce type de politique est différent de la politique partisane, mais on s'explique moins de quelle façon ce projet permet de percevoir la ville, ou le quartier différemment. L'analyse ne s'attarde pas à mettre en lumière la façon dont l'usage alternatif souhaité s'inscrit dans le paysage urbain, de quelle façon on peut créer et accomplir de tels projets.

Plus encore, le rapport ayant paru en 2009, six années manquent à l'analyse pour témoigner de la façon dont le groupe change l'usage des lieux du quartier et s'y inscrit. Les retournements, les actions, les réflexions et la perspective qu'amènent ces six années de luttes ne peuvent y figurer et rendent aujourd'hui lourdement lacunaire cette analyse.

Ainsi, nous proposons de revisiter la façon dont le groupe du Centre social autogéré fait usage des lieux du quartier Pointe Saint-Charles pour y faire un CSA et pour y développer son alternative sociale et politique avec ou sans bâtiment attitré.⁷ Nous tenterons non seulement d'actualiser les réflexions faites par l'équipe du GRAC, mais

⁷ Clifford Geertz soutient à cet effet que «Les études se construisent à partir d'autres études, non pas au sens où elles reprennent les choses là où d'autres les ont laissées, mais au sens où mieux informées et mieux conceptualisées, elles plongent plus profondément dans les mêmes choses » (Geertz, 1998, p. 52).

en plus d'y approfondir la question de l'usage et du sens que les lieux prennent dans une mobilisation libertaire à l'aide des questions de recherches suivantes :

Comment les centres sociaux autogérés font-ils usage des lieux urbains?

Comment peut-on expliquer le rapport des mouvements sociaux aux lieux d'actions collectives?

Pour cerner avec précision le terrain à l'étude, ces interrogations sont en plus formulées en question spécifique de recherche suivante :

De quelle façon les militants et militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles choisissent et utilisent les lieux d'actions collectives? Quels facteurs conditionnent l'usage qu'ils et elles font de ces lieux?

Ces questions tentent évidemment de continuer à approfondir certains aspects de la recherche produite par le GRAC. Elles sont aussi conçues de sorte à tenir compte des avancées dans les débats scientifiques à propos de la façon de considérer l'espace dans les actions collectives. Il s'agit de questions qui ont comme prémisse que l'espace peut être plus qu'un aspect physique que l'on utilise, rationnellement ou non. Par la formulation en trois temps, soit, un questionnement dirigé envers l'étude de cas, un questionnement des dynamiques des centres sociaux autogérés et l'autre lié aux mouvements sociaux, on facilite l'exploration de différents niveaux de généralisation, mais aussi la couverture de certaines spécificités.

Ce sont des questionnements qui ouvrent vers l'exploration de l'usage, de l'importance sociale et de l'utilité du territoire au sein d'une campagne politique. C'est à cet effet que le terme choisi pour les questions de recherche est celui d'*usage*, permettant

d'englober à la fois l'utilisation que le mouvement fait de l'espace, la perception que les militant.e.s en ont, les stratégies qui sont élaborées sur la base de cette perception et d'autres éléments tel que les aspects non-réfléchis par les activistes.

L'usage réfère davantage à un processus contenant plusieurs éléments qui prennent sens dans le temps, à la fois dans la subjectivité des acteurs et actrices que dans les structures sociales. On se réfère moins à un élément précis comme l'utilisation ponctuelle d'un lieu, qui suit davantage l'héritage des théories de la mobilisation des ressources. Il en est de même pour des termes tels que le choix, qui se réfère au calcul rationnel, au calcul coût-bénéfice de la mobilisation des ressources. L'usage, quant à lui, en appelle au rapport à l'objet qui se construit grâce à l'interaction de plusieurs facteurs qui prennent sens par les gens s'y intéressant et dans la durée.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE

2.1 Revue de littérature, les réponses à l'analyse des lieux dans les campagnes de CSA

Pour les bienfaits de cette recherche-ci, la revue de littérature présente les différentes réponses scientifiques faites jusqu'à ce jour à propos des facteurs qui orientent l'usage des lieux d'action des mouvements sociaux et plus particulièrement des initiatives de CSA.

Reprenant les grandes théories d'analyse des mouvements sociaux, certaines recherches avancent que le choix des lieux d'action n'est pas réellement conscient et qu'il se fait de façon automatique. Selon leur théorie explicitée dans l'ouvrage *Dynamics of Contention*, Tilly, Tarrow et McAdam expliquent l'utilisation de l'espace par les mouvements sociaux grâce à un argumentaire similaire à celui développé pour leur théorie du répertoire d'action collective (McAdam, Tarrow, et Tilly, 2001; Tarrow, 2008). Partant de l'analyse des répertoires, ils soutiennent que les actions collectives ne sont pas consciemment développées et maîtrisées par les mouvements sociaux.

Dans cette optique, l'utilisation du territoire par un mouvement social ne se fait pas selon un choix rationnel et calculé. Ainsi, les lieux investis prennent un sens par le passage et l'utilisation répétée que les gens en font, mais il ne s'agit pas d'une dimension pensée ou volontaire de la démarche de contestation. Hans Pruijt reprend sensiblement la même logique dans sa typologie des squats et des centres sociaux autogérés où le lieu peut devenir un enjeu pour certains CSA lors d'éviction, mais il s'agit d'abord d'une question de base physique pour des rencontres (Prujt, 2013). Dans le travail de recherche de Florence Bouillon à propos des squats et des centres sociaux, les CSA y sont présentés comme un lieu de relations interpersonnelles. Selon son analyse, le lieu n'est pas a priori un élément significatif de la mobilisation ou de l'identité des militant.e.s. Le CSA peut cependant devenir un endroit important dans le développement de liens avec les résident.e.s du quartier où il est installé (Bouillon, 2002).

Selon une autre perspective, certains auteurs utilisent la théorie de la mobilisation des ressources pour expliquer le choix des lieux d'action des groupes militants. Il s'agit d'une théorie phare de l'analyse des mouvements sociaux qui a émergé en réponse à un discours selon lequel les mouvements sociaux et leurs acteurs seraient irrationnels et menés par des pulsions. A contrario, la théorie développée par McCarthy et Zald (1977) considère les mouvements sociaux comme des groupes rationnels qui mettent de l'avant des projets pour obtenir des gains collectifs. Cette approche tient compte des leviers et des contraintes qui influencent la réussite d'un mouvement social. La théorie de la mobilisation des ressources s'attarde à la façon dont une mobilisation peut atteindre son objectif de la façon la moins compromettante possible pour le mouvement et les individus qui le composent, ce que McCarthy et Zald définissent en soutenant que : «It examines the variety of resources that must be mobilized, the linkages of social movements to other groups, the dependence of movements upon

external support for success, and the tactics used by authorities to control or incorporate movements » (McCarthy et Zald, 1977, p. 1213).

Selon cette théorie, les facteurs qui sont identifiés dans le choix des lieux de mobilisation des centres sociaux autogérés diffèrent de ceux identifiés par Tilly, Tarrow et McAdam en 2001, ce que Ruggiero appuie dans ses recherches en soutenant que le choix des lieux répond à un calcul stratégique et rationnel pour avoir un espace de solidarité et de prise de pouvoir collective au sein d'une localité. L'investissement du groupe dans un lieu précis se rapporte à un gain de pouvoir envers les autorités officielles. Plus encore, le lieu sert à gagner en crédibilité en tant qu'acteur politique (Ruggiero, 2000).

Dans cette optique, le rapport à l'espace des mouvements sociaux se résume à l'utilisation stratégique d'un lieu pour mieux obtenir gain de cause. S'il s'agit d'un enjeu, le choix du lieu se fait selon un calcul coût-bénéfices des opportunités en jeu. Si l'espace physique ou le lieu n'est pas un élément facilitateur pour la mobilisation, il n'est simplement pas considéré comme une donnée pertinente à l'analyse de la contestation. C'est ce que l'on peut comprendre de certains passages d'une étude faite par le chercheur Miguel Martinez Lopez qui voit deux fonctions aux CSA; celle de pôle de mobilisation et celle de visibilité servant à la réussite d'un centre social (Martinez Lopez, 2013). Le lieu n'est en ce sens pas autre chose qu'un outil technique.

Finalement, certaines études identifient les facteurs d'usage de lieux par les mouvements sociaux à une démarche collective de construction d'un espace alternatif. Les études de cas d'Edward Soja, Lilian Mathieu, Hmed Choukri et Javier Auyero amènent des éléments importants de réflexion à propos de l'importance de l'appropriation de l'espace par les militants et les militantes (Auyero, 2004; Mathieu, 2008; Soja, 2003; Zhao, 1998). Différentes approches sont utilisées par ces auteurs

pour témoigner de l'importance des lieux comme un élément structurant et structuré par les mouvements sociaux qui les utilisent,

Mais s'il est nécessaire de réintroduire l'espace comme dimension centrale de l'action collective, cette réintroduction ne peut se faire qu'en interrogeant les mécanismes par lesquels les individus et les groupes entrent en interaction avec l'espace et les lieux qu'ils conçoivent, gèrent ou investissent. Seule l'analyse localisée des stratégies sociales de construction, d'appropriation et de réappropriation de l'espace permet en somme de comprendre ce que ce jeu particulier fait à l'action collective (Choukri, 2008, p. 145).

Il s'agit d'une perspective d'étude qui cherche à voir le sens que les lieux prennent dans les mobilisations à partir des actions qui y sont faites. Hmed Choukri conclut son analyse de l'utilisation de l'espace du mouvement social des résidents de Sonacotra par: « Le succès des mouvements sociaux propres aux groupes démunis ou "dénusés de pouvoir" (powerless) se mesure donc à la capacité de ces groupes à subvertir le sens déposé et cristallisé dans les espaces bâtis » (Choukri, 2008, p. 165).

Ce dernier courant de recherche trouve écho chez plusieurs auteurs qui analysent spécifiquement le rôle de l'espace dans les mobilisations des centres sociaux autogérés (Fumagalli, 2002; Hodkinson & Chatterton, 2006; Mudu, 2004). Le choix des lieux selon cette perspective se fait en tenant compte de la façon dont le CSA veut être présent au sein de l'espace qu'il peut occuper pour y amener ses volontés de contestation et ses projets collectifs. L'urbanité, l'architecture et l'organisation du quotidien en ville sont des facteurs d'influence importants sur les possibilités des groupes militants et des centres sociaux autogérés.

2.2 Cadre conceptuel

À travers les diverses études consultées, de nombreux cadres théoriques et concepts ont été mobilisés pour en arriver à ces conclusions plurielles. C'est grâce cette couverture scientifique et les zones encore inexplorées en recherche que le cadre conceptuel de cette étude de cas-ci s'est construit. Les définitions des concepts principaux seront déclinées pour poser les bases de compréhension de l'objet de recherche, mais aussi de la façon de le considérer à travers l'angle d'analyse choisi. Les concepts abordés sont d'une part ceux de mouvement social, de mouvement social antiautoritaire et de centre social autogéré et d'autre part, le concept d'espace ainsi que certaines de ses ramifications.

2.2.1 Mouvement social

Dans le cadre du présent travail, les mouvements sociaux sont définis comme une forme collective de contestation politique organisée dans l'atteinte d'objectifs communs via des moyens d'action non traditionnels (Nicholls, 2007). Walter Nicholls entend par collectif l'établissement d'un réseau entre individus et organisations pour l'atteinte d'un objectif commun. Les mouvements sociaux sont dits en conflit parce qu'en lutte contre un autre groupe ayant des intérêts divergents et ils seraient politiques puisque l'État serait impliqué d'une façon ou d'une autre dans le conflit.

Il s'agit d'une définition largement empruntée aux auteurs Tilly, Tarrow et McAdam⁸, mais qui met moins l'accent sur le rapport à l'État. La définition de ces auteurs, bien qu'importante, est contestée par plusieurs chercheurs et chercheuses, « [...] comme si le jeu dans lequel sont pris les mouvements se ramenait à une relation exclusive à l'État et comme si tous les mouvements sociaux se donnaient pour but la défense de groupes dominés socialement et politiquement » (Fillieule, 2009, p. 20).

En plus, cet aspect élimine la possibilité de comprendre l'acte politique hors du lien à l'État (Maeckelbergh, 2011). Dans le cadre des activités de différents mouvements sociaux, il est possible de cerner plusieurs dynamiques comme des éléments politiques en soi, que ce soit des pratiques de démocratie directe, de défense des droits du logement envers des propriétaires privés ou encore la reconnaissance du travail invisible des femmes dans un milieu de travail, avec ou sans rapport à l'État. Ce sont des exemples de pratiques et d'enjeux politiques où le rapport à l'État n'est pas une condition nécessaire de l'existence, ni des groupes, ni de leurs objectifs, ni de leur campagne. Cette lacune est reproduite dans l'explication du terme "politique" de la définition donnée par Nicholls. La signification de politique dans cette étude-ci sera centrée autour de la volonté collective de participation à un exercice politique, qu'il soit en lien ou non avec l'État. Dans le cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles, le rapport aux autorités politiques importe, mais il n'englobe pas l'entièreté des relations politiques du groupe. C'est à cet effet que la définition choisie considère les relations à la politique partisane, sans en faire une condition suffisante de description des activités politiques du mouvement.

⁸ Tilly, avec McAdam et Tarrow dans un ouvrage phare de l'analyse sociologique des mouvements sociaux, parlent davantage de politique contestataire (contentious politics) que de mouvements sociaux. Les conflits politiques sont selon eux « episodic, collective interaction among makers of claims and their objects when a) at least one government is a claimant, an object of claims, or a party to the claims and b) the claims would, if realized, affect the interests of at least one of the claimants » (McAdam, Tarrow, et Tilly, 2001, p. 5) .

2.2.2 Mouvements sociaux antiautoritaires

Dans le cadre d'une étude terrain ayant un groupe précis à observer, on peut raffiner la définition de mouvement social en spécifiant le type de mouvement. Étant donné que nous pouvons parler de mouvements sociaux étudiants, féministes, syndicaux, urbains, antiautoritaires ou encore écologistes, préciser le type d'activisme auquel on associe une organisation évite de voir les mouvements sociaux comme un bloc uniforme et permet de cerner plus rapidement l'horizon d'analyse qui s'y prête le mieux. Dans ce cas-ci, le groupe du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles sera rattaché aux mouvements sociaux antiautoritaires. Ce choix s'est fait en constatant les liens manifestes entre la définition de ce type de mouvement et les caractéristiques du groupe (Fumagalli, 2002; Mudu, 2004; Pickerill & Chatterton, 2006). Les mouvements sociaux antiautoritaires se distinguent en ceci qu'ils critiquent les

[...] fondements du système d'organisation capitaliste et de ses formes d'oppression corollaires, entre autres le patriarcat, l'impérialisme, le racisme et l'hétérosexisme. La reconnaissance de l'imbrication de ces différents systèmes d'oppression fonde la compréhension de l'engagement dans une lutte commune qui va au-delà des enjeux spécifiques ciblés par les acteurs. Les membres de la communauté rejettent également toutes les formes d'autorité jugées illégitimes, au premier chef desquelles l'État est perçu comme l'institution centrale soutenant l'expression de ces différents rapports d'oppression (Sarrasin et al., 2012, p. 147).

Ce qui distingue les mouvements sociaux antiautoritaires des autres types réside en la liaison des multiples systèmes d'oppression à déconstruire pour atteindre un objectif d'horizontalité collective. On dépasse ici la lutte spécifiquement anticapitaliste en

soulignant que d'autres systèmes d'oppression minent les visées de société égalitaire et sont à combattre simultanément à l'économie capitaliste. Les rapports de domination sont jugés multiples, ayant des effets croisés, mais des sources différentes. La définition sous-entend que la déconstruction d'une forme de domination ne fait pas tomber l'ensemble des structures de pouvoir et que ce sont aux membres de la communauté activiste à rejeter ces formes d'autorités jugées illégitimes et néfastes à travers leur mobilisation et leurs objectifs.

La définition termine de préciser la relation entre les systèmes comme le patriarcat, le racisme ou encore le capitalisme, et les structures qui les produisent et reproduisent comme le fait selon cette définition l'organisation étatique. C'est une nuance qui donne tout son sens à notre définition des mouvements sociaux, selon laquelle le rapport à l'État importe dans l'organisation de la mobilisation, mais n'est pas nécessairement au centre des objectifs.

Plusieurs études européennes corroborent l'application de la définition antiautoritaire pour les centres sociaux autogérés. C'est ce que soutient Pierpaolo Mudu, chercheur spécialisé des squats et centres sociaux en Italie, en faisant un historique des centres sociaux autogérés italiens selon les différentes influences idéologiques qui les auront modelés pour en faire ressortir ce qu'il qualifie d'exemple fructueux de démocratie directe dans laquelle se manifeste une alternative politique collective (Mudu, 2004). Au cours de ses réflexions, l'auteur soutient que si les projets et les obstacles sont divers selon chaque centre social, c'est l'aspect antiautoritaire qui guide la façon dont ils s'organisent à la fois dans les luttes larges et dans leur quotidien.

Soulignons que la construction d'espaces alternatifs à l'organisation urbaine capitaliste importe largement dans les moyens que les mouvements sociaux antiautoritaires se donnent pour réaliser un quotidien hors des structures qu'ils

critiquent. Le développement de lieux significatifs contrôlés par les mouvements sociaux antiautoritaires permet d'avoir un espace de rencontre, de sécurité, de création, de mobilisation et d'ancrage pour les groupes sensibles à cette vision des enjeux politiques et sociaux (Berdoulay, 1997).

La limite d'utilisation de la catégorie antiautoritaire pour les centres sociaux est de ne pas expliquer le rapport à la ville qu'ont les CSA, alors qu'ils s'y trouvent systématiquement. Afin de pallier cette lacune, plusieurs études classent les CSA comme faisant partie à la fois d'un mouvement social antiautoritaire et d'un mouvement social urbain (Daskalaki, 2014; Martinez Lopez, 2013). Bien que la spécificité des mouvements sociaux urbains soit d'avoir pour objet la ville et l'urbanité⁹, leur orientation politique n'est pas invariable. Par conséquent, les groupes peuvent avoir un fonctionnement tant hiérarchique qu'horizontal et avoir une analyse urbaine du développement capitaliste autant critique que favorable. Alors que la structure horizontale est un élément phare de l'organisation antiautoritaire, on ne saurait la rendre facultative. C'est pour cette raison que l'ajout de la catégorie *mouvement social urbain* ne semble pas aidant pour comprendre les centres sociaux autogérés, mais que l'urbanité en tant que facteur de mobilisation reste dans les considérations analytiques.

⁹ Henri Lefebvre préfère dans ses derniers écrits le terme «urbain» à «ville» pour rendre compte de l'étalement de la logique de la ville capitaliste en dehors des grands centres urbains. C'est davantage la logique d'organisation spatiale et sociale qui est comprise dans l'organisation capitaliste de l'urbanisation que seulement une compréhension de la ville. Ainsi, les quartiers, les banlieues et les villages s'organisent aussi, généralement, selon cette logique. Henri Lefebvre développe en trois points les caractéristiques propres à l'urbanisation, en commençant par l'importance de l'industrialisation par laquelle l'agrandissement des villes se fait en fonction des aspirations économiques et non sociales. Il s'agit d'une logique qui tend en second lieu à généraliser son étalement dans la structure de l'espace public et de l'habitat pour finalement redévelopper la centralité de la vie urbaine via le pôle économique qui devient le cœur des villes en décomposant le tissu social qui pouvait y être présent (Lefebvre, 2009).

2.2.3 Centre social

Aux fins de recherche, le centre social autogéré est défini comme une initiative localisée dans un bâtiment à des fins de création collective de projets développant un rapport social, politique et économique bâti autour des notions d'anticapitalisme, d'antiautoritarisme et d'autonomie. Cette conceptualisation s'inspire de nombreuses définitions similaires dans lesquelles les bases de la création collective et l'importance du lien avec un espace bâti sont des aspects récurrents (Bouillon, Fourquemin, & Louey, 2012; Hodkinson & Chatterton, 2006). Les définitions pré-existantes sont souvent trop précises et hors du contexte nord-américain, rendant préférable la création d'une définition qui témoigne des tendances générales des CSA. Parmi les alternatives intéressantes répertoriées, notons que les auteurs Hodkinson et Chatterton ajoutent la condition nécessaire de politisation quotidienne des espaces publics et privés du quartier dans lequel le CSA s'établit (Hodkinson & Chatterton, 2006).

Plusieurs définitions intègrent en leur sein le statut d'illégalité ou de légalisation du centre social. Prenons à titre d'exemple l'article publié récemment par le chercheur Miguel Martinez à propos des différents types de légalisation de squats à Madrid. Prenant pour fondement les nombreuses recherches faites autour du thème de la légalisation, il élargit le spectre de la relation des centres sociaux à l'État en pensant sous différentes formes les liens faits entre des squats madrilènes et l'État entre 2001 et 2011. Il en dégage trois types de relation; l'institutionnalisation traditionnelle où le squat est légalisé et régi par l'État, la légitimation du squat qui développe certains liens avec l'État et finalement une relation où les squats sont tolérés par l'État malgré une relation conflictuelle (Martínez Lopez, 2014).

Étant donné que le CSA à l'étude est une exception dans le paysage militant du Québec, il semble que l'utilisation de la typologie de Martinez soit une précision superflue qui ne ferait que limiter la façon dont la littérature peut être consultée. Malgré la pertinence réflexive que les études précédemment nommées apportent, inclure à même nos considérations conceptuelles principales ces éléments aurait pour effet de limiter trop rapidement l'angle d'approche des façons dont des lieux deviennent collectivement significatifs dans le cadre des luttes des centres sociaux autogérés.

2.2.4 Sur le concept d'espace et ses notions associées

Si plusieurs facteurs d'influence sont largement documentés dans l'analyse des mouvements sociaux, celui de l'espace doit encore être raffiné. Malgré les récentes et nombreuses recherches qui lient ces deux champs d'intérêt, les définitions et les angles de recherches restent encore en débat et s'actualisent constamment (Berdoulay, 1997; Choukri, 2008; Nicholls, 2007; Sinigaglia, 2013; Tilly, 2003). Ceci dit, il est généralement admis que la considération de la notion d'espace ajoute à la compréhension de plusieurs conflits entre divers niveaux politiques et les campagnes de mobilisation (Martin & Miller, 2003).¹⁰

Charles Tilly (2003) donne une définition de l'espace qui nourrit l'ensemble de ce travail; l'espace est une localisation dans l'espace-temps qui est conçue, perçue et vécue. L'espace-temps réfère à l'espace comme une construction sociale circonscrite à un moment, une époque et un lieu. En ce sens, l'espace suit les dynamiques sociales et

¹⁰ Martin et Miller ajoutent que la considération de l'espace «[...] illuminate a wide range of issues in contentious politics including how and why groups make claims to territory, the relationship between the spatial constitution of daily life and collective identity formation, the means by which transnational Social movement organizations negotiate tensions between locally based constituencies and global institutions [...] » (Martin & Miller, 2003, p. 143-144).

ne se veut pas invariable. L'espace conçu, perçu et vécu renvoie à l'aspect sociétal qui oriente la façon dont l'espace est circonscrit et modelé par l'action humaine, tel que l'a initialement conceptualisé Henri Lefebvre (2000). Plus encore, l'aspect perçu et vécu réfère à l'influence que le lieu peut avoir sur un groupe ou un individu, lorsqu'il est investi.

Bien qu'il n'y ait pas un type de conflit plus «spatial» que d'autres, Tilly utilise les notions de proximité et de mobilité pour cerner la façon dont il est possible de lier l'espace à un mouvement social (Tilly, 2003). La proximité se résume à l'espace-temps entre des sites sociaux¹¹, tandis que la mobilité se réfère à la possibilité de mouvement entre des sites sociaux. Tilly soumet dans cette optique une classification en quatre types du type d'espace, soit l'échelle locale-fixe (local-fixed) dans laquelle un événement de mobilisation a lieu, la fixité à grande échelle (large scale fixed) qui situe les actions des mouvements sociaux sur une échelle nationale ou plus, la mobilité locale (local-mobile) dans laquelle les mouvements sociaux mobilisent plusieurs lieux significatifs à leurs actions et, finalement, la mobilité à grande échelle (large scale mobile) qui situe le mouvement dans une perspective transnationale (Tilly, 2003). En regard de ces spécifications conceptuelles, la mobilité locale est le terme qui correspond le plus à l'utilisation de l'espace urbain par le CSA de Pointe Saint-Charles. Cependant, l'interprétation de l'espace pourrait se voir modifier en fonction des données issues l'enquête de terrain.

¹¹ « Social sites consist of loci in which organized human action occurs; they include individuals, aspects of individuals, organizations, networks, and places. They always exist in space, always respond to the constraints of space, place, and scale, and always create shared, meaningful, consequential representations of the spaces they occupy » (Tilly, 2003, p. 222).

2.2.5 Le lieu

La notion de lieu est au cœur de la majorité des études sur l'espace des mouvements sociaux. Le terme de lieu est avant tout l'étiquette apposée à l'espace physique reconnu collectivement pour une caractéristique quelconque. Il s'agit d'une localisation dans l'espace-temps qui est associée aux actions, aux normes et aux valeurs des gens qui l'occupent. Parler d'un lieu renvoie à l'identification d'un lien entre un espace précis, souvent de petite échelle, et un caractère, qu'il soit événementiel, émotionnel, pratique ou encore historique. C'est une appellation qui lie l'espace au contexte social et temporel dans lequel agissent des gens. Le lieu se comprend comme l'emplacement dans lequel on considère que les actions collectives prennent sens pour le mouvement social et la population. Les enjeux politiques et sociaux peuvent y être mis en jeu, être déconstruits et reconstruits selon l'évolution du mouvement social et du conflit. Le ou les lieux deviennent des endroits de référence au mouvement social qui y fait sa mobilisation et il devient un symbole d'attachement commun aux militant.e.s du mouvement (Martin & Miller, 2003).

Martin et Miller mettent l'accent sur la façon dont l'espace local est le reflet matérialisé des inégalités politiques, économiques et sociales qui construisent l'urbanité et la réaction des mouvements sociaux : «The systems of allocation and control in these lived spaces [...] provide a basis for understanding how spatial inequalities are produced and reproduced, as well as clues to the sites and dynamics of potential contestation. Challengers to the existing spatial order may offer new imagined spatial orders [...] » (Martin & Miller, 2003, p. 147). La possibilité pour les mouvements sociaux d'être au cœur des centres politiques, sociaux et économiques prend tout son intérêt dans la possibilité d'influencer ces lieux, d'en faire ressortir les aspects conflictuels et pouvoir agir sur eux. C'est aussi la possibilité d'introduire de nouvelles pratiques et considérations dans un lieu qui donne à l'espace local et à l'action des mouvements sociaux toute son importance. L'enjeu de l'accès à l'espace

est, dans cette optique, fondamental pour les mouvements sociaux, tout comme il l'est pour leurs opposants.

Finalement, le lieu est fréquemment associé dans les analyses sociologiques et géographiques aux routines des communautés qui y sont liées ou exclues (Auyero, 2006). Plus précisément, on fait les liens entre la routine d'achat, d'alimentation, de déplacement pour le travail et l'intérêt d'une communauté à se mobiliser ou à s'identifier à un endroit. Dans le cadre de l'analyse des mouvements sociaux, la routine spatiale est aussi associée à celle développée par un groupe d'activistes dans son milieu; on pense par exemple aux lieux typiques de manifestation ou encore aux trajets de récupération collective d'aliments pour lier un groupe à des endroits significatifs.

2.3 Hypothèse de recherche

La littérature présentée et la mise en valeur de certains concepts utilisés dans les études spatiales de la contestation sociale sont les bases qui aident à répondre aux interrogations de cette recherche. Afin de répondre à la question «De quelle façon les militants et militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles choisissent et utilisent les lieux d'actions collectives? Quels facteurs conditionnent l'usage qu'ils et elles font de ces lieux?» notre hypothèse de recherche prend la forme suivante :

Le choix des lieux d'action collective et de l'usage qui en est fait est étroitement lié au sens que les militants et les militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles y attribuent.

Il s'agit moins de prouver l'existence de liens entre les mouvements sociaux et l'espace urbain que de mettre en lumière les processus qui rendent importants le choix du lieu et sa signification lors de l'organisation d'actions collectives. L'hypothèse, en parlant du sens attribué à un lieu, soutient que l'investissement au sein d'un lieu fait partie d'une stratégie, mais dans laquelle l'affecte compte et oriente le sens; ce n'est donc pas parce que l'on a un processus stratégique que l'émotion est évacuée. Par le biais de l'étude du cas de Pointe Saint-Charles, on tente de retracer une logique d'appréhension de l'espace selon le sens qu'en fait ressortir le mouvement social. L'hypothèse inclut donc un certain degré de généralisation puisque c'est davantage le processus à l'œuvre qui est observé que le groupe comme une fin en soi. La démarche se veut heuristique, où l'hypothèse invite à explorer différents éléments permettant d'identifier les facteurs faisant du sens un élément nécessaire à la compréhension du rapport aux lieux par les mouvements sociaux.

En se concentrant sur les autres questions de recherche qui composent cette étude, à savoir «Comment les centres sociaux autogérés font usage des lieux urbains? Comment peut-on expliquer le rapport des mouvements sociaux aux lieux d'actions collectives?», nous émettons l'hypothèse double selon laquelle:

Le sens collectivement développé par l'histoire et par l'expérience pratique oriente le rapport des mouvements sociaux aux lieux mobilisés pour leurs actions collectives.

La perception individuelle d'un lieu se fait en regard du sens qui y est attribué, ce qui influence l'usage d'un lieu.

L'ajout de cette hypothèse double se veut une réponse aux questions plus générales et liées aux débats actuels dans les théories des mouvements sociaux. Ces hypothèses sont faites de sorte que la considération du territoire doit être un élément fondateur des observations des contestations collectives en liant l'espace de mobilisation au sens donné individuellement, mais aussi partagé collectivement; c'est-à-dire que les lieux ne sont pas seulement une surface sur laquelle agir, mais qu'ils peuvent être à la fois un enjeu, une motivation, un facteur d'influence et un aspect influencé par les mouvements sociaux. Le sens sert dans cette optique d'outil conceptuel pour comprendre les déplacements et les investissements du groupe dans différents lieux du quartier Pointe Saint-Charles, tout en identifiant le lien logique entre ces espaces.

Les stratégies d'action dépendraient du sens que les militant.e.s donnent aux lieux du quartier et à quoi ils et elles associent ces endroits. Dans la lutte pour l'obtention du bâtiment 7, le CSA doit développer un rapport de force avec plusieurs acteurs qui les dominant soit sur le plan politique, judiciaire ou économique. L'association entre un lieu et un pouvoir à contester permet d'investiguer le rapport à la politique officielle des mouvements sociaux antiautoritaires. Parce que les mouvements sociaux antiautoritaires dont font partie les centres sociaux autogérés doivent tenir compte de plusieurs facteurs d'influence, soutenir que le sens des espaces occupés est un élément constitutif de leur relation à l'espace sera à confirmer ou infirmer. Les hypothèses sont ainsi des propositions à valider sur l'identification des façons dont certains lieux deviennent significatifs dans les luttes sociales, pouvant devenir des outils de contestation du pouvoir et de l'organisation sociale.

CHAPITRE III

MÉTHODE DE RECHERCHE

Afin de vérifier les pistes de réflexion et alimenter la confirmation ou l'infirmer des hypothèses sur le sens que prennent les lieux d'action à travers les mobilisations collectives, la méthode de cette étude de cas a été réfléchi pour laisser toute la place à la voix des militant.e.s ainsi qu'aux divers éléments qui ressortent de leur vécu. Puisque l'objectif est d'éclairer la façon dont les mouvements sociaux font usage des lieux d'action collective, plusieurs outils sont mobilisés selon une démarche de recherche heuristique. L'utilisation de moyens variés permet de soutenir des liens concrets entre les notions théoriques mobilisées et le terrain, aidant à rendre compte de la complexité d'un cas à travers toutes les dynamiques qui l'habitent (Klandermans, Staggenborg, & Lichterman, 2002). David Snow et Danny Trom décrivent l'étude de cas de sociologie des mouvements sociaux comme «[...] a research strategy that seeks to generate richly detailed, thick, and holistic elaborations and understandings of instances or variants of bounded social phenomena through the triangulation of multiple methods that include but are not limited to qualitative procedures» (Klandermans et al., 2002, p. 151-152). Cette définition correspond au travail espéré de ce mémoire.

Toujours dans la perspective de creuser le sens associé aux lieux occupés par le CSA, le style de recherche préconisé est qualitatif. La démarche qualitative facilite l'utilisation d'outils de recherche qui incluent les militants et les militantes dans la réflexion en plus de mettre à l'avant-plan leur discours et leurs pratiques. Les études de cas de mouvements sociaux utilisent fréquemment un procédé de triangulation des méthodes afin de nourrir la quête de sens et l'identification des processus généralisables. Le procédé de triangulation est compris comme l'application de plusieurs méthodes et procédés à un cas pour en tirer un portrait nuancé et diversifié grâce aux informations collectées. Selon Snow et Anderson, la triangulation des méthodes à ceci d'avantageux qu'elle dote le ou la chercheuse d'outils combinés qui facilitent la mise en relation de données complexes et multiples. Plus encore, elle permet de dépasser les débats méthodologiques cherchant à statuer la supériorité d'une méthode sur une autre pour englober un sujet de recherche entier (Snow & Anderson, 1991).

3.1 Échantillonnage

Cette recherche a une structure conventionnelle où l'échantillon permet de jeter un regard sur l'univers de travail visé, à savoir l'utilisation de l'espace urbain par les mouvements sociaux, pour ensuite nourrir un niveau d'analyse théorique plus avancé (Pires, 1997). Étudier la perception de l'ensemble des militant.e.s ayant contribué au CSA au cours des sept dernières années est non seulement impensable, mais aussi probablement inutile. On observerait un effet de saturation dans la collecte d'information qui rendrait l'étude de la population entière répétitive; c'est pourquoi le rapport à l'espace urbain du CSA de Pointe Saint-Charles est étudié par un échantillon à cas unique d'acteur, à savoir le groupe Centre social autogéré de Pointe Saint-

Charles en action dans l'espace. Cependant, on doit en discerner un objet empirique double; les militant.e.s du CSA et l'acteur collectif qu'est le groupe du CSA dans l'espace. Nous soutenons tout de même qu'il s'agit d'un échantillon à cas unique puisque le groupe en action et le sens donné par les acteurs et actrices sont des éléments indissociables et nécessaires pour la compréhension de l'objet d'étude, mais que ces derniers demandent des moyens d'observation différents.

Alvaro Pires énonce quelques critères pour appuyer la pertinence du cas choisi pour une recherche. Conformément à ceux-ci, le CSA de Pointe Saint-Charles se veut particulièrement adéquat comme choix de cas d'étude pour la *qualité intrinsèque du cas*; soit un cas qui fait référence à des concepts clairs, qui est toujours en action et auquel il est possible de rattacher une littérature dense et riche. Pires propose de surcroît le critère de la *possibilité d'apprendre avec le cas choisi*, chose manifeste pour le CSA qui est la seule initiative du genre au Québec, permettant de mettre en lumière des dynamiques de lutte encore peu explorées (Pires, 1997).

**3.1 Présentation des caractéristiques de l'échantillon des militantes
du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles**

	# D'entretien	1	2	3	4	5	6	7	8	9
	Caractéristique									
Profil militant	Militant du CSA depuis 0 à 5 ans	X			X	X	X			
	Militant du CSA depuis 2007		X	X				X	X	X
	A fait plus de 10 actions et a pris part aux assemblées générales	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	A été impliqué dans un comité		X	X			X	X	X	X
Lien au quartier	Habite Pointe Saint-Charles	X	X	X	X	X		X	X	X
	Habite Pointe Saint-Charles depuis moins de 5 ans				X					
	Habite Pointe Saint-Charles depuis moins de 10 ans	X		X		X				
	Habite Pointe Saint-Charles depuis plus de 10 ans		X					X	X	X
Profil socio-économique	A débuté des études universitaires ou complété un baccalauréat		X		X		X			X
	A débuté ou complété des études avancées	X		X		X		X	X	
	A un revenu annuel de 20 000\$ ou moins	X		X	X	X		X	X	
	A un revenu annuel entre 20 000\$ et 35 000\$		X				X			X

L'ensemble des participant.e.s, neuf au total, ont été sélectionnés par arborescence, c'est-à-dire par référence à des gens rencontrés qui militent au CSA ou qui connaissent des gens qui le font (Beaud & Weber, 2010). Il s'agissait donc de demander à la fin d'un entretien si la personne avait en tête d'autres militants ou militantes qui pourraient être intéressé.e.s par le processus. Aussi, le recrutement a pu se faire lors de rencontre durant des événements organisés dans le quartier. N'étant pas dans un fort moment de mobilisation, il aurait été complexe d'avoir eu recours à un autre type d'échantillonnage. La faiblesse de ce type de recrutement est de rester dans le même réseau de militant.e.s, ce qui augmente les probabilités d'homogénéité de l'échantillon et des réponses données par celui-ci.

L'échantillon se compose d'une presque parité de militants et de militantes. Ces derniers habitent tous Pointe Saint-Charles depuis un minimum de trois ans à l'exception d'une personne n'y ayant jamais vécu. L'ensemble des personnes sélectionnées a une formation universitaire, complétée ou non, alors qu'il ne s'agissait pas d'un critère de sélection. Le total de l'échantillon a été actif au sein du groupe du centre social autogéré de Pointe Saint-Charles depuis 2007. Certain.e.s ont cessé leur implication, alors que d'autres la poursuivent au sein du groupe. Leurs implications y sont variées, allant du comité «finance», à celui du «vivre-ensemble» au comité «installation». Tous et toutes ont participé et organisé de nombreuses actions et activités pour le groupe.

3.2 Collecte de données

Différentes étapes de collecte de données ont été prévues pour avoir un maximum d'informations à propos de l'utilisation des lieux dans la lutte du CSA et surtout pour comprendre le sens qui leur est donné par des individus qui y militent. La collecte s'est d'abord faite grâce à des entretiens, de l'observation participante et l'analyse du corpus produit par le mouvement. Ces informations n'ont pas été analysées en silo, mais bien de façon transversale selon la logique de triangulation des méthodes pour dresser un portrait fidèle des dynamiques et des enjeux. Weber et Beaud soutiennent que dans une bonne recherche, «Les enquêtés sont restituées dans leurs milieux d'interconnaissance [...] Ils prennent place et sens dans un contexte [...] », tablant l'importance de situer temporellement et spatialement le groupe avec l'histoire du quartier et des mouvements sociaux ayant eu cours à cette échelle, mais aussi selon leurs propres référents culturels, sociaux et politiques (Beaud & Weber, 2010, p. 155).

3.2.1 Corpus militant et observation participante

L'analyse de la littérature produite par le CSA et l'observation participante sont des outils qui ont principalement servi à recueillir des données sur l'acteur collectif qu'est le CSA en ayant accès au discours sur les enjeux, les lieux et la mobilisation dans le quartier. Ces sources serviront à systématiser les stratégies d'action et les lier à l'ensemble des lieux utilisés selon les objectifs visés.

Le corpus se compose du matériel de mobilisation et des textes produits par le CSA. Ce matériel a principalement été fait entre 2008 et 2012, la période d'activité la plus vive du groupe. Parmi la littérature produite, on retrouve des tracts, des affiches et des textes d'idées à propos des projets du CSA. Finalement, le corpus se compose de publications de militants et militantes du groupe, à savoir le livre *Bâtiment 7 victoire populaire à Pointe-Saint-Charles*, un chapitre du livre *Nous sommes ingouvernables, les anarchistes au Québec aujourd'hui* et du rapport que le groupe a déposé en octobre 2009 à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre d'une consultation à propos de l'avenir des terrains du CN.

Puisque le CSA n'est pas dans une période forte de mobilisation, l'observation participante a visé toutes les rencontres et les actions faites de la réception de la certification éthique, soit en février 2015, au mois de mai 2015. Ces événements totalisent 5 moments d'observation participante, à savoir : deux manifestations auxquelles le CSA participait, une présentation du groupe du CSA à propos des initiatives populaires du quartier, une assemblée populaire organisée par le Carrefour d'éducation populaire et l'observation d'une des deux rencontres du Collectif 7 à nous qui portait sur l'organisation budgétaire du projet du Bâtiment 7. Malgré le court laps de temps que cela offre, l'observation reste tout de même pertinente pour voir les dynamiques de prise de décisions quant aux stratégies et aux lieux visés. De plus, il s'agit d'une méthode souvent préférée à d'autres, car elle facilite la création d'un lien de confiance ainsi que l'accès à des informations privilégiées (Klandermans et al., 2002). Ceci dit, il importait de se doter d'une éthique de travail qui clarifie le rôle de la chercheuse dans les événements et de limiter son activité de sorte à ne pas orienter le mouvement ou influencer son cheminement.

3.2.2 Organisation des entretiens semi-dirigés et structuration du questionnaire

Les entretiens ont été faits dans l'optique d'obtenir des données sur les militant.e.s en tant qu'acteurs et actrices du groupe. La pertinence des entretiens comme outil de collecte de données réside principalement dans la possibilité d'avoir un accès direct à des gens d'expérience et d'avoir des données brutes. En liant les observations de lieux aux sens donnés durant les entrevues et à la littérature consultée, « l'enquête permet de confronter le discours des enquêtés à leurs pratiques et à leur univers de référence » (Beaud & Weber, 2010, p. 31). Les militant.e.s ayant accepté de participer à la démarche de recherche devaient remplir les critères de sélection suivants :

- Se considérer comme militant ou militante du groupe du centre social autogéré de Pointe Saint-Charles;
- Avoir participé à des actions faites dans au moins un espace utilisé dans le répertoire d'actions collectives du CSA;
- Avoir participé au processus décisionnel quant aux stratégies d'action et de perturbation.

Les entrevues ont été divisées en deux étapes, soit une partie semi-dirigée et une autre non structurée, le tout d'une durée moyenne de deux heures avec enregistrement sonore et verbatim. Deux entretiens préliminaires ont servi à orienter la façon dont l'échantillonnage raisonné allait être fait pour les sept entretiens subséquents, pour un total de neuf entrevues. Les entretiens préliminaires ne sont pas nombreux puisque leur principale utilité est de calibrer le questionnaire et l'angle de recherche.

Tableau 3.2 Sommaire du temps d'entretien semi-dirigé et de visite militante du quartier

Entretien	Temps d'entretien semi-dirigé	Temps de visite militante du quartier	Temps total
1	1h00	1h00	2h00
2	1h20	1h00	2h20
3	0h40	1h30	2h10
4	0h45	0h40	1h25
5	0h50	1h00	1h50
6	1h10	0h00	1h10
7	1h00	1h05	2h05
8	0h50	1h00	1h50
9	1h00	1h05	2h05
TOTAL	8h35	8h20	16h55

Le guide d'entretien a été divisé en quatre sections. La première servait à recueillir les informations générales sur la personne et son parcours militant. C'est dans cette partie qu'était élaborée la trajectoire militante, le lien avec le quartier Pointe Saint-Charles et les raisons de l'implication dans le projet du centre social autogéré. La seconde partie traitait spécifiquement du projet du CSA; la perception individuelle, la réception des communautés du quartier à ce sujet, les changements que le projet peut apporter au sein de cette échelle de vie. La troisième partie a exploré les différentes actions auxquelles a participé le ou la militante. C'est une section qui fait le lien entre un type d'action collective et un lieu sélectionné pour cette dernière. Les raisons de ce choix peuvent ainsi mettre en lumière l'usage d'un espace, les raisons de sa sélection et l'importance d'un endroit dans une lutte collective. Finalement, la dernière partie servait à comprendre le sens que ces lieux ont pour les militants et les militantes.

3.2.3 Visite commentée du quartier

Tel qu'énoncé plus tôt, les personnes qui ont accepté d'être interviewées se sont vues proposer de présenter un circuit militant du quartier à la suite de l'entrevue semi-dirigée. Bien que ce ne soit pas un outil de collecte de données répandu, il semble pertinent pour faciliter le discours autour des lieux de mobilisations passées.

La démarche est similaire au travail fait par Javier Auyero (2003) dans son étude des émeutes de Plaza Huincul en Argentine via le récit de Nana. Cette dernière a pu contribuer à la recherche en faisant une reconstruction de son itinéraire lors d'émeutes en liant les lieux à des événements, à des pouvoirs contestés et à un sens politique. À travers une démarche ethnographique, Auyero trace des liens entre l'engagement de Nana dans cette mobilisation, le sens qu'elle lui donne et son parcours personnel. De ce travail ressort la façon dont les militants et les militantes associent aux événements un sens, des valeurs et des normes. Le récit de Nana explique entre autres choses la façon dont certains lieux étaient investis, ce que signifiaient ces endroits pour les manifestant.e.s et de quelle façon ils et elles en transformaient l'usage (Auyero, 2003).

Dans l'optique de recherche sur l'utilisation de l'espace urbain dans les actions collectives, aller directement sur les lieux avec les gens qui ont vécu ces moments ajoute à la compréhension de la mobilisation, du choix des lieux et de la pertinence du choix d'action avec les emplacements en question. Être physiquement dans le quartier pour discuter ce sujet permet aussi de créer un levier facilitant l'élaboration du discours de la personne interviewée quant à la symbolique des lieux mobilisés. La visite et la description des lieux de militantisme peuvent de surcroît raviver différents souvenirs et venir enrichir les informations obtenues durant les entrevues semi-

dirigées. Finalement, ce type de collecte de données permet de dresser un portrait plus dynamique du quartier, notamment en ayant un accès direct aux lieux importants de la vie quotidienne de quartier et à la description qu'en font les personnes interviewées.

Pour faciliter l'aisance de la personne faisant la visite, cette partie a été réalisée à l'aide d'entretiens non structurés, bien qu'orientés par les critères de la grille d'analyse pour observation. Le moment de visite guidée a été fait avec enregistrement sonore grâce à un microphone-cravate. Ce dernier évite l'interférence des bruits de la ville avec le discours de la personne. Le parcours organisé par la personne interviewée était ensuite refait sur une carte géographique du quartier afin de voir les points de convergence entre les différentes personnes avec qui l'exercice a été fait, en plus d'en noter les impressions dans une grille d'observation. Ceci dit, une personne n'a pu faire la partie visite pour des questions d'éloignement géographique. C'est une possibilité qui était d'ores et déjà admise. La partie visite du quartier se voulait volontaire pour éviter d'exclure des gens à cause de contrainte physique ou personnelle.

Plusieurs études prenant pour objet des centres sociaux autogérés fixent leur angle d'analyse sur la matérialité du projet de centre social; si le lieu fait partie en soi des éléments de recherche, c'est l'aspect physique qu'est le bâtiment occupé qui est davantage pris en compte selon une perspective utilitaire de l'espace (Bouillon, 2002; Mudu, 2004; Pruijt, 2013; Romano, 1998). Centrer le sujet d'étude sur l'usage que peuvent acquérir des lieux mobilisés par les militants et militantes de centres sociaux autogérés facilite le dépassement de cette matérialité de la lutte. En considérant le sens attribué à des lieux, c'est l'aspect symbolique de l'espace de mobilisation qui peut être mis sous la loupe. Parce que le cas à l'étude est celui d'un centre social sans lieu fixe investi, il souligne d'abord l'importance de l'espace d'occupation, mais aussi l'aspect diffus qu'il peut prendre selon l'orientation de la mobilisation. L'aspect

préfiguratif¹² de cette campagne devient l'occasion de mettre de l'avant les liens entre symbolisme et territoire, entre conceptualisation et action collective.

3.3 Analyse des données

En regard du type d'information collectée et de l'interrogation que nous cherchons à éclaircir, c'est l'analyse de contenu qui a été préférée comme type de traitement des données. Cette méthode sert à rendre compte des tendances dans le sens donné aux lieux et à la contestation à travers les différentes entrevues, l'observation et les corpus. Le but de l'analyse de contenu n'est pas une analyse systématique du discours, mais plutôt de partir de divers matériaux pour en faire ressortir les éléments qui se recourent ou se contredisent.

Pour ce faire, les verbatim ont été archivés dans une base Excel dans laquelle l'ensemble des questions se retrouve dans son entièreté sous forme d'un tableau manipulable. Ce type de base permet de filtrer l'information pour n'en sélectionner que certains aspects, par exemple un terme revenant systématiquement ou le nom d'un lieu. Aussi, les mêmes informations peuvent être reclassées selon une autre structure en bougeant les questions de chaque catégorie, créant des possibilités plus larges d'association et d'analyse. Les logiciels tels que N'vivo ont été écartés, car ils semblent être plus pertinents dans le cas d'un nombre plus élevé d'entrevues et pour l'analyse de discours.

¹² Dans son travail sur la préfiguration, Maeckelbergh définit le lien entre ce type de pratique et la politique : « This process refers simultaneously to this active building of another world and to the political structures needed to govern that other world. [...] Prefigurative strategy involves two crucial practices: that of confrontation with existing political structures and that of developing alternatives, neither of which could achieve the desired structural changes without the other » (Maeckelbergh, 2011, p. 2-15).

Le codage s'est fait selon une logique inductive qui a l'avantage d'inclure les éléments perçus durant la lecture plutôt que de se concentrer sur des catégories pré-établies et orienter ainsi trop rapidement l'interprétation des données. Certains thèmes se recoupaient donc au fil des lectures et donnaient forme à la mise en commun des entrevues dans un cadre analytique. Parmi ceux-ci, on retrouve les thèmes d'autonomie, de squat, de créativité et de socialisation. C'est grâce à ce traitement analytique que la reconnaissance des liens entre un lieu et un sens devient plus évidente.

L'observation participante et les visites commentées nécessitent quant à elles d'autres outils de traitement des données. Une grille d'analyse a été faite pour préalablement savoir les éléments auxquels porter attention peu importe l'événement. Le schéma fait par Weber et Beaud a servi d'exemple pour la construction d'une grille adaptée à l'observation participante au sein des mouvements sociaux (Beaud & Weber, 2010). Elle comporte notamment des éléments permettant de prendre en compte les perceptions, les détails d'ambiance, les mots qui reviennent souvent et les interrogations théoriques qui surgissent durant les observations. Pour les visites commentées, la grille sert à noter le choix des lieux, les explications sur ces espaces, les souvenirs qui y sont liés et les associations politiques et sociales entre ces lieux et la mobilisation.

3.3.1 Référent théorique pour l'analyse de données

À la lumière des différents ouvrages consultés, le choix de la méthode pour analyser le sens que les militant.e.s donnent à des lieux d'action joint deux aspects théoriques distincts, à savoir l'ethnographie de Clifford Geertz et la double herméneutique de

Anthony Giddens: «Celle-ci fait référence au double procès de traduction, ou d'interprétation, mis en jeu : d'une part, les descriptions des sociologues doivent véhiculer les cadres de signification qu'utilisent les acteurs pour orienter leurs conduites ; d'autre part, ces descriptions sont des catégories interprétatives qui exigent à leur tour un effort de traduction et de retraduction pour entrer et sortir des cadres de signification des théories sociologiques » (Giddens, 2012, p. 347). Il s'agit d'une perspective théorique et épistémique de l'intersubjectivité qui construit le sens de l'action à partir de l'influence des structures sociales et de la perception de l'individu, tout en considérant la propre subjectivité de laquelle part le ou la chercheuse.

La double herméneutique propose d'utiliser le langage et le discours comme matériel afin d'éclairer le sens de l'action. Cet outil sert ici à identifier le sens commun donné aux lieux choisis pour les actions collectives. De surcroît, cette méthode permet d'identifier dans le discours des militant.e.s ce qui relève du sens commun ou qui s'en dissocie (Giddens, 1976, 1987, 2012). Il s'agit aussi d'une perspective qui considère le travail de recherche comme une production de sens qui nourrit l'activité sociale étudiée:

Anyone who recognizes that self-reflexion, as mediated linguistically, is integral to the characterization of human social conduct, must acknowledge that such holds also for his or her own activities as a social 'analyst', 'researcher', etc. I think it correct to say, moreover, that theories produced in the social sciences are not just 'meaning frames' in their own right, but also constitute moral interventions in the social life whose conditions of existence they seek to clarify (Giddens, 1976, p. 8).

C'est spécifiquement la prise en compte de l'impact de la recherche sur l'objet d'étude et sur le monde social qui est intéressante dans la pensée de Giddens. Il semble plus juste de considérer la validité de l'interprétation scientifique non seulement selon

l'attention portée à l'analyse des acteurs et actrices et des structures sociales les précédant, mais aussi en fonction du point de vue situé qu'il y a nécessairement en recherche. La double herméneutique soutient que de multiples analyses peuvent être faites du même événement, du même objet d'étude et que parmi celles-ci, celle produite par la recherche vient nourrir le sens donné à l'action en y appliquant certains outils, un regard extérieur et un éclairage nouveau. Cette vision permet de voir le sens comme une construction dynamique et continue, à la fois individuelle, collective et influencée par les structures dans lesquelles l'action s'inscrit (Giddens, 1976).

3.3.2 Le sens selon Anthony Giddens

Selon la lecture de Giddens, le sens se construit dans l'intersubjectivité (*Ibid.*). En parlant à un individu, on est non seulement à même d'en tirer son point de vue subjectif, mais aussi l'empreinte historique, collective, culturelle et de structures de pouvoirs qui teintent son discours. C'est une théorie qui sort volontairement de l'individualisme méthodologique en soutenant l'argumentaire selon lequel les caractéristiques spécifiques des agent.e.s existent, mais ne peuvent être considérées sans tenir compte du contexte et des structures influençant la personne. Dans ses écrits, il tente de dépasser la division conceptuelle binaire micro et macro analytique en insistant sur les liens ontologiques entre l'individu et les structures sociales. Cette coexistence se fait selon Giddens dans l'action et se co-construit continuellement par l'acteur réflexif ou l'actrice réflexive via leur façon d'appréhender le monde social.

Il propose de surcroît de comprendre l'action comme un fait collectif dans lequel l'individu peut avoir un effet et y apposer un sens (Giddens, 2012). Cette perspective sied à un projet dont les hypothèses se rapportent à l'impact du sens donné à des

actions collectives dans l'objectif de s'appropriier des lieux et d'y transformer les normes et les pratiques.

3.3.3 L'importance de l'espace-temps

Bien que d'autres angles d'approche du sens de l'action soient intéressants, tels que l'ethnométhodologie, l'analyse de discours ou l'ethnologie¹³, la considération de l'espace-temps comme influence majeure de l'action est l'un des éléments qui orientent notre énoncé méthodologique vers la double herméneutique de Giddens. Ce dernier soutient que l'action est influencée par les normes sociales et l'histoire et qu'elle influence à son tour l'espace-temps dans lequel elle se construit et se produit. Cet aspect donne la prémisse selon laquelle l'espace est plus qu'un support à l'action collective. Il oriente la façon dont l'espace est considéré.

3.3.4 Limites

Deux limites se présentent à l'utilisation de la méthode de Giddens. La première se trouve dans le peu de réflexions faites à propos de la contestation des structures, des normes et des rapports de forces en places dans la société. On peut attribuer ce manque à un aspect constitutif de la théorie de Giddens sur la structuration des

¹³ Pour plus d'informations sur ces courants méthodologiques, consulter les auteurs «Studies in ethnomethodology» de Harold Garfinkel et «L'ethnométhodologie: une sociologie radicale: Colloque de Cerisy» sous la direction de Michel de Fornel, Albert Ogien et Louis Quéré (Garfinkel, 1967; Ogien, Fornel, & Quéré, 2000).

actions, où l'influence exogène au groupe en action n'a ni limite temporelle ni fin matérielle. Bien qu'il souligne l'aspect réflexif des actions individuelles et collectives, elles s'inscrivent à la fois dans les pratiques et les réflexions antérieures, ainsi que dans les structures sociales en devenir (Giddens, 1984). Le seul bémol est qu'on ne voit pas la limite à la reproduction des structures sociales, ce qui est problématique lorsque l'on considère les grandes ruptures comme le sont, par exemple, les révolutions. Cette recherche pourra notamment servir à explorer la façon dont la double herméneutique de Giddens peut documenter l'aspect contestataire de l'action sociale.

La seconde, et il importe de la souligner, renvoie aux contradictions dans les écrits de Giddens selon lesquelles il pose parfois le savoir militant comme un savoir qui n'est pas apte à conscientiser pas certaines influences (Hamel, 1997). Des passages des ouvrages de Giddens présentent les acteurs sociaux comme étant invariablement incapables d'identifier les structures influençant leurs actions tellement elles sont ancrées dans un quotidien collectif. Il ne s'agit cependant pas de propos systématiques puisque la majeure partie de son analyse se réfère à l'importance de l'interprétation faite par les acteurs et actrices; il importe simplement de spécifier les contradictions internes du travail de Giddens.

3.3.5 L'ethnographie selon Clifford Geertz

À travers l'exploration des différentes façons dont les chercheurs et chercheuses ont étudié le sens de l'action, Clifford Geertz est apparu comme un auteur d'une grande valeur. A priori, son regard anthropologique spécifiquement attaché à la culture ne convient ni au cadre conceptuel élaboré jusqu'à présent, ni aux informations

recueillies lors de lectures préliminaires faites sur l'historique militant de Pointe Saint-Charles (Collectif CourtePointe, 2006; La pointe libertaire & Cayer, 2013). Tel que le soutient Geertz, les visées des recherches ethnographiques ne renferment pas cet intérêt de généralisation auquel nous aspirons à travers cette recherche. Il s'agirait davantage d'une forme de retranscription la plus exacte possible d'un élément, servant à conserver ces mémoires à long terme (Geertz, 1973). Geertz conçoit la culture comme un système symbolique cohérent où toutes les parties sont imbriquées pour faire un tout uni et sans contradiction. Or, la majeure partie des études de sociologie de la culture faites après les travaux de Geertz abondent en sens inverse en soutenant que la culture contient des éléments atypiques qui se contredisent. Selon ces études, il y a absence de liens entre plusieurs éléments culturels d'un système donné et nombre d'éléments y entrent en conflits sans jamais devenir cohérents (Sewell, 1997).

Si l'ensemble de l'anthropologie interprétative de la culture de Geertz ne sied guère à cette présente étude, le cheminement méthodologique de l'ethnographie, lui, est à retenir. Selon l'auteur, l'ethnographie est un procédé de description dense dans lequel le rôle de l'ethnographe se concentre à la description de la dynamique en y identifiant les raisons profondes des gestes. Faisant référence à l'ethnographie de Gilbert Ryle¹⁴, il affirme qu'énumérer les observations ne suffit pas; il est nécessaire de faire preuve de discernement pour permettre à la fois une étude terrain poussée et le dépassement du simple compte-rendu d'observation.

Selon ce fonctionnement, l'ethnographe fait sa collecte de données en considérant que les informations recueillies à propos de son objet de recherche sont en fait une multitude de structures conceptuelles complexes qui sont à la fois superposées et imbriquées desquelles il faut d'abord cerner une partie pour ensuite approfondir l'ensemble qu'elles forment. (Geertz, 1973). C'est précisément cet aspect de

¹⁴ Ryle, G. (1971) *Collected Papers*, Londres, Hutchinson, t. II, *Collected Essays 1929-1968*, [NdT] .

description dense qui ajoute à la richesse du présent énoncé méthodologique. En définissant l'analyse comme la compréhension des multiples couches de sens que recèlent un discours, une dynamique ou encore un lieu, on accède non seulement au sens que peuvent donner des individus à un endroit, mais aussi aux façons dont ce sens peut se construire collectivement.

Plus encore, il s'agit d'un outil qui comble la lacune interprétative de la double-herméneutique ou du moins, l'énonce peut-être d'une manière plus appropriée. Dans certains extraits, Giddens soutient que c'est la sociologie qui permet de verbaliser l'action collective, chose que les acteurs et actrices ne peuvent faire en soi et en ce sens: «Cette position de Giddens laisse entendre que la sociologie a pour vocation de rendre les acteurs sociaux conscients de leur action [...] » (Hamel, 1997, p. 105). La problématique est non seulement dans la considération du langage verbal comme seul vecteur d'information, mais aussi dans la prétention donnée à la recherche sociologique et à la hiérarchisation qui peut en suivre entre la recherche universitaire et les autres formes de savoir. Outre le manque d'estime que cela suggère envers les acteurs et actrices sociales (dont il ne faut pas exclure les chercheurs et chercheuses), on remet au second rang une partie importante du discours, soit celle *qui n'est pas dit*; on pense aux structures dont les activistes n'ont peut-être pas conscience, aux limites de langages ou encore tout ce que l'observation des corps en action dans les lieux visités durant les entretiens peut communiquer.

L'ethnographie selon Geertz s'oriente davantage vers ce genre de considération qui redonne une place aux savoirs des gens observés et où la recherche peut ajouter certains éléments. Rendre compte d'une analyse symbolique de l'action en ce sens fait, entre autres, référence à l'idée suivante : «Cultural analysis is (or should be) guessing at meanings, assessing guesses, and drawing explanatory conclusions from

the better guesses, not discovering the Continent of Meaning and mapping out its bodiless landscape » (Geertz, 1973, p. 20).

3.4 Réflexivité et recherche militante

L'intérêt envers ce sujet de recherche émerge de questionnements qui sont survenus dans des implications militantes personnelles. Mon implication dans le mouvement étudiant du Québec (2007-2015) m'aura menée à participer à des manifestations de plusieurs types, légales, illégales, spontanées, non-mixtes, de soir, artistiques, etc. C'est en devant réfléchir à l'organisation d'itinéraires que l'importance du choix des lieux en fonction de la cause, des chances de répression, des pouvoirs visés ou encore du nombre de personnes présentes m'a amenée à vouloir comprendre davantage la façon dont les mouvements sociaux utilisent les espaces urbains dans leurs actions collectives. Ces expériences terrain ont par la suite facilitées le contact avec les militant.e.s du CSA dans le cadre de mon étude de cas, réduisant l'écart entre le savoir militant et le savoir scientifique lors de la rédaction des résultats de recherche. Plus encore, le niveau de méfiance en a largement été réduit. Souvent victimes de répression et d'infiltration, plusieurs mouvements sont frileux à l'idée d'ouvrir le groupe à des gens inconnus du milieu militant. Ainsi, les références militantes et les milieux d'implications communes ont largement aidé les premiers contacts et le degré d'introspection atteint lors des entretiens.

Ayant toujours vécu dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, il s'agit d'un élément aidant la compréhension du vécu de personnes militant à l'échelle d'un quartier anciennement ouvrier et vivant de rapides transformations quant à la population qui habite le quartier et à l'orientation de l'urbanisme. La possibilité d'amener mes

exemples personnels de gentrification crée des liens et met en lumière une compréhension vécue des défis de la lutte à la pauvreté, de l'éducation populaire dans des quartiers hautement analphabètes, etc. Dans le cadre d'une recherche participative, il s'agit d'un levier dans l'approche des résident.e.s où les similitudes de vécu personnel créent un lien de confiance plus rapide et donne de ce fait plus aisément accès à une description riche et dense du vécu, des perceptions du quartier, des lieux et de la lutte.

Quelques mots maintenant sur la rigueur scientifique des militant.e.s faisant de la recherche sur les mouvements sociaux. L'enjeu de fond ne semble pas se situer dans la distance nécessaire dans l'analyse des mouvements sociaux, mais bien dans la réflexion que chaque chercheur ou chercheuse doit faire de son parcours, ses intérêts et la façon d'aborder un sujet de recherche, peu importe le sujet. À cet effet, Charles Wright Mills soutient l'importance pour un ou une chercheuse d'utiliser son expérience personnelle dans ses recherches pour travailler un sujet d'intérêt, «Vous devez donc apprendre à utiliser au profit du travail intellectuel l'expérience acquise dans la vie; vous devez sans cesse la scruter et l'interpréter » (Mills, 2006, p. 98). La reconnaissance du bagage personnel, du rapport situé, et le regard critique envers ce dernier peuvent non seulement servir la compréhension du terrain, mais aussi améliorer la façon dont il est théorisé puisque l'auteur.e aura fait un travail personnel de distanciation en sa qualité de chercheur ou de chercheuse. Se sentir concerné.e par son sujet d'étude devient dans cette perspective normal, portant l'enjeu davantage vers l'organisation méthodologique qui saura utiliser cette perspective de façon critique pour nourrir la recherche et favoriser une réflexion autour des enjeux éthiques.

CHAPITRE IV

ANALYSE DES DONNÉES DE RECHERCHE

L'ensemble de la démarche de recherche a été organisé autour de la parole des militants et des militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles afin d'explicitier la façon dont les lieux d'action collective deviennent significatifs pour les groupes activistes. L'étude de cas vise à vérifier si l'importance des lieux d'action dépend du sens qui y est associé, à la fois individuellement et collectivement. L'argument central défendu en partant du questionnement sur les liens entre espaces et mouvements sociaux est à l'effet que l'analyse de la perception individuelle et collective militante démontre le développement de liens symboliques entre les groupes d'action collective et certains lieux utilisés. Ainsi, la conceptualisation des mouvements sociaux selon la définition de Nicholls (2007) la clarification des notions associées à l'étude de l'espace urbain comme l'échelle d'action et le concept de lieu servent de guide pour analyser ce phénomène (Auyero, 2006; Martin & Miller, 2003; Tilly, 2003).

L'une des premières conclusions que l'on peut tirer de cette recherche est que tous les lieux ne sont pas à traiter de la même manière. Les lieux dont les militant.e.s du CSA parlent prennent des formes variées que l'on peut classer en quelques catégories générales qui permettent ensuite d'aborder les raisons de l'usage non pas des lieux, mais d'un type de lieu. Même si les éléments qui font d'un endroit un objet significatif peuvent se recouper, le chemin pour arriver à cet état de sens diffère d'une catégorie à

l'autre. À ce titre, différentes logiques d'usage sont dénotées, certaines principalement orientées par le calcul stratégique et d'autres davantage par l'aspect émotionnel qui ressort de l'expérience vécue.

Le type de lieu qui revient le plus fréquemment dans les entretiens et les visites avec les militant.e.s, mais aussi dans la littérature produite par le groupe, est celui des squats. Quand on parle de squat pour le CSA, on se réfère d'abord aux lieux qui ont été envisagés pour l'occupation illégale tentée en 2009, à savoir l'usine Seracon, le Plan b et le Plan c. On se réfère aussi au Bâtiment 7 qui, malgré sa légalisation au travers des démarches du Collectif 7 à nous, reste dans l'imaginaire des militant.e.s du CSA un lieu de lutte pour un squat.

Parmi les autres types de lieux significatifs pour le groupe du CSA, on remarque la catégorie des endroits institutionnels liés à la politique partisane. Ce type cible particulièrement l'intérieur de la mairie de l'arrondissement Sud-Ouest et les devants de celle-ci comme deux endroits distincts. Ce sont les emplacements que l'on peut spécifiquement lier à la mobilisation pour obtenir un rapport de force plus significatif envers les opposant.e.s à leur projet. Le rapport à l'État comme composante phare des actions collectives se retrouve comme premier critère d'évaluation de cette catégorie de lieux significatifs du groupe.

On compte aussi ce que l'on peut nommer les lieux sympathisants ; des endroits affectionnés et fréquentés par les activistes, autant dans les moments de détente que dans le cadre d'une action. Ce sont des endroits de rencontre qui servent à créer et à maintenir les liens politiques, mais aussi les amitiés. On y compte le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, l'ancienne banque, la Coopérative des peupliers et un appartement surnommé Le manoir.

Finalement, les rues du quartier Pointe Saint-Charles composent la dernière catégorie avec le parc Hibernia et le Parc de la congrégation. Ce sont des espaces publics mobilisés pour des actions collectives et évidemment, pour avoir une certaine visibilité.

Ces quatre grandes catégories (squats - lieux institutionnels - lieux symboliques - rues) se dessinent avec le temps, dans la durée de la mobilisation. Selon les événements, les besoins, les conjonctures et la démarche collective, le sens qu'ils prennent diffère de sorte à représenter la multitude de facettes qui compose la lutte du groupe du CSA de Pointe Saint-Charles.

4.1 Les squats, espoir de création et d'autonomie

Durant les années de lutte du groupe du CSA, les stratégies ont été nombreuses et diversifiées pour atteindre leurs objectifs. L'idée de squat guide les premiers moments d'organisation du groupe, étant vu comme l'objectif ultime à atteindre. Puis au fil du temps, le squat est aussi devenu un moyen. Parce que personne n'avait idée de la durée du conflit, la signification qu'allaient prendre les endroits de squat n'était pas prévisible. Dans ce cas-ci, l'évolution de la perception des lieux de squat ne pouvait présager un glissement du symbolisme historique du début des mobilisations vers une appréhension personnalisée des lieux.

4.1.1 L'usine Seracon, les débuts

Lorsque l'on demande aux militant.e.s ce que représentaient initialement les bâtiments sélectionnés en 2009 pour effectuer leur occupation, nous obtenons un portrait qu'il faut cerner en deux aspects distincts. À l'époque, la sélection des lieux possibles se fait d'abord selon des visées de choix rationnel afin de prendre possession d'un des endroits souhaités selon la façon traditionnelle, soit une action directe d'occupation (Pruijt, 2013). L'usine Seracon, les plans b et c, ont été choisis non pas selon un attachement personnel, mais bien pour leur emplacement, leur salubrité et leur superficie (1). C'est ensuite l'idéalisation de l'histoire prolétaire locale construite autour de ces lieux qui a solidifié l'attachement à ces endroits avant l'occupation (2).

Initialement, le choix de ces lieux symbolise pour eux et elles une confrontation directe avec l'investissement capitaliste privé dans le quartier qui engendre les problématiques de gentrification, de hausse de loyer et de désorganisation du tissu social local. En 2009, les endroits de squat sont choisis selon une perspective utilitariste ; il s'agissait d'emplacements de futurs immeubles à condos et y imposer un CSA permettait de contrer l'une de ces constructions.

Le choix rationnel dont il est question dans la sélection préliminaire des emplacements de squat de 2009 se reflète aussi dans le cas du Plan b, une ancienne église abandonnée depuis plusieurs années pourtant au centre du quartier. Lors de leurs recherches pour trouver un site qui les accueillerait, les membres du groupe avaient ciblé les bâtiments vides qui appartenaient à de riches investisseur.e.s. Il s'agit d'une logique de décision qui se base sur les besoins, les opportunités et la pertinence, ce qui sous-entend une planification stratégique (McCarthy & Zald, 1977). Dans le cas du Plan b, la propriétaire tentait de vendre à un prix largement supérieur à l'évaluation municipale le terrain et refusait de l'entretenir, malgré l'impact sur le

bâtiment concomitant et le manque de locaux accessible dans le quartier. Ainsi, leur lutte à l'embourgeoisement se reflétait dans le choix du lieu et dans l'importance qui y était accordée.

Dans le cas de l'usine Seracon, le sens historique lié à sa localisation s'ajoute à la lutte à la gentrification pour en valoriser la sélection. Au bord du canal de Lachine, il est le seul endroit encore exempt de nouvelles constructions immobilières. Ayant appartenu au même propriétaire durant des dizaines d'années, il s'agit pour plusieurs d'un espace représentatif du travail ouvrier et de la population qui a teinté la vie du quartier au cours du dernier siècle. Les références au passé du quartier sont nombreuses pour légitimer leurs actions : « Pour garder l'accès au canal, on avait un discours comme quoi c'est les ouvriers qui ont bâti le canal, mais qu'il a toujours été privé parce que c'était géré par des compagnies et pour des usines autour. On avait ce discours de redonner le canal au quartier » (Entretien no. 7). La proximité de l'usine avec le canal est à de nombreuses reprises évoquée pour l'importance du symbole de réappropriation d'une construction ouvrière qui influence toujours l'organisation urbanistique et architecturale.

La conservation d'un point d'accès public et gratuit au canal est perçue comme un acte de préservation de l'héritage de la classe ouvrière dans le sud-ouest de Montréal et comme un acte de résistance envers la spéculation immobilière. Le travail historico-identitaire rend légitime une action de détermination spatiale, car l'investissement spatial permet d'ancrer et de représenter le travail identitaire collectif qui se fait (Massey, 2004; Pruijt, 2013). C'est ce que Pruijt nomme «conservational squatting» dans sa recherche sur les différents types de squats dans plusieurs pays d'Europe. Il en identifie comme principal objectif la préservation du paysage urbain hors de la planification gestionnaire capitaliste. Le travail historique fait par les groupes désirant établir des squats et des centres sociaux autogérés cible de plus, selon Pruijt, les

bâtiments délaissés pour lesquels une vocation nouvelle et des travaux majeurs qui ne tiennent pas compte de l'héritage historique sont prévus (Pruijt, 2013). En prenant des bribes d'histoire, des éléments théoriques et leurs propres expériences, les militant.e.s développent autour de ce type de lieu un sentiment d'appartenance identitaire.

4.1.2 De la légitimation historique à l'ancrage émotionnel, l'impact de l'action directe

Alors que l'occupation de l'usine Seracon ne tient que 24 heures et celle du plan b moins d'une heure, ces emplacements restent des années plus tard marquants dans la lutte pour un centre social autogéré. L'élément principal qui forge a posteriori le sens de ces endroits est *l'importance de l'événement vécu*. L'expérience vécue collectivement via l'action directe revient dans le discours de l'ensemble des personnes interviewées comme le facteur qui rend ces lieux importants, emprunt d'un sens particulier : « Ça a duré une heure sur 7 ans, mais quand même. Je continue à penser à ça quand je passe devant. En fait, c'est là pour moi que l'impossibilité du projet se reflète, à cause de la violence du système par rapport au projet qu'on voulait faire et c'est là que ça a été le plus manifeste » (Entretien no. 6). Ce que l'on comprend de cet extrait c'est qu'au-delà de l'espace-temps, nonobstant l'argumentaire développé par le groupe et le choix rationnel de sa sélection, le facteur qui marque l'imaginaire et la signification que prend la lutte est dans le cas des squats le passage à l'action et ses résultantes. L'analyse témoigne de l'aspect symbolique du lieu, définit par l'action (Geertz, 1984). La praxis, la mise en marche du plan, est un moment en soi qui vient cristalliser une impression, une réflexion et les valeurs que l'on y rattache.

La façon dont les lieux deviennent significatifs pour les militant.e.s n'est pas liée dans le cas des squats à une structure d'opportunité politique ou à une mobilisation des ressources. Alors que le groupe a choisi des lieux qui n'étaient pas convoités par d'autres groupes pour garder leur appui, que beaucoup de gens avaient été rassemblés pour cet événement et que des efforts auprès d'autres acteurs et d'actrices du quartier avaient été faits, ces éléments ne sont que peu conservés en mémoire. L'échec rapide des tentatives d'occupation est évoqué dans l'histoire de l'endroit, mais ce qui lui donne son caractère actuel relève du moment d'organisation collective dans l'espace physique convoité, si court fût-il.

Avant et pendant l'occupation de l'usine Seracon, la conceptualisation théorique de ce que *doit* être le CSA oriente leur façon d'organiser l'espace et d'y agir. La théorisation qui entoure ce type de stratégie prédomine dans le discours. Puis, le moment de lutte pour rester dans le squat change ces perceptions. Après l'occupation, le sens du lieu prend racine dans l'action elle-même qui, selon les personnes interviewées, incarne les valeurs d'autogestion et de faire soi-même (*do it yourself*) prônées par le groupe (Hodkinson & Chatterton, 2006). Après l'expulsion, l'idéalisation historique disparaît presque entièrement du discours militant. Les lieux de squat qui suivent auront une signification moins attachée à l'occupation du lieu tel qu'entendu dans la façon traditionnelle d'ouvrir des centres sociaux.

4.1.3 B7, centre névralgique de lutte

La catégorie des squats compte également le Bâtiment 7, un endroit auquel se réfèrent systématiquement les gens interviewés. Malgré l'échec de l'occupation vécu en 2009 à l'usine Seracon, l'idée d'un squat ne quitte pas les activistes, mais se fait différemment

et ailleurs. Après plusieurs mois de latence, le groupe profite d'une opportunité politique de la scène locale pour se lier en 2009 au Collectif 7 à nous afin de revendiquer le Bâtiment 7, occupant une partie des terrains du Canadian Pacific. Fort de leur expérience d'occupation illégale, des apprentissages et des besoins de lieu toujours non comblé, la façon dont ce lieu est devenu significatif diffère largement des squats précédents. On assiste ici davantage à l'utilisation du squat comme un moyen plutôt qu'en tant que fin en soi comme c'était précédemment le cas.

La première différence qui oriente la façon dont la signification s'y est construite est le rapport à l'espace-temps (Giddens, 1984). Si les militant.e.s du CSA ont pu entrer à quelque reprises dans le Bâtiment 7, ce n'était que très rarement dans le cadre d'une action collective, de sorte que l'action directe et l'occupation traditionnelle ne sont pas des éléments qui marquent cet espace comme c'est le cas avec l'usine Seracon ou le plan b. Le temps qui module la perception du lieu est dans ce cas-ci plus étendu, moins cristallisé en un ou deux événements.

C'est ensuite la relation avec les nouveaux alliés du groupe et leur conjoncture post-2009 qui modifie leur dynamique spatiale. La mobilisation servant à réussir l'occupation d'un endroit n'est plus uniquement pensée selon une tactique d'action directe combative; la stratégie se tourne davantage vers des actions qui favorisent l'assentiment de la population locale pour mettre de la pression différemment sur les autorités concernées (Coutant, 2001; McCarthy & Zald, 1977). Il s'agit de modifications des paradigmes qui définissent le succès de la campagne du CSA. De ce fait, la mobilisation se concentre sur la population du quartier comme groupe potentiellement sympathisant, un calcul qui fait



Figure 4.3 Tract du CSA, action festive.

des résident.e.s la principale source d'appui politique. Le CSA travaille à faire de cette campagne un enjeu populaire, accessible et mobilisateur pour tout le quartier. Cette orientation est d'autant plus bénéfique qu'elle permet de cerner les individus et les groupes qui pourraient s'y impliquer et fournir des ressources nécessaires.

Dans ce cas-ci, la logique d'investissement auprès de la population dépasse le calcul coût-bénéfice de la mobilisation des ressources pour favoriser les valeurs du groupe, comme l'ouverture. Les actions du CSA insistent donc toujours sur le caractère antiautoritaire et l'aspect d'ouverture, de cohésion avec les populations du quartier, ce qui prend une place déterminante dans la logique organisationnelle post 2009. À travers ses actions et son mode de fonctionnement, le CSA trouve des moyens de revendiquer leur espace dans le quartier tout en insistant sur le caractère inclusif de sa démarche : « On a fait un cinéma sur le terrain du bâtiment. J'aimais ce genre d'action de réappropriation de l'espace *avec* les gens du quartier. Il y avait des gens âgés, des familles, des punks, toute sorte de monde et c'est ça la diversité. Très inclusif, t'as pas besoin d'avoir ton numéro d'avocat écrit sur ton bras pour participer à un cinéma, mais t'as l'impression d'être là pareil pis de faire chier quelque chose » (Entretien no. 5).

L'objectif d'approbation et de soutien des résident.e.s du quartier en vient à moduler la façon dont les actions sont organisées pour orienter le sens de ce squat vers un lieu commun et ouvert plutôt que sur le répertoire d'action traditionnel entourant les squats où l'objectif principal est l'ouverture du lieu par une action directe d'occupation. Alors que la mobilisation pour l'usine Seracon se veut ouverte tout en restant dans les moyens d'action traditionnels radicaux, une militante interviewée explique la façon dont la logique d'action influence le sens attribué aux emplacements : « L'usine de chandelle j'ai jamais été attachée à ce lieu-là. C'était un choix stratégique. C'était plus un attachement théorique qu'un attachement viscéral. Le

Bâtiment 7 ça a été un attachement viscéral. C'était à nous. [...] le Bâtiment 7, on a vraiment fait une lutte de quartier pour lui. Une lutte de terrain, de parterre. C'était pas des ateliers d'éducation populaire sur les squats en Europe, c'était très ancré » (Entretien no. 6). Ainsi, la perception du Bâtiment 7 se construit au fil des contacts avec les gens du quartier. Plutôt que de rechercher les partis politiques comme alliés potentiels, la mobilisation se fait en considérant les ouvertures locales qui, dans ce cas-ci, se trouvent davantage au sein de la population et des groupes qui y sont établis. Il s'agit à la fois d'un fonctionnement qui mesure les possibilités de soutien à long terme et qui reste congruent avec les valeurs d'inclusion et d'autonomie que le groupe défend (Coutant, 2001; Kruzynski & Silvestro, 2013).

4.1.4 Préfiguration, soupe populaire et créativité

Le Bâtiment 7 est aussi le symbole de cette communauté alternative tant rêvée au sein des groupes libertaires. Le nombre d'activités qui y sont organisées dans le but de développer une communauté politique alternative facilite le sentiment de réussite de cet aspect dans le discours des gens interviewés. Les soupes populaires, les marchés gratuits et autres activités répétées dans le stationnement du Bâtiment 7 sont les moyens de réaliser le centre social malgré l'impossibilité d'entrer dans l'établissement. Dans un cas comme celui-ci, c'est *l'investissement à long terme du lieu* convoité et la présence à répétition qui ont pour effet de créer une communauté alternative qui échange, consomme et se lie autrement que via l'organisation capitaliste et corporative dénoncée.

Autour de l'élaboration de ces activités, c'est tout l'aspect de préfiguration et de création qui est en jeu pour en faire une réussite. La notion de créativité est au cœur de la mobilisation pour un centre social autogéré et réussit à faire du Bâtiment 7 le lieu significatif qu'il est actuellement grâce à l'intégration d'actions préfiguratives ici et maintenant plutôt que de seulement miser sur la prise d'un espace comme plan ultime (Maeckelbergh, 2011).

C'est ce que Pickerill et Chatterton soutiennent également l'importance de l'aspect préfiguratif dans leur analyse des mobilisations anticapitalistes telles que les contre-sommets où les actions contestataires de grande envergure se lient au besoin de s'établir temporairement et collectivement sur un terrain. De ces initiatives se forme un quotidien alternatif pour s'alimenter, communiquer et habiter le temps de la mobilisation, générant par le fait même un aspect créateur dans la subversion (Pickerill & Chatterton, 2006). Si nous revenons à notre définition des mouvements sociaux qui implique l'aspect politique hors des sphères institutionnelles, la préfiguration comme stratégie de lutte prend son sens dans les mobilisations telles que celles qui se déroulent à Pointe Saint-Charles au Bâtiment 7.

Parce que l'ouverture directe d'un centre social n'est plus envisagée, la préfiguration est en quelque sorte nécessaire à la mobilisation ; elle est généralement déployée dans les mouvements sociaux pour créer l'alternative souhaitée par le groupe lui-même plutôt que de la demander (Chatterton & Pickerill, 2010; Maeckelbergh, 2011). C'est l'élément qui permet au groupe de convaincre encore des allié.e.s, d'être visible et d'avoir des gains. Plus encore, cette stratégie est pour plusieurs celle qui s'allie le mieux avec les valeurs du groupe et l'échelle visée, car « En somme, quand on milite dans son milieu de vie, la préfiguration devient moins artificielle, plus fluide, plus proche de la vie [...] c'est aussi par cette construction que le mouvement peut espérer

diffuser ses idées, les montrer au grand jour, prouver qu'elles fonctionnent [...] » (Kruzynski & Silvestro, 2013, p. 146-147).

C'est après de nombreuses critiques que leur font leurs adversaires et l'échec de l'occupation directe que les gens actifs dans le groupe du CSA décident d'organiser le projet non pas comme un affrontement, mais bien comme un projet de développement qui prouverait que l'évolution sociétale peut se faire avec succès selon un schéma autre que capitaliste.¹⁵ Ce type de mobilisation politique de l'espace renvoie à l'aspect subversif de l'action politique où la pratique alternative dans un espace normé va démontrer la possibilité de dépassement de l'amalgame urbanistique, politique et économique qui dicte la façon dont les espaces peuvent être utilisés. Les lieux choisis deviennent les terrains de mise en pratique où les activistes créent à partir des données présentes une autre possibilité (Choukri, 2008).

C'est dans cet ordre d'idée que le Bâtiment 7 devient l'hôte d'actions colorées, inclusives et accessibles qui rejoignent les besoins de la population et les invitent à rejoindre ce type d'organisation. À long terme, cette logique d'action où l'appropriation se fait grâce aux actions comme le cinéma en plein air s'intègre au quotidien des résident.e.s qui considèrent de plus en plus le Bâtiment 7 comme une source de socialisation ; l'endroit devient banalement intégré au circuit local, en harmonie avec la vie qui s'y déroule. « Une fois ça m'avait bin touchée, il y avait une dame que j'avais vue plusieurs fois au CSA avec qui j'ai commencé à parler. [...] Elle disait qu'elle calculait sa bouffe en fonction des actions et que c'était les moments où elle mangeait la meilleure viande. Elle était pas là juste pour la bouffe, mais ça lui donnait une qualité de vie plus grande » (Entretien no. 5). Le Bâtiment 7 permet ainsi

¹⁵ Un militant le dit dans les termes suivants : « une des critiques que nos adversaires nous formulaient tout le temps c'était qu'on était des empêcheurs de développer, des empêcheurs qui tournent en rond pis on avait rien à proposer, on était juste contre tout. Comment ils appelaient ça? *l'immobilisme*. Nous on a décidé de faire notre réflexion » (Entretien no. 2).

d'avoir l'impact d'un centre social sans l'être traditionnellement. Si le chercheur Javier Auyero soutient dans ses travaux que « L'espace est situé: il s'inscrit dans un tissu de relations sociales continues dont les modalités ont des répercussions sur les phénomènes sociaux », ajoutons que ce sont ces modalités que les mouvements sociaux antiautoritaires tentent d'influencer, particulièrement lors de mobilisations locales (Auyero, 2005, p. 126).

Bien que l'influence sur le quotidien soit un objectif du groupe, l'achèvement de cet aspect est plus ou moins mesurable quantitativement et relève davantage des impressions, de la présence aux activités, de l'intérêt pour le projet et du discours autour de ce dernier. À long terme, l'effet que produit le CSA dans le quartier est généralement un intérêt positif, un sentiment d'appartenance au projet et une sympathie. Ce sont les pratiques usuelles des gens qui sont changées par l'émergence de ce groupe dans le quartier qui politise le quotidien par ces actions directes à petite échelle. Au travers de leur planification, les questions d'esthétisme, de consommation, du lien social, du type de politique possible sont soulevées à répétition de sorte d'influencer leur milieu de vie.

4.1.5 Gentrification

La lutte à la gentrification que fait le groupe du CSA achève d'influencer la signification accordée au Bâtiment 7 par le groupe du CSA de Pointe Saint-Charles. La construction massive de condominiums luxueux, l'arrivée rapide de plusieurs ménages aisés et le changement de commerce sont associés par les militant.e.s à une menace de leur vision du quartier Pointe Saint-Charles. Aux critiques de la capitalisation de l'habitat et de la propriété privée se lie l'observation des changements

esthétiques et démographiques de leur milieu de vie. Le Bâtiment 7 devient un porte-étendard de résistance à la gentrification, ce qui peut être expliqué par deux facteurs : le temps consacré au lieu (1) et le gain concret contre un investisseur privé (2).

Au fil des ans, le Bâtiment 7, ou plutôt sa devanture, est devenu ce lieu de squat événementiel répété dans lequel les valeurs et les idées du groupe se sont reflétées et modulées. Ainsi, le processus de gentrification ayant cour dans l'ensemble du quartier a largement orienté la façon de considérer cet espace de lutte et de convoitise pour un grand projet de condominium. Plus encore, occuper cet espace selon des principes anticapitalistes et non marchands venait raviver la victoire populaire contre l'implantation d'un Casino sur ce même site. On comprend ici que la résistance et la création vont de pair pour à la fois freiner l'élargissement des terrains d'habitation de luxe et pour y installer un endroit collectif autogéré mettant un frein au développement privé.

Le propriétaire des terrains du CP, Vincent Chiara, est l'un des opposants affirmés au projet de centre social. Des actions directes sont orchestrées à son égard pour le discréditer aux yeux de la population et de ses sympathisant.e.s. La confrontation envers les autorités se rapporte à un aspect plus traditionnel des mobilisations des centres sociaux à qui on reconnaît généralement un poids dans la contestation de la propriété privée et dans l'urbanisme capitaliste (Martinez Lopez, 2013).

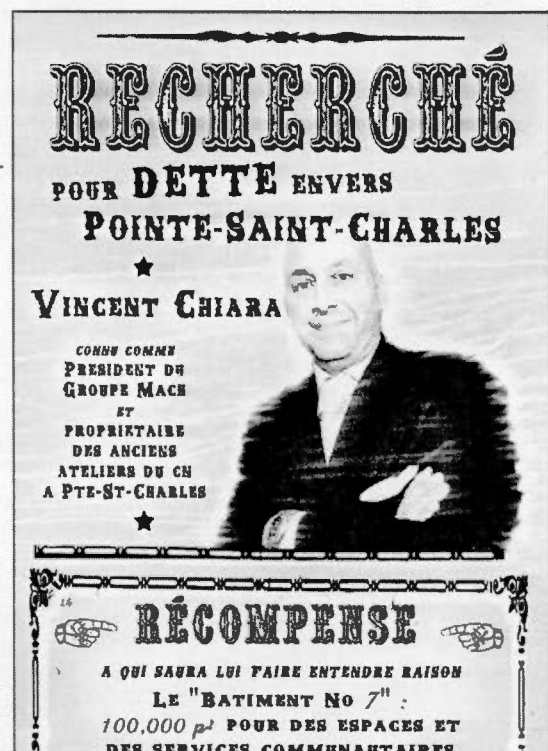


Figure 4.4 Tract du CSA de Pointe Saint-Charles,

C'est dans cet ordre d'idée que le CSA entame à l'hiver 2012 l'Opération cadeau. Il menace le propriétaire d'emballer le bâtiment complet pour le protéger des intempéries et du même coup, dévoiler sa négligence et sa mauvaise foi dans le processus de négociation. Ce type d'action directe et le travail du Collectif 7 à nous mènent quelques mois plus tard à la signature d'un accord de développement sur les terrains du Canadian Pacific comprenant le don du Bâtiment 7 et du même coup, la diminution du nombre de condos de quelque 200 unités. Mesurable et calculable, cette victoire du CSA entre dans la ligne de lutte à la gentrification, au capitalisme marchand de l'habitation et au maintien du tissu social dans Pointe Saint-Charles.

L'analyse des lieux de squat réitère la position scientifique selon laquelle les lieux sont à la fois structurants et structurés : « (L)'espace et le lieu déterminent, tout en les favorisant, l'émergence des mouvements de contestation; en retour, ceux-ci contribuent à actualiser les potentiels qu'offre l'espace tout en le restructurant [...] C'est dans l'espace que viennent se loger toutes les représentations partagées par les individus, tout en déterminant l'agencement, physique comme mental, de ces derniers» (Auyero, 2005, p. 126-129). Les lieux observés pour cette étude de cas se veulent tous à leur façon des exemples de cette ligne de pensée en ce sens qu'ils sont à la fois structurés par les projets et les actions des groupes les utilisant tout en ayant un effet structurant à cause de leur emplacement, de leur histoire et des possibilités matérielles qu'ils offrent à divers projets.

4.2 La mairie, contestation des pouvoirs et développements parallèles

Au cours de ses démarches, le groupe du CSA a de nombreuses fois eu des relations directes avec des partis politiques, particulièrement au niveau de l'arrondissement

dans lequel il œuvre. S'il est possible de dénombrer plusieurs échanges, peu ont eu lieu avant l'échec de l'occupation de l'usine Seracon en 2009. Leur rapport à la politique officielle n'est pas significatif avant l'occupation et augmente largement après celle-ci en réaction à la commande politique de répression de l'occupation, puis se poursuit durant la campagne du Bâtiment 7. Étant libertaire, ce type de cible n'est pas dans leurs priorités. Ainsi, à son arrivée dans le Collectif 7 à nous, le CSA laisse davantage les relations avec les partis politiques aux autres groupes qui composent leur union. Le Collectif 7 à nous s'entend pour opérer selon une logique de diversité des tactiques qui a pour but de mener une lutte grâce à plusieurs tactiques sans jamais dénoncer celle des autres (La pointe libertaire & Cayer, 2013). Dans ce contexte, le groupe du CSA décide d'axer son rapport à la politique sur l'action directe afin de perturber les élu.e.s et non pas d'initier un dialogue.

Le discours des militant.e.s interrogé.e.s situe l'activité d'opposition à la politique partisane en quelques lieux très précis et non dans l'ensemble de ceux qu'ils et elles mobilisent pour leur campagne. Principalement, les emplacements qu'ils et elles évoquent sont distinctement les devants de la mairie de l'arrondissement du Sud-Ouest (1) et l'intérieur de la mairie (2). On trouve dans leurs réflexions une différenciation entre l'extérieur et l'intérieur de cet établissement selon « le public » à atteindre et selon les moyens employés pour diffuser le message.

Les actions devant la mairie de l'arrondissement du Sud-ouest ont débuté à la suite de l'expulsion de l'usine Seracon pour protester contre ce que les militant.e.s décrivent comme un pouvoir à la solde d'une élite financière. À travers l'ensemble de ces initiatives, le sentiment évoqué pour motiver ce passage à l'action est celui de l'injustice. L'objectif des militant.e.s organisant des actions destinées à être spécifiquement à l'entrée de la mairie était « [...] de mettre de la pression à fond la caisse sur le maire pour que lui mette de la pression sur le développement qui allait se

passer dans [le Bâtiment7] » (Entretien no. 5). La raison qui explique le choix de cet emplacement n'est pas émotif, mais bien calculé pour avoir un effet de perturbation et mettre de l'avant l'aspect radical de ce groupe (Kiser & Hechter, 1991; McCarthy & Zald, 1977). Il s'agit des quelques moments d'affrontement que le CSA a su organiser pour établir un rapport de force et être visible en tant qu'acteur menaçant envers la structure politique municipale établie. Le CSA a organisé plusieurs tintamarres durant les réunions d'arrondissement où des discours à l'extérieur exposaient les critiques face à ce type d'administration publique.

L'une de ces actions, largement documentées par le groupe, prend la forme d'une pièce de théâtre extérieure que le groupe publicise comme une « manifestation, spectacle artistique, bruit et pression pour montrer qu'on est tanné.e.s d'être dans la rue! » (Tract, CSA, 2010). L'objectif de ces moments qui mêlent à la fois perturbation et convivialité est de prouver la force du mouvement, de se rendre visible, mais aussi de se lier à la population qui y voit des actions positives et accueillantes, de sorte que la population soit elle aussi une source de pression auprès des élu.e.s. Un militant raconte la façon donc la pièce de théâtre a changé l'usage des devant de la mairie et la façon d'y être collectivement :

C'était au mois de novembre sur un camion plate-forme avec une génératrice dans le coin pis de la soupe ! Le personnage principal c'était un gros citron, le maire Dorais ! Notre cible c'était le maire Dorais, fait qu'on pressait le citron pis on était dehors en faisant du bruit pendant qu'eux étaient en dedans. Notre objectif c'était de faire tellement de bruit qu'à l'intérieur ils ne puissent pas s'entendre, pis c'est ça qu'on a fait. (...) Un peu après ça le maire nous a dit qu'il nous suivait dans le projet et il a dit au propriétaire du terrain que rien ne pouvait se signer tant qu'il y aurait pas dans l'entente de développement que le B7 s'en va gratuitement à la communauté. S'il ne met pas ça, il cesse les négociations. Et à partir de ce moment-là, on avait l'arrondissement de notre côté. Mais il a fallu presser le citron en avant ! (Entretien no. 7)

On comprend par cet extrait qu'à travers les années de mobilisation, le groupe remporte des victoires qui motivent la continuation de la campagne, malgré les nombreuses périodes de latence. Ce sont aussi des signes que le message qu'ils et elles tentent de transmettre à la fois à la population et à leurs adversaires est entendu, compris et pris au sérieux. Plus encore, le groupe obtient des résultats en faisant à sa manière, sans entrer dans le jeu politique qu'il critique. Les devants de la mairie ne sont plus seulement un espace d'entrée, ils deviennent le lieu d'accueil d'une critique politique qui souhaite être entendue. L'aspiration à refléter les valeurs d'autonomie et d'antiautoritarisme est en quelque sorte validée selon le sentiment d'avoir « [...] poussé la dénonciation. Le choix d'être dehors c'est vraiment aussi de pas participer à la mascarade qui pouvait se jouer à l'arrondissement. D'avoir un petit espace dehors et d'y rassembler des gens » (Entretien no. 5).

Cependant, ce sentiment de réussite ne tient pas au seul parvis de la mairie. Plusieurs actions sont faites de sorte à couvrir deux fronts à la fois : l'extérieur de la mairie où l'action directe d'opposition se fait et l'intérieur de la mairie où le groupe saisit les opportunités de débats avec le conseil d'arrondissement. Ces deux aspects se lient de la façon suivante : « On faisait de la pression à l'extérieur pis on montait à l'intérieur, on avait même forcé à certaines reprises les élus à fermer boutique. Donc à aller plus loin que la simple protestation, il y avait comme un rapport de force dans tout ça. Ça amène des gens qui n'ont pas nécessairement l'habitude de faire ça de reprendre les habitudes que le mouvement populaire avait à une certaine époque » (Entretien no. 1). Bien que ce ne soit pas le cas pour l'ensemble des groupes d'action collective organisant des squats, le cas présent valorise toujours l'action directe dans ses

stratégies, car sa mise en pratique génère un sentiment de puissance et de dépassement des limites politiques qui freinent le projet.¹⁶

Un élément s'ajoute ainsi à la logique de combativité, celui d'échange et de construction avec le pouvoir officiel en imposant une structure politique alternative. L'action directe prend ici un autre sens quand elle permet d'amener la parole et l'inclusivité à un autre niveau, d'abord en représentant des valeurs alternatives, ensuite en permettant une prise de contrôle populaire puis en mettant en pratique une critique de l'ordre social établi (Martin & Miller, 2003). À travers l'intensité qu'il peut y avoir à couper la parole à des élu.e.s, imposer ses questions, envahir un espace très normé, il s'agit pour le groupe du CSA d'une démarche d'appropriation et de rapport de force qui se fait avec la population aux dépens d'un système qu'il critique.

La perturbation de l'intérieur de l'établissement vient mettre en exergue de nouveaux paradigmes; alors qu'ils se trouvent dans une institution de démocratie représentative, les activistes y font plutôt des démonstrations de démocratie directe. Du même coup, la signification initiale de l'extérieur du bâtiment change au profit de la mise en valeur d'actions directes qui valorisent le pouvoir d'agir hors de lieux a priori identifiés comme légitimes politiquement. Choisir ce lieu pour contester le pouvoir officiel et sa complicité avec le développement privé du quartier était d'abord réfléchi selon des raisons pratiques. Ceci dit, les moments passés à cet endroit ont aussi eu l'effet de tisser davantage de liens entre le CSA et la population.

¹⁶ Certain.e.s auteur.e.s parlent des impacts de l'action directe des groupes sur le politique de la façon suivante : « [Le projet antiautoritaire] implique qu'une partie importante du travail politique de la communauté antiautoritaire repose sur la 'pollinisation', par le soutien à la création d'espaces propices à l'expérimentation de l'autodétermination et de l'auto-organisation par le plus de gens possible, dans leur contexte et leurs conditions actuels. À travers cette expérience, les gens entrent en contact direct avec l'option antiautoritaire et sont alors en mesure de vivre concrètement ce projet politique sans que celui-ci leur soit imposé. L'autonomie collective fait ainsi advenir de nouvelles habiletés organisationnelles pour les personnes impliquées dans cette démarche et de nouvelles solidarités dans les rapports qu'elles entretiennent avec les autres. Dans la perspective antiautoritaire, le changement social se réalise alors progressivement au gré de l'intégration de ces pratiques par les individus dans leurs milieux respectifs et de la réappropriation du pouvoir d'organisation collective» (Sarrasin et al., 2012, p. 155).

Les changements de stratégie après l'éviction sont notamment influencés par la colère et la rage que les membres du groupe ressentent. Ces émotions motivent des actions servant à dénoncer le manque de légitimité des politicien.ne.s pour plutôt favoriser la voix des groupes populaires. Ce type d'action est décrit par Deborah Gould comme un traitement nécessaire des émotions pour faire avancer la cause défendue. Gould le démontre grâce à son analyse du mouvement Act Up qui utilise notamment le slogan « Turn rage into action », de sorte à transformer les sentiments de honte et de culpabilité des activistes en actions qui leur donnent un sentiment de puissance et pointent du doigt la responsabilité de l'adversaire (Gould, 2002).¹⁷ Il s'agit de moments où le collectif s'exprime à sa façon et réussit à se faire entendre pour transcender en quelque sorte les limites ayant d'abord généré le sentiment d'injustice. En montrant leur colère et en l'expliquant, les activistes la rendent légitime. Ce cheminement permet à un groupe de passer d'un état émotionnel négatif à des actions concrètes qui pourront ensuite générer des émotions plus positives et entretenir la motivation du groupe. La démarche dont font preuve les organisations qui partent de leurs émotions pour orchestrer des actions collectives réussissent à travailler à la fois les dynamiques endogènes du groupe, leurs relations exogènes et leurs objectifs, de sorte à passer de la résistance à une certaine forme de créativité.

Cette tension entre résistance et ouverture, protestation et création, prend sens dans une logique de préfiguration du politique. La mise en pratique du fonctionnement espéré d'un centre social se fait *avec* les gens *dans* un lieu de pouvoir où on pratique la prise de parole et les décisions en horizontalité afin de développer d'ores et déjà les structures politiques espérées et opérer les transformations souhaitées (Maeckelbergh, 2011). Ici, la contestation est nécessaire pour la création politique, mais ne va pas

¹⁷ Bien que ce cheminement ne soit généralement pas fait consciemment : « To attract and retain participants and to pursue the movement's agenda, activists continually need to mobilize emotions that readily articulate with the movement's political tactics and objectives, and suppress those that counter the movement's emotional and political common sense » (Gould, 2002, p. 181).

sans l'appui populaire et politique. Aller devant et dans la mairie pour certaines actions permet au groupe de mettre en scène l'alternative qu'il propose, une sorte de propagande par le fait qui se passe de quelque séance d'information afin que les gens apprennent par leur expérience (Maeckelbergh, 2011; Polletta, 1999).

En somme, les lieux reliés au pouvoir politique partisan, bien qu'importants pour le groupe du CSA, ont un sens qui diffère largement de celui des lieux de squats. Ce sont des endroits qui se rapportent à la contestation du pouvoir officiel et à un gain dans le rapport de force en jeu. Les militant.e.s sont conscient.e.s que l'objectif de l'investissement de ces endroits n'est pas une occupation à long terme ni une appropriation intemporelle. Il s'agit davantage de perturbation et de démonstrations sporadiques faites à l'aide d'actions directes répétées. Via la répétition de l'investissement, généralement illégal, des lieux et de l'aspect subversif des actions, le CSA retient un sens nouveau donné aux lieux comme la devanture et l'intérieur de la mairie de l'arrondissement du Sud-Ouest. C'est donc à travers une logique beaucoup plus calculée que ces endroits deviennent significatifs, car les stratégies d'action portent en elles des facteurs d'importance comme la perturbation du pouvoir politique, la mise en valeur de la démocratie directe et le gain d'influence.

4.3 Sécurité et consolidation des liens, les lieux sympathisants

La tenue des entretiens dans le cadre du mémoire a permis de constater l'importance du Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles comme point névralgique de socialisation. Ce lieu et quelques autres évoquent un sentiment de sécurité, de possibilité de rencontre. Ils forment une catégorie d'endroits qui sont devenus significatifs grâce à leur apport à la mobilisation et à leur disponibilité pour le groupe.

Dans le cas du Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, il s'agit d'abord et avant tout d'un organisme communautaire dont l'objectif est de contribuer au rayonnement et à l'exercice de l'éducation populaire et autonome auprès des résident.e.s du quartier Pointe Saint-Charles. Sa vocation liée à l'éducation populaire en fait un allié du CSA dans la promotion du partage des savoirs, de la démocratie directe et de la consolidation des liens au sein de la population. C'est à cet effet que le Carrefour s'est rapidement fait l'hôte des rencontres, assemblées publiques et réunions du centre social autogéré. Plusieurs activités y ont aussi eu lieu au nom du CSA, en faisant un endroit que la population locale rapidement identifier au centre social.

Le principal facteur en faisant un lieu significatif est *la répétition de l'utilisation*. Dès le début et encore actuellement, le Carrefour répond aux besoins de support matériel du CSA, ce qui en fait un allié constant avec lequel se construit une partie de l'histoire du centre social : « On faisait nos assemblées avec ces gens-là à cet endroit-là. Fait que ça été un lieu important autant parce qu'on s'y est retrouvé souvent et qu'on avait la confiance des gens qui en avait la charge » (Entretien no. 2). La possibilité de prêt de locaux, d'entreposage, d'impression gratuite et plusieurs autres services en fait un lieu phare de l'organisation du CSA. C'est en ce sens que l'usage qu'en fait le CSA est essentiellement basé sur l'affecte, reposant sur un sentiment de confiance, de familiarité et de sécurité.

C'est ensuite un lieu de rencontre au sein du quartier, ce dont profite le groupe pour se faire connaître davantage via leur participation aux activités du Carrefour : « Par exemple, on allait à la soirée de solidarité annuelle du Carrefour d'éducation populaire. Donc le CSA à 2 ou 3 reprises avait un kiosque à l'intérieur de la soirée de solidarité pis ce qu'on faisait essentiellement c'est d'offrir des repas gratuitement avec de la bouffe récupérée. C'était une des façons de prendre des contacts avec des gens du quartier, avec le milieu communautaire pour expliquer un peu plus la stratégie

d'intervention, c'était quoi le projet du centre social autogéré » (Entretien no. 1). Avec la répétition de l'utilisation, le Carrefour est perçu comme un lieu de socialisation par les membres du CSA en ce sens qu'il permet une prise de contact facilitée avec plusieurs résident.e.s et surtout, un espace de rencontres et d'échanges répétés grâce à une certaine stabilité à travers le temps.

Finalement, le Carrefour est l'un des rares endroits chers aux militant.e.s du centre social pour son aspect sécuritaire. Plusieurs personnes y voient un lieu de repos, de détente et de solidarité inconditionnelle. Il fait en quelque sorte office de *safer space*, à savoir un endroit dans lequel les besoins et les limites de chaque personne sont respectés et où le sentiment de sécurité est omniprésent (Polletta, 1999). C'est donc l'endroit où plusieurs sujets délicats ont été discutés, notamment pour la préparation d'actions directes et de tactiques de perturbation. Les salarié.e.s du Carrefour étant des allié.e.s, il et elles n'ont pas à se questionner sur le partage des valeurs, sur les intentions du Carrefour ou encore sur la façon d'agir avec eux et elles. Plusieurs évoquent un esprit de solidarité, comme en témoigne une soirée où des gens du Carrefour avaient contribué.e.s à faire une chanson en l'honneur de la lutte du CSA, « Ils nous ont chanté ça, c'était super émotif. Les gens du Carrefour qui étaient sur le stage trippaient à fond la caisse, la chanson était super bonne, pis c'était eux qui l'avaient écrite. Dans le fond, ils sont plus nos alliés que d'autres groupes communautaires qui sont dans le Collectif 7 à nous. Le Carrefour est pas officiellement anti-capitaliste, mais dans le fond il l'est 1 000 fois plus que certains autres groupes » (Entretien no. 5).

Parmi les autres lieux évoqués qui comportent ces éléments de socialisation et de sécurité, Le Manoir, un appartement locatif où passent plusieurs militant.e.s de Pointe Saint-Charles, fait figure de lieux de consolidation des liens. Il s'agit du seul endroit d'importance qui joint vie personnelle et vie politique en son sein grâce aux gens qui

y résident, mais aussi à tout l'intérêt qu'ils et elles portent à matérialiser leur idéal social et politique dans leurs dynamiques quotidiennes. Au cours des 10 dernières années, c'est plusieurs dizaines de personnes militantes qui ont habité.e.s au Manoir, parfois quelques mois, quelques années ou qui y résident toujours. L'attachement dans ce cas-ci est davantage personnel qu'événementiel ou collectif. Cependant, le rayonnement de cet espace est si large au sein de la communauté militante de Pointe Saint-Charles que plusieurs personnes du groupe du CSA s'y rassemblent pour en faire un lieu significatif au cours de la lutte. « Je suis partie de là il y a cinq ans, mais j'y aie habité huit ans, pis j'ai eu 38 colocs, dont plusieurs du CSA ! C'était notre ruelle ici et il y a tellement d'affaires du CSA qui se sont passées ici parce qu'invariablement toutes les assemblées, tous les événements se finissaient ici. [...] Quand on a fini l'occupation et qu'on s'est fait expulser, tout le stock a retenti ici ! C'était plein, il y a un poêle qui a rouillé dans la cour pendant 2 ans, ça garde cet esprit-là du lieu qu'on voulait » (Entretien no. 6). L'idée qu'un lieu puisse être à l'image de ce que les activistes espèrent revient dans plusieurs témoignages et imprègne la façon de concevoir cet appartement. Approfondir le lien entre les activistes et les lieux met en lumière que le Manoir fait en quelque sorte partie de la concrétisation de l'ambiance et de l'apparence espérée du centre social. Comme c'est le cas pour nombre de groupes d'action collective, ce type de lieu inspire et motive, permettant de garder en tête la possibilité de cet idéal militant (Polletta, 1999).

Situé au cœur du quartier, le Manoir fait aussi office d'endroit de sécurité puisqu'il appartient à des gens de confiance. C'est d'ailleurs un des seuls lieux privés fréquentés à répétition par les gens du CSA sans qu'il y ait d'enjeu de lutte ou d'appropriation. Alors que les autres endroits fréquentés par les membres du groupe ont fait l'objet d'un processus les rendant accessibles, le Manoir fait exception. Puisque les gens du CSA y étaient avant même la formation du groupe du centre social, le Manoir s'est imposé dès les débuts comme lieu de fréquentation, de relaxation et de rencontre

amicale. Il s'agit d'un espace affinitaire, soit un endroit où les gens assument que les autres qui y sont partagent leurs idées et n'ont pas à les défendre ou à évaluer le degré d'ouverture qu'ils et elles peuvent y avoir.

La mobilisation et la conservation de la motivation à militer sont facilitées par ce qu'incarne ce lieu, par sa fréquentation et par les liens qui s'y créent. Il s'agit d'un espace qui va accueillir les dynamiques de socialisation, de fête et les liens d'amitié et y être identifié. C'est ce qu'Olivier Fillieule identifie dans son analyse des dynamiques d'engagement dans une étude longitudinale de la mobilisation pour la lutte au SIDA (Fillieule, 2001). L'engagement envers une cause, le saut qui fait passer certaines personnes de sympathisant.e.s à militant.e.s est largement attribué aux réseaux sociaux et aux trajectoires de vie qui s'alignent à celles des gens avec qui des liens significatifs sont formés. Par la volonté de maintenir des liens amicaux, les gens vont plus facilement se joindre à une cause et y rester. Ils et elles sont plus aisément joignables par le groupe, plus influençables et davantage susceptibles de passer à l'action.

C'est ce que l'on peut observer dans le cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles grâce à la perception que les gens attribuent au Manoir et grâce au lien qu'ils et elles font entre ce lieu, leur vie personnelle et leur engagement politique.¹⁸ Un militant à qui il est demandé d'expliquer ce qui le motivait à habiter à Pointe Saint-Charles répond en liant l'attachement amical à l'engagement social « Mes amis m'ont fait emménager [au Manoir]. J'ai commencé à m'impliquer dans le CSA après ça. [...] J'ai toujours été un peu un sympathisant de proximité sans vraiment organiser des

¹⁸ Dans le même ordre d'idées, Zhao soutient que la proximité physique dans le quotidien aide à la politisation, non seulement grâce à la facilité de l'accès à l'information, mais aussi en fonction des liens d'amitié qui se renouvellent au quotidien : « Frequent chatting among students of the same or nearby dormitory rooms narrowed students' attention. Dormitories also nurtured the friendship networks necessary for student mobilization » (Zhao, 1998, p. 1504). Dans son étude du mouvement étudiant de 1989 en Chine en fonction de l'environnement physique des étudiants et étudiantes, il constate que les dortoirs sont les lieux où la mobilisation et la diffusion de l'information se font le plus et que cette proximité physique et intime facilite l'engagement politique et le maintien de l'activité politique.

trucs au CSA. Éventuellement je me suis plus impliqué, mais au début j'étais au courant à travers mes colocos et les amis du quartier » (Entretien no. 4). Selon l'analyse que fait Fillieule des conditions d'engagement et de désengagement de la vie militante, cette interaction entre individu, groupe et espace physique est essentielle pour comprendre le moment de mobilisation, sa durée et la démobilisation¹⁹ :

De ce point de vue, le passage à l'acte, pour tous ceux qui sont potentiellement en situation de s'engager ou de se désengager dans un champ de lutte donné, dépend autant de conditions contingentes (rencontres, situation géographique, etc.) et d'une idiosyncrasie personnelle que du champ des possibles politiques. [...] En fonction des lieux, des moments et des groupements où elles s'exercent, les activités sociales peuvent s'inscrire dans des registres variés de contraintes et de justifications. Dès lors, toutes les fois que l'on s'attache à l'observation d'activités sociales sans rapporter ces activités aux contraintes spécifiques aux espaces dans lesquels elles s'exercent, on s'interdit de comprendre les logiques pratiques qui les organisent. Concrètement, cela implique que l'étude des carrières militantes articule l'analyse des trajectoires individuelles à celles, d'une part, de l'espace dans lequel s'exercent les activités sociales considérées et, d'autre part, du ou des groupements dans lesquels s'exercent ces activités (Fillieule, 2001, p. 209-210).

Les travaux de Fillieule attestent l'idée selon laquelle les groupes d'action collective sont liés aux espaces qu'ils fréquentent. La vie sociale inhérente aux groupes militants est influencée par les espaces qu'ils investissent, de sorte que le sens des lieux comme condition significative à l'existence de la mobilisation est nécessaire à considérer pour

¹⁹ Après plusieurs années d'engagement, des personnes actives au sein du CSA ont connu des changements dans leur vie personnelle et dans leur disponibilité pour militer au sein de ce groupe. Alors que ce désengagement est effectif au cours d'une période de latence chez plusieurs personnes intimement liées au centre social, les entretiens permettent de constater que ces mêmes individus ont cependant investi d'autres projets ensemble et que le Manoir comme lieu de mobilisation et d'investissements amicaux garde ce sens. L'aspect mobilisateur associé à l'endroit reste effectif, mais se déplace vers un autre champ d'intérêt que construisent ensemble les personnes pour qui le Manoir est un lieu significatif.

comprendre les dynamiques des mouvements sociaux. De ce fait, les recherches de Fillieule soutiennent l'idée selon laquelle l'espace est social et non pas seulement utilitaire.

La Coopérative d'habitation des peupliers est un lieu similaire, mais plus restreint à un cercle actif de militants et de militantes qui se sont lié.e.s d'amitié. Plusieurs rencontres de coordination s'y sont faites et il s'agit d'un endroit décrit comme accueillant et reposant. Son environnement, moins central, ceinturé d'une cour verdoyante et faisant face à un parc est à plusieurs reprises mentionné dans les moments qui évoquent le calme et le retrait des situations de crises.

Un dernier endroit représente cet aspect plus relationnel qui construit la signification des espaces investis par le groupe du CSA, à savoir l'Ancienne banque. Maintenant résidence privée d'une personne sympathisante du projet de CSA, le bâtiment cossu dans lequel siégeait anciennement une institution financière accueille dans ces larges espaces le groupe à quelques occasions. Située entre le Bâtiment 7 et la rue Centre sur laquelle l'activité du quartier est plus vivante, l'Ancienne banque s'insère dans les trajets de plusieurs manifestations : « C'est arrivé à quelques reprises qu'on fasse des party à l'intérieur de ça et souvent on faisait une manifestation en bas au Bâtiment 7 et ça se poursuivait avec une espèce de fête le soir et c'est surtout là que c'était organisé » (Entretien no. 1). L'endroit devient significatif à cause de la *répétition de l'action*, à savoir la fête suivant une action politique. Grâce à sa capacité d'accueil, le CSA peut y faire des soirées contenant plus de 150 personnes, un facteur de visibilité qui n'est pas négligé par les activistes et qui permet des rencontres et une socialisation plus larges que dans les lieux précédemment nommés. L'intérêt de rencontres larges comme celles de l'Ancienne banque est de solliciter les sympathisant.e.s et de les inclure dans une partie du mouvement, afin d'élargir et de conserver les appuis. Les

moments de fête ne sont pas sans avoir un impact de consolidation des liens entre les personnes s'impliquant dans le groupe.

Les émotions provoquées par les activités typiquement organisées dans ce type de lieu permettent d'ajouter à la mobilisation un aspect émotionnel positif et de complexifier les liens d'attachement (Gould, 2002). Cet aspect s'explique par les émotions partagées de plaisir et de détente qui participent à construire un sentiment d'appartenance et une identité collective. Ce processus prend le dessus sur les hésitations que certaines personnes peuvent avoir à s'impliquer pour favoriser l'engagement et le support d'un groupe d'action collective.

Dans le cas des espaces de socialisation, l'aspect physique du lieu importe peu pour la construction de la signification. L'importance que les gens y attribuent se rattache à *l'événement collectivement vécu* et aux émotions partagées dans ce lieu à répétition. Ce sont les rencontres, les partages et les relations qui s'y créent qui rendent ces lieux symboliques, de sorte que la stratégie de mobilisation des ressources ou d'autres tactiques calculées ne sont pas effectives dans ce processus. Cette catégorie d'espace tend à confirmer la thèse de Gould soutenant que les émotions sont des moteurs d'action et qu'elles font partie de répertoires d'actions collectives (*Ibid.*).

4.4 La rue, espace de visibilité et d'imaginaire

Le quartier dans son ensemble, ou plus précisément les rues qui le composent, fait l'objet de la dernière catégorie de lieux auxquels se réfèrent les militants et les militantes du centre social en tant qu'espace significatif. L'échelle d'appréhension

diffère quelque peu des autres types de lieux en ce sens qu'elle est plus large et qu'il n'y a pas de rue ou d'endroit en particulier nommé par les activistes comme ayant plus de valeurs qu'un autre. Cette conception s'explique par la façon dont les activistes se perçoivent dans l'espace de leur quartier.

4.4.1 Manifestation

Les réflexions partagées lors des marches avec les militant.e.s se concentrent sur l'importance de la rue comme surface sur laquelle prendre possession du quartier. Elles forment ensemble un lieu dont la signification se diffuse d'un coin à l'autre du quartier, bien que le sud soit particulièrement significatif en raison de la présence du Bâtiment 7. Les rues sont ici comprises comme un ensemble tissé d'expériences significatives qui permettent le développement d'une vision d'ensemble dans laquelle est projeté un idéal de lien social et de vie politique. La rue est évoquée comme le support des rencontres, des rassemblements et des rêveries, dans lequel la circulation ouvre des possibles pour une vie politique alternative. Il s'agit d'une conceptualisation diffuse du lieu qui se distingue de l'aspect statique que peuvent recouvrir les autres lieux significatifs pour le groupe du CSA. Le facteur principal qui permet cette perspective est *l'importance de l'événement vécu*, auquel s'ajoutent d'autres facteurs selon l'activité faite par les militant.e.s du CSA.

La manifestation est à ce titre un exemple éloquent démontrant l'intérêt de la rue en tant qu'espace public de circulation, mais aussi de rassemblement temporaire. Lors des manifestations qu'organise le groupe, les rues ciblées sont uniquement celles du quartier et l'itinéraire n'est que rarement prévu. L'intention première est d'être visible auprès des gens que le groupe espère convaincre, à savoir la population locale, mais

aussi de créer un moment de rassemblement constitutif du lien social qu'ils et elles espèrent voir se maintenir et croître. Les rues empruntées ne sont pas nécessairement porteuses individuellement d'un symbolisme pré-établi, mais servent plutôt de support à la création d'un esprit de communauté dans lequel les valeurs de partage, d'inclusion et de politisation du quotidien du CSA sont mises en pratique : « Évidemment, l'idée c'était de se rapprocher des gens pis de se faire voir. Il y a plein de gens qui sont sortis voir ce qui se passait et qui ont embarqué avec nous ; beaucoup de jeunes entre autres, des adolescents qui avaient rien à faire le samedi soir qui ont écouté le show en même temps. Donc c'est ça, c'est de la créer cette communauté-là qui manque. Ramener les gens ensemble, les faire se connaître pis leur faire faire des choses ensemble » (Entretien no. 2).

L'impact attendu de ce type d'organisation se réfère à ce que Isabelle Coutant nomme l'optimisation de la conformité, soit l'évaluation par le groupe des pratiques militantes susceptibles d'obtenir la meilleure réception possible de la part des différent.e.s agent.e.s en action dans leur localité (Coutant, 2001). En choisissant de faire des manifestations illégales, festives, politiques, mais sans perturbation majeure de la circulation montréalaise, le CSA favorise l'intérêt de divers groupes pour son projet en faisant de la rue un espace de rencontre plutôt que de confrontation.

À travers les réflexions autour de l'importance de la rue pour cette mobilisation, on constate que l'accès à l'espace public n'est pas dans un obstacle pour le groupe. L'intention qui motive les manifestations organisées par le CSA n'émane pas d'une revendication liée au droit même d'occupation des rues puisque son accès n'a jamais été malmené dans le cadre de cette campagne, comme cela peut être le cas pour certains groupes qui vivent un type de répression les empêchant de manifester. Alors qu'une partie de la mobilisation du CSA se déroule en 2012 en même temps que la grève étudiante, de laquelle Montréal est un pôle d'action, l'enjeu et la signification de

la rue sont différés au sein de la même ville.²⁰ La revendication du droit de manifestation liée au mouvement étudiant de 2012 n'atteint que peu le quartier de Pointe Saint-Charles puisque la campagne du CSA a un rapport à la politique, aux médias et à la population qui diffère de celui du mouvement étudiant.

Le rapport aux autorités policières et à la mairie indique que malgré certains éléments de contrôle, la répression n'est pas ce qui vient orienter le souvenir des gens du CSA, pour qui la manifestation en soi et l'objectif d'approbation sociale locale teintent davantage les rues :

« On a improvisé une marche après une assemblée parce qu'on avait déjà l'idée de marcher pour aller montrer le Bâtiment 7. On l'a proposé pendant l'assemblée pis tout le monde était willing. C'était vraiment le fun cette marche-là. [Un militant] pis moi on a des grandes gueules. On a chanté des tounes de la chorale tout le long super fort, au champ de la révolte, tout le monde du quartier embarquait ! On bifurquait parce qu'on fuyait les flics, on prenait des sens uniques, on était fiers, on était vivants! »
(Entretien no. 6)

Les rues sont ainsi une possibilité pour les groupes d'action collective de se rendre visible pour le reste de la population locale en espérant y projeter une image susceptible de rejoindre l'assentiment populaire. L'analyse que fait Isabelle Coutant des actions locales telles que les manifestations ou le tractage propose de concevoir ses stratégies d'action collective au sein d'une démarche d'acceptation sociale. Cette stratégie d'occupation de l'espace ne serait donc pas orientée selon une perspective oppositionnelle ou encore dans l'atteinte de l'objectif ultime, mais bien afin de

²⁰ La grève étudiante de 2012 est d'abord une grève nationale d'étudiants et d'étudiantes post-secondaires d'environ quatre mois à laquelle se joindront plusieurs autres groupes sociaux au-delà de la sphère étudiante. Les actions sont nombreuses et plusieurs se chevauchent durant les mêmes journées et aux mêmes endroits. À travers cet ensemble de mobilisation, la manifestation ressort comme un moyen important d'action collective. Alors que des milliers de personnes prennent quotidiennement la rue chaque jour durant des mois et que la répression y croît, le droit de manifester devient un enjeu de lutte majeur. Ainsi, à travers une campagne contre la hausse des frais de scolarité, la rue comme lieu de rassemblement et d'expression collective devient un symbole puissant longuement investi et défendu.

matérialiser une identité collective souhaitée dans la localité et d'y encourager les gens à en faire partie (Coutant, 2001).

4.4.2 Marche de soir

Il est certains moments vécus par les militants et les militantes du centre social qui ne font pas partie du répertoire d'action collective, mais qui influencent largement le sentiment d'appropriation de leur espace de vie et la façon dont ils et elles envisagent les projets collectifs au sein de leur quartier. Parmi ces moments, on compte les nombreuses marches prises à travers le quartier, souvent le soir. Aucune action n'est posée dans ces moments de rêveries souvent individuels, parfois entre quelques personnes. Ils sont pourtant fondateurs de ce que Geertz nomme les couches de sens, puisqu'ils travaillent à la profondeur et à la finesse du sens attribué à l'objet d'étude (Geertz, 1973, 1998). Lors des visites avec les activistes, plusieurs ont tenu à montrer des circuits de promenade habituelle qu'ils et elles font dans le quartier, une activité qui leur était particulièrement précieuse au cours des années d'engagement militant pour se reposer ou à l'inverse, pour stimuler leur motivation envers le projet.

Cette partie de l'analyse rassemble des expériences individuelles qui vont modifier la perception des lieux environnants pour plusieurs, sans pour autant être un élément généralisable à l'ensemble du groupe. Il s'agit à la fois d'une action qui donne sens par *sa répétition* et par *l'importance du moment vécu*, mais aussi par son aspect créateur qui nourrit les personnes en ayant fait l'expérience. Ce ne sont pas des activités qualifiables de préfiguratives puisqu'aucun geste n'est posé pour mettre en action l'imaginaire, mais bien de moments de fuite du réel à travers les rues qui portent la mobilisation de ces activistes.

Moi j'ai passé beaucoup de soirées à marcher dans le quartier toute seule ou avec [un militant] à fumer un petit joint pis à rêver. Être dans une rêverie politique très forte sur nos lieux d'autonomie politique et économique, la façon dont ça pouvait s'articuler dans le Bâtiment 7. J'avais des visions, j'ai fait de l'insomnie pendant des années à rêver à ça. Je nous voyais avec la gang de l'écurie sur Sébastopol utiliser le crottin de cheval pour la serre du CSA pour faire des légumes qui seraient vendus au café bar. Je voyais la loupe économique et politique et c'était tellement fort comme vision. J'étais tellement dévouée à ça. Dans ces parcours-là à marcher dans le quartier parce que ma tête allait exploser pis qu'il fallait que je l'ancre dans l'espace. J'avais pas mal toujours le même parcours par la rue Sébastopol, redescendre par le Ber devant le Bâtiment 7, aller au bout de Charon avec l'espèce de trou dans la clôture pour se rendre dans le bâtiment, après aller dans le Bâtiment 7 la nuit (Entretien no. 6).

Plusieurs promenades nocturnes dont les activistes font mention terminent illégalement à l'intérieur du Bâtiment 7 ou dans d'autres bâtiments abandonnés du quartier. Il s'agit d'une façon de conserver la motivation, le sentiment d'appropriation et l'avancement de leur lutte malgré les moments de stagnation. « Les visites du bâtiment undercover la nuit et illégalement en entrant par le terrain sur le côté, c'est vraiment le fun et ça a un côté thrilling sans être dangereux. On l'a fait souvent avec toute sorte de gens du CSA. On entre dans le bâtiment pis on va le visiter en passant par les clôtures ouvertes. [...] Une fois en dedans on fait ce qu'on veut » (Entretien no. 4). Alors que la mobilisation post-occupation est largement axée sur l'appui du quartier, les activités familiales et la préfiguration du centre social, l'aspect radical disparaît quelque peu pour plusieurs personnes impliquées. Les marches de nuits, les intrusions illégales et ces moments de fuites dans les lieux convoités vont satisfaire les besoins d'occuper à leur façon les endroits qu'ils et elles considèrent être les leurs (Coutant, 2001).

Ce genre de marche nocturne permet de plus aux militants et aux militantes du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles d'avoir une compréhension plus vaste du territoire sur lequel ils et elles habitent et de transcender les limites de la circulation ordinaire des personnes qui y résident. L'exploration permet de dépasser les trajets usuels et les limites légales de zonage, d'espace public et d'espace privé.

Dans cette optique, la transgression des lieux est un acte politique qui n'a pas besoin d'être visible ou reconnu : « Mes trips de jeunesse c'était vraiment de traverser les cours, visiter les cabanons. Je faisais des longs tours en vélo dans les petites trails, juste pour connaître la place, me l'approprier. [...] Fait que c'était mon genre de trip, mais là adulte, après l'occupation, il y avait la signification politique ou potentiellement politique sur toutes les bâtisses, tous les lieux de la Pointe et d'ailleurs. [...] Tu vois les limites, les potentiels, tu vois tout ce que tu peux faire » (Entretien no. 7). Ce lien particulier avec le territoire de Pointe Saint-Charles a l'impact indirect sur la mobilisation qu'il permet à la fois un sentiment d'appropriation et de contrôle sur l'espace en jeu ainsi que le maintien de la perspective qui motive certaines personnes à s'impliquer dans un projet de création alternative au sein du quartier.

4.4.3 Entre fixité symbolique et mobilité collective

Au fil des visites avec les militant.e.s, il devient évident que l'impression de vivre dans un village est un élément fondateur de l'attachement au quartier venant légitimer leurs interventions. Deux facteurs expliquent cette impression, dont le premier est la superficie restreinte du quartier. Cette proximité rend possible la traversée à la marche plutôt qu'en voiture ou en transport en commun, frappant l'imaginaire des

militant.e.s. Ces derniers mettent l'accent sur l'unicité géo-spatiale du quartier en tant que lieu de vie dont l'organisation est pensée pour le quotidien des résident.e.s :

Le fait que tout est à deux étages ça change vraiment la perspective du quartier je trouve. Le fait que toutes les rues ne soient pas toutes droites pis le fait que c'est à deux étages, on se sent vraiment plus dans un petit village. Même sur Wellington, c'est quand même passant, mais ce n'est pas comme Pie-IX ou Ontario, il n'y a pas ça ici des rues qui coupent le quartier. C'est pas un quartier de transition ici. Il y a le Pont Victoria, mais encore là c'est l'est du quartier, c'est différent [majoritairement industriel], on va pas se promener là-bas sauf quand on transite pour aller à l'UQAM à vélo. Il n'y a pas tant de circulation que ça dans le quartier, on se sent vraiment dans un village. Il n'y a pas de service vraiment non plus dans le quartier (Entretien no. 3).

La description du quartier en fait un tableau unique, hors du temps, orientant l'impression de maîtrise sur la composition du quartier. Ce qui organise ce milieu de vie s'approche d'une perception intemporelle de laquelle émane une impression de contrôle sur son milieu, une fixité. Cette caractéristique se veut généralement profitable pour les groupes locaux qui veulent mener des actions collectives dans des lieux particuliers, car la fixité suppose une maîtrise de l'environnement et de sa routine (Tilly, 2003).

Le second élément créant le sentiment d'emprise sur son milieu est l'impression d'intimité entre résident.e.s. La sensation de connaître les gens de son quartier renforce cette idée de village en ville chère à plusieurs groupes d'action collective œuvrant à l'échelle locale. La possibilité de se saluer dans la rue, de savoir où les gens habitent, de se reconnaître entre voisin.e.s est largement estimée dans ce type de mobilisation puisque les activistes y voient non seulement une richesse, mais aussi un trait en congruence avec leurs objectifs (Coutant, 2001).

Pourtant, plusieurs discussions évoquent des inquiétudes à propos des modifications permanentes qu'impliquent la nouvelle logique immobilière et la gentrification au sein de Pointe Saint-Charles. Alors que le CSA théorise cette réalité dans son corpus, l'analyse des propos tenus en entrevue confirme une certaine fixité de l'image de ce village en ville comme composante principale du sens donné au quartier. Dans ce cas-ci, une tension est identifiable entre deux conceptions de l'espace; l'espace physique et l'espace symbolique. C'est à cet effet que certaines actions sont faites en réaction à des changements dans le quartier, par exemple à propos de la destruction d'une partie des terrains du Canadian Pacific par le propriétaire, mais que la plupart des actions organisées dans les rues de Pointe Saint-Charles se concentrent sur l'aspect de créativité et de préfiguration.

Le sens que gagnent collectivement et individuellement les rues de Pointe Saint-Charles se fait largement à travers la praxis, l'exercice militant et citoyen dans les rues. Le sens est donc principalement centré sur une conceptualisation selon laquelle la rue est le support des projets que le groupe souhaite instaurer. La rue est vue comme un lieu de rencontre, d'échange et d'instauration de dynamiques sociales congruentes avec les valeurs du centre social.

4.5 Conclusion de chapitre

Ce bref tour de piste de la relation à l'espace des militants et des militantes du groupe du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles permet de comprendre toute la complexité de la construction du sens attribué aux lieux fréquentés par les groupes d'action collective. C'est non seulement l'importance de l'espace physique qui marque

l'esprit du groupe, mais aussi plusieurs autres facteurs associés au temps consacré et à l'action en elle-même. Ainsi, on retrouve à la fois certains usages basés sur le choix rationnel et d'autres où la stratégie met de l'avant l'affect.

Le premier constat de l'analyse du rapport à l'espace des mouvements sociaux est que le sens d'un lieu se module selon l'expérience que le groupe et les individus y ont et en fonction de ce qu'ils et elles en retiennent. Grâce à l'étude de cas menée, on constate qu'au sein d'un groupe, plusieurs catégories de lieux viennent imprégner et soutenir la lutte du groupe en action. Au cours de ses années de mobilisation, le CSA s'est vu lié à des lieux de squat, des lieux comme la mairie où le rapport à la politique s'exerce directement, des endroits de détente et de sécurité entre militant.e.s et aux rues du quartier qu'ils et elles ont à de nombreuses reprises sillonné.

Le second constat découle de cette typologie, soit que la relation spatiale ne se limite pas aux lieux d'action collective. Les facteurs clés de construction sont ce que nous avons nommé l'importance de l'événement vécu, c'est-à-dire un facteur lié à l'expérience collectivement partagée et qui s'échelonne généralement sur une courte période de temps. Le second facteur fait référence à l'investissement à long terme de l'espace par les militants et les militantes. Ce facteur n'a pas nécessairement de teneur politique puisqu'on le retrouve autant dans les moments de préfiguration du projet politique que dans un contexte de détente et de sociabilité. Finalement, la répétition d'un type d'action en un même lieu va faciliter l'identification d'un lien symbolique entre le groupe et cet endroit. Ici, la temporalité importe moins puisque la répétition peut se faire rapidement ou sur une longue période de temps.

Trois éléments se combinent donc pour que les activistes tissent des liens de sens entre leur mobilisation et les lieux. C'est d'abord, évidemment, l'espace physique qui importe dans cette équation comme support de la matérialisation des volontés des

militant.e.s, mais aussi comme potentiel d'appropriation, de changement et de création d'une alternative politique et sociale (Auyero, 2004, 2005, 2006; Chatterton, 2002, 2005; Kruzynski & Silvestro, 2013; Tilly, 2000, 2003). La proximité qu'apporte une petite localité permet de surcroît une densité des liens sociaux tout en favorisant le lien d'attachement à l'espace occupé (Tilly, 2003; Zhao, 1998). C'est ensuite l'adéquation de la temporalité à l'espace qui influence largement la façon dont le récit se construit autour des lieux. Les moments courts sont souvent marquants à cause de l'intensité de l'événement qui y est vécu collectivement tandis que l'espace-temps plus long se rapporte davantage à une construction collective en développement. Le temps limité va fixer une image et une émotion fortement ressentie, alors que l'investissement à long terme va permettre une évolution de la perception (Choukri, 2008; Giddens, 1976; Tilly, 2003). C'est finalement les corps en action dans l'espace qui vont influencer la façon de considérer les espaces investis dans les campagnes du groupe militant. L'expérience des gens, leur façon de se réunir, l'émotion ressentie en étant actif ou active dans un endroit vont modeler les perceptions individuelles et collectives. La possibilité d'échanger, de s'informer et de travailler collectivement dans un endroit marque d'importance les lieux qui permettent de s'y consacrer, car ils sont associés à la construction identitaire qui s'y déroule (Gould, 2002; Polletta & Jasper, 2001; Zhao, 1998).

S'il est un élément qui recoupe l'ensemble de la typologie du sens des lieux, c'est bien l'appropriation. Elle transcende les catégories puisqu'elle s'apparente à la démarche entière du groupe, à ce qui oriente et construit l'ensemble de leur lutte (Aguilera & Bouillon, 2013; Chatterton & Pickerill, 2010). L'appropriation a une matérialisation très concrète durant chaque action, qu'elle soit faite grâce à une manifestation, une marche nocturne, une fête ou du tractage. Ce processus se fait aussi dans le dépassement des limites conceptuelles attribuées aux lieux du quartier. Les discours, les textes et les slogans amènent une maîtrise accrue de leur environnement en

diffusant leur message. Finalement, l'appropriation croît à travers le développement identitaire fait dans les lieux d'action. Ces différents aspects font de sorte qu'au travers de l'ensemble de la démarche de mobilisation du centre social autogéré se retrouve l'effet de l'appropriation de l'espace occupé.

CONCLUSION

Les groupes d'action collective sont présents sur la scène politique sans que l'on puisse les ignorer. Que leur cause soit féministe, environnementale ou anticapitaliste, ces groupes se rendent visibles à l'espace urbain dans lequel ils s'inscrivent et au sein duquel ils mettent de l'avant leurs revendications. La littérature scientifique qui s'attarde à cet aspect des mobilisations sociales souligne d'abord l'importance de l'utilisation stratégique des lieux selon une perspective de choix rationnel en amont de l'action collective (McCarthy & Zald, 1977; Ruggiero, 2000). Celle-ci envisage l'espace comme le support des actions, donc en tant qu'élément à sélectionner pour ensuite agir. Cependant, des recherches plus récentes s'éloignent de cette perspective instrumentale de calcul stratégique pour plutôt considérer l'espace comme un aspect constitutif de l'action. L'espace serait partie intégrante de l'action collective, pouvant relever à la fois des moyens, des revendications et des processus dans lesquels s'insère une mobilisation (Choukri, 2008; Martin & Miller, 2003; Nicholls, 2007). C'est en ce sens qu'il est maintenant admis que l'espace est à la fois structuré et structurant des dynamiques sociales y ayant cours (Auyero, 2004; Lefebvre, 2000; Mathieu, 2008).

Si les plus récentes recherches s'attardant aux liens qui unissent les mouvements sociaux aux lieux de l'action collective soulignent la subjectivité de l'attachement qui se crée chez un groupe envers un lieu particulier (Auyero, 2006; Martin & Miller, 2003; Nicholls, 2007; Tilly, 2003), le processus par lequel un endroit devient significatif, ce que l'on renomme alors un *lieu*, n'est que peu documenté. De même,

les informations disponibles dans le corpus militant ne permettent pas de cerner les différents rôles de l'espace dans leurs mobilisations.

C'est en s'intéressant à cet aspect de l'organisation spatiale des mouvements sociaux que le manque d'information s'est fait flagrant, en particulier dans les littératures nord-américaine et québécoise. Les différences de répertoire d'action entre l'Europe et le Québec ont finalement motivé l'orientation de ce mémoire s'attardant aux dynamiques spatiales des groupes antiautoritaires au Québec. Plus précisément, le cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles a été le point de départ pour étudier le processus qui mène à considérer un ou plusieurs lieux comme des incontournables d'une mobilisation. Partant d'une hypothèse soutenant que l'exploration du sens d'un lieu facilite la compréhension de l'usage qu'en font les groupes d'action collective, l'étude empirique d'un centre social mène à des conclusions qui répondent au questionnement sur le lien entre la dimension symbolique et la dimension instrumentale de l'espace mobilisé.

Retour sur les résultats de recherche

Grâce à une stratégie de triangulation des méthodes, les données collectées auprès des neuf activistes rencontré.e.s ont permis de comprendre la complexité des liens qui unissent des groupes d'action collective à certains lieux (Feagin, Orum, & Sjoberg, 1991). Les entretiens semi-dirigés, l'observation participante, la lecture du corpus militant et, surtout, les visites commentées menées avec les militant.e.s au sein de leur quartier ont permis d'analyser avec plus de finesse le sujet d'étude que ne l'aurait fait une méthode unique de collecte de données. La triangulation de ces outils de collecte a généré des détails qui facilitent la compréhension du processus constituant

l'importance d'un lieu. L'analyse de ces données permet ainsi d'affirmer que le lien entre un groupe et l'espace s'observe dans une multitude de lieux et non pas seulement dans un seul endroit. Tout comme les dynamiques qui animent un groupe sont plurielles, leur considération de l'espace mobilisé l'est aussi. Les lieux d'importance sont nombreux et diversifiés, pouvant se comparer à une toile tissée dans l'espace de circulation où certains points se fixent dans une signification partagée et conservée à long terme. De plus, alors que l'hypothèse cherchait le sens qui en vient à favoriser un lieu précis pour les actions collectives, l'analyse révèle que les endroits significatifs dépassent largement l'espace de l'action politique; s'y ajoutent les points de rencontre, les trajets usuels et les endroits qui accueillent le groupe après les actions collectives.

Cette conceptualisation de l'espace des mouvements sociaux permet de cerner le cheminement du groupe dans son entièreté de sorte à se distancier d'une analyse des mouvements sociaux qui se limiterait aux moments visibles de la mobilisation. On se distancie également de l'association directe entre un groupe et un lieu qui en deviendrait le symbole de lutte (Nicholls, 2007). Une fois interrogé.e.s, les acteurs et les actrices mettent l'accent sur : (1) les lieux où des actions ont été faites, qu'elles aient été fructueuses ou non; (2) sur l'importance des lieux où les débats et la préparation se font si régulièrement qu'ils en deviennent des lieux de rencontre et de socialisation; (3) les espaces de détente où un sentiment de sécurité et de mutualité renforce les liens et la motivation des individus au sein du groupe; (4) et finalement sur les espaces quotidiens qui accueillent les individus dans tout le processus qui est le leur pour mener une lutte politique populaire. Il s'agit moins d'identifier l'endroit au sein duquel *l'acte politique* se déploie que de mettre l'accent sur le processus du groupe qui s'inscrit dans une multitude d'espaces significatifs. Ainsi, les conclusions de l'étude empirique permettent de soutenir que les lieux d'importance pour un groupe d'action collective ne se réduisent pas aux endroits qui accueillent les actions. Les

lieux de détente, de refuge, de communication sont tout aussi fondateurs de la toile spatiale dans laquelle œuvrent les mouvements sociaux.

Partant d'un collectif qui espère investir un bâtiment abandonné pour y faire son projet, il aurait été facile de ne voir pour le groupe du CSA de Pointe Saint-Charles que le Bâtiment 7 comme lieu d'importance puisqu'il est au cœur de ses revendications. Cependant, les nombreuses discussions, l'orientation des entretiens et les promenades plus informelles font ressortir plusieurs lieux tout aussi fondateurs de son expérience. Ils sont individuellement importants et se construisent ensemble au sein de circuits développés à la fois individuellement et collectivement.

La méthode croisée empruntant à l'ethnographie de Clifford Geertz et à la double herméneutique d'Anthony Giddens favorise un approfondissement de l'analyse de l'usage des lieux pour tenter d'y comprendre les multiples couches de sens qui rendent un endroit significatif (Geertz, 1973, 1998; Giddens, 1976, 1987). Dans ce cadre-ci, l'approfondissement analytique permet de cerner (1) la multitude de lieux d'importance pour un groupe qui milite et (2) les divers facteurs qui influencent le sens attribué collectivement à un lieu à travers l'épreuve du temps.

Les conclusions de l'analyse démontrent que le facteur principal constitutif de la signification d'un endroit est relié à l'expérience qui est partagée, au-delà du choix rationnel, de l'historique de l'endroit ou encore de son usage typique. L'émotion liée à l'usage d'un lieu fait donc parfois partie de la stratégie développée par le groupe et à d'autres moments, elle sera même l'influence majeure de la signification d'un lieu. La démarche de recherche a de plus permis d'identifier le cheminement qui rend important un endroit pour un groupe politique. De larges catégories composées à partir des données identifient trois facteurs qui construisent une signification spatiale partagée, soit la répétition de l'utilisation, l'importance de l'événement vécu et

l'investissement du lieu à long terme. Ces trois facteurs, souvent involontairement employés, permettent de reconstituer les processus grâce auxquels les lieux deviennent significatifs, qu'il s'agisse d'une mobilisation antiautoritaire ou non. Malgré la diversité de lieux qui importent pour un groupe au cours de sa campagne, ces trois facteurs reviennent comme éléments constitutifs généraux qui ensuite, permettent de donner un sens propre à chaque endroit.

Retour réflexif

Afin de comprendre le sens attribué à certains lieux durant des mobilisations sociales et politiques, il a été nécessaire de développer une méthode de recherche qui permet une approche détaillée de l'objet d'étude. L'inclusion de la double-herméneutique dans la méthodologie avait pour objectif de permettre un regard critique sur les biais apportés par le discours des acteurs et actrices interrogé.e.s, mais aussi d'y considérer les orientations que tout chercheur ou chercheuse inclut, généralement involontairement, dans son analyse (Giddens, 1976, 1987).

Intégrer à une étude scientifique ce type de cadre théorique inclut une prémisse selon laquelle les différents types de savoirs, qu'ils soient pratiques, théoriques ou historiques, traversent et influencent le travail de recherche. Plutôt que de tenter d'en faire abstraction selon une quelconque distanciation, le fait d'en prendre conscience permet de réaliser une analyse plus juste de l'objet qui nous intéresse. Dans le cadre d'une étude de cas auprès d'une population choisie, il s'agit de surcroît de considérer l'intégrité de la parole des acteurs et des actrices interrogé.e.s, d'éviter de se l'approprier et de la détourner.

Au cours de la démarche, le principal facteur personnel ayant influencé le travail scientifique s'est avéré être l'activité militante de la chercheuse. En regard des résultats, mettre de l'avant cet aspect personnel aura été bénéfique à la démarche de recherche puisque le premier contact avec les activistes du groupe ciblé en aura été facilité. La conscientisation de cet aspect aura surtout permis le développement d'une relation de confiance qui a pu mener à des entretiens détaillés. Le milieu militant est souvent réticent à contribuer à des études universitaires puisque les données cueillies ne sont pas contrôlées par le groupe, qu'il n'y a que peu de retours de la part de l'équipe de recherche au milieu étudié et que les demandes sont trop nombreuses. Avoir la possibilité de valider la fiabilité des chercheurs ou chercheuses auprès de contacts militants a été dans ce cas-ci un facteur rassurant sur les intentions de la recherche et sur la démarche qui allait en suivre.

C'est finalement le travail de déconstruction des dynamiques de domination inhérentes au statut de chercheur ou de chercheuse qui a fait l'objet d'une attention particulière. Le statut d'étudiante-chercheuse implique plusieurs dynamiques de pouvoir qu'il était important de déconstruire, ou du moins de reconnaître, spécialement dans le cadre d'une étude de terrain basée sur de l'ethnographie. Les intentions derrière ce processus ont facilité une mutualité dans les rapports avec ce groupe qui s'identifie à la mouvance antiautoritaire, c'est-à-dire qui vise justement à dépasser les divers rapports de domination dans les dynamiques quotidiennes. Cette démarche s'est faite via des discussions ouvertes sur ce sujet avec les activistes, dans le choix du langage choisi et dans un type de collecte de donnée qui privilégie une approche moins directive. L'écoute qui en découle se fait avec davantage de curiosité et d'ouverture à l'égard des sujets abordés et des bagages multiples des gens que l'on interview.

Ouverture

L'approche exploratoire conçue pour étudier ce groupe d'action collective a su mettre en valeurs les facteurs qui influencent la signification des lieux d'action tout en l'inscrivant dans la dynamique générale du groupe. En plus des résultats nommés précédemment, il est évident qu'un processus d'appropriation traverse la démarche de ce groupe qui milite pour créer des alternatives collectives à ses conditions de vie.

De façon similaire aux conclusions auxquelles en vient le chercheur Dingxin Zhao, certains lieux favorisent le partage d'information et produisent une vision plus unitaire d'une cause et de l'espace (Zhao, 1998). Dans le cas qui nous concerne, la mobilité dont a fait preuve le groupe du centre social dans l'organisation spatiale du quartier Pointe Saint-Charles a su développer une dynamique constante d'appropriation qui se reflétait dans le type d'actions menées ainsi que dans la perdurance de ces impressions.

La façon d'investir les lieux et d'y mener des actions originales propres au groupe à travers le temps contribue au sentiment de maîtrise de l'environnement local et de la diffusion de la logique communautaire que le groupe du centre social met de l'avant. Dans ce cas-ci, la superficie et la population restreinte qui habite Pointe Saint-Charles sont des facteurs qui facilitent la dynamique d'appropriation collective. La densité des liens qui se retrouve dans ce quartier à la superficie restreinte soutient la diffusion de la vision du groupe du CSA. De ce fait, elle a su nourrir le sens particulier que le groupe souhaitait donner à certains endroits comme ceux qui ont servi de lieu de rencontre et d'endroit d'occupation. De surcroît, la visibilité facilitée par une petite superficie a largement contribué à ancrer les pratiques et les usages du CSA dans

l'espace urbain. La mobilisation a de ce fait été réussie par la rapide diffusion et par la confiance acquise plus aisément dans ce milieu. Il s'agit de facteurs qui orientent de surcroît les relations et les rapports de pouvoir en jeu entre le CSA et d'autres acteurs du quartier.

Étant donné que l'angle de recherche pour ce mémoire a ciblé la compréhension du lien symbolique entre les mouvements sociaux et les espaces qu'ils mobilisent, le thème de l'appropriation n'a pu qu'être effleuré. Ainsi, il serait intéressant de dépasser le simple énoncé d'appropriation pour comprendre les multiples façons dont elle se fait durant une mobilisation. Une telle recherche permettrait d'enrichir les conclusions de ce mémoire à propos du processus par lequel un groupe lie une signification à des lieux. Car au-delà des objectifs, la démarche même des mouvements sociaux en est une d'expérimentation de la prise en charge collective des enjeux de société.

BIBLIOGRAPHIE

- Aguilera, T., & Bouillon, F. (2013). Le squat, un droit à la ville en actes. *Mouvements*, 74(2), 132. <http://doi.org/10.3917/mouv.074.0132>
- Auyero, J. (2003). *Contentious lives: two Argentine women, two protests, and the quest for recognition*. Durham: Duke University Press.
- Auyero, J. (2004). When everyday life, routine politics, and protest meet. *Theory and Society*, 33(3-4), 417-441.
- Auyero, J. (2005). L'espace des luttes: Topographie des mobilisations collectives. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160(5), 122-132. <http://doi.org/10.3917/arss.160.0122>
- Auyero, J. (2006). Spaces and places as sites and objects of politics. Dans Goodwin, R. E. & Tilly, C. (éd.), *The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*. Oxford University Press.
- Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain produire et analyser des données ethnographiques*. Paris: La Découverte.
- Berdoulay, V. (1997). Le lieu et l'espace public. *Cahiers de géographie du Québec*, 41(114), 301-309. <http://doi.org/10.7202/022669ar>
- Bouillon, F. (2002). À quoi servent les squats? Compétences des acteurs et ressources des lieux. *Revue française des affaires sociales*, 2(2), 45-63.
- Bouillon, F., Fourquemin, R., & Louey, C. (2012). Le squat, lieu et promesse de résistances. *VST - Vie sociale et traitements*, 113(1), 79-85. <http://doi.org/10.3917/vst.113.0079>
- Bourdieu, P. (2001). Le sommet des peuples de Québec. *Inter : art actuel*, 80, 14-16.
- Bourdieu, P. (2003). L'objectivation participante. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 150(1), 43-58. <http://doi.org/10.3406/arss.2003.2770>
- Chatterton, P. (2002). Squatting is Still Illegal, Necessary and Free: A Brief Intervention in the Corporate City. *Antipode*, 34, 1-7.

- Chatterton, P. (2005). Making autonomous geographies: Argentina's popular uprising and the 'Movimiento de Trabajadores Desocupados' (Unemployed Workers Movement). *Geoforum*, 36(5), 545-561.
<http://doi.org/10.1016/j.geoforum.2004.10.004>
- Chatterton, P., & Pickerill, J. (2010). Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 35(4), 475-490.
- Choukri, H. (2008). Des mouvements sociaux « sur une tête d'épingle » ? : Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants. *Politix*, 84(4), 145-165.
<http://doi.org/10.3917/pox.084.0145>
- Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles. (2010). *Portrait de la population de Pointe-Saint-Charles*. Publication de la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles
- Collectif CourtePointe. (2006). *Pointe Saint-Charles: un quartier, des femmes, une histoire communautaire*. (D. Boucher, A. Kruzynski, & I. Drolet, éd.). Montréal: Éditions du remue-ménage.
- Commaneci. (2013). Squats et lieux de vie collectifs. Dans R. Bellemare-Caron, É. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri, & A. Kruzynski (éd.), *Nous sommes ingouvernables: les anarchistes au Québec aujourd'hui* (p. 169-186). Montréal: Lux éditeur.
- Coutant, I. (2001). Statu quo autour d'un squat. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136-137(1), 27-37. <http://doi.org/10.3917/arss.136.0027>
- Daskalaki, M. (2014). Mobility in urban social events: Towards organizational transvergence. *Culture and Organization*, 20(3), 215-231.
<http://doi.org/10.1080/14759551.2014.892487>
- Delisle-L'heureux, N., & Sarrasin, R. (2013). La fourmilière anti-autoritaire. Dans R. Bellemare-Caron, É. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri, & A. Kruzynski (éd.), *Nous sommes ingouvernables: les anarchistes au Québec aujourd'hui* (p. 63, 76). Montréal: Lux éditeur.
- Division de la planification urbaine. (2014). *Profil sociodémographique, arrondissement du Sud-Ouest*. Montréal en statistiques Division de la planification urbaine, Direction de l'urbanisme, Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal..

- Division des Affaires économiques et institutionnelles. (2010, mai). *Profil de quartier : Pointe Saint-Charles*. Montréal en statistiques Division de la planification urbaine, Direction de l'urbanisme, Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal.
- Drapeau, M.-H. (2007). *Lutte pour le droit au logement et perspective de déconstruction du pouvoir dans un espace autogéré le squat du 920 de la Chevrotière* (Thèse de doctorat). Université Laval, Québec.
- Dupuis-Déri, F. (2008). L'ambition politique d'Antonio Negri. Philosophie radicale et mouvement altermondialiste. *Monde commun*, 1-31.
- Dupuis-Déri, F. (2014). Émergence de la notion de « profilage politique » : répression policière et mouvements sociaux au Québec. *Politique et Sociétés*, 33(3), 31-56. <http://doi.org/10.7202/1027939ar>
- Eliçabe, R., Guilbert, A., Haeringer, A.-S., Lemery, Y., & Overney, L. (2009). *Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique. Expériences marginales et expériences instituées de participation politique à l'épreuve des projets de rénovation urbaine dans trois pays : Catalogne, France et Québec*. (No. M APA - D 07 25). Lyon, France: GROUPE RECHERCHE ACTION (GRAC). 184p.
- Feagin, J. R., Orum, A. M., & Sjoberg, G. (1991). *A Case for the case study*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Fillieule, O. (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel: Post scriptum. *Revue française de science politique*, 51(1), 199-215. <http://doi.org/10.3917/rfsp.511.0199>
- Fillieule, O. (2009). De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? *Politique et Sociétés*, 28(1), 15-36. <http://doi.org/10.7202/001723ar>
- Fumagalli, A. (2002). Histoire du mouvement antiglobalisation en Italie. *Multitudes*, 10(3), 163-175. <http://doi.org/10.3917/mult.010.0163>
- Garfinkel, H. (1967). *Studies in ethnomethodology*. Englewood Cliffs, N.J. Prentice-Hall.
- Geertz, C. (1973). *The interpretation of cultures: selected essays*. New York: Basic Books.

- Geertz, C. (1998). La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture. (A. Mary, trad.). *Enquête. Archives de la revue Enquête*, (6), 73–105.
- Giddens, A. (1976). *New rules of sociological method: a positive critique of interpretative sociologies*. London: Hutchinson.
- Giddens, A. (1984). *The constitution of society: outline of the theory of structuration*. Berkeley: University of California Press.
- Giddens, A. (1987). *Sociology, a brief but critical introduction* (2nd ed). San Diego: Harcourt Brace Jovanovich.
- Giddens, A. (2012). *La constitution de la société: éléments de la théorie de la structuration*. (M. Audet, trad.). Paris: Presses universitaires de France.
- Gould, D. (2002). Life during wartime: Emotions and the development of ACT UP. *Mobilization: An international quarterly*, 7(2), 177–200.
- Goupe Mach. (2015). *Vincent Chiara, Entrepreneur en développement immobilier*. Récupéré de <http://www.groupemach.com/vincent-chiara.html>
- Haeringer, N. (2010). Attac : un tournant écolo: Entretien avec Geneviève Azam. *Mouvements*, 63(3), 32-46. <http://doi.org/10.3917/mouv.063.0032>
- Hamel, J. (1997). *Précis d'épistémologie de la sociologie*. Editions L'Harmattan.
- Hodkinson, S., & Chatterton, P. (2006). Autonomy in the city?: Reflections on the social centres movement in the UK. *City*, 10(3), 305-315. <http://doi.org/10.1080/13604810600982222>
- Kiser, E., & Hechter, M. (1991). The Role of General Theory in Comparative-Historical Sociology. *American Journal of Sociology*, 97(1), 1-30.
- Klandermans, B. & Staggenborg, S. (2002). *Methods of social movement research*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kruzynski, A., & Silvestro, M. (2013). Proximité physique, vie de quartier et luttes anarchistes. Dans R. Bellemare-Caron, F. Dupuis-Déri, R. Sarrasin, A. Kruzynski, M.-A. Cyr, & É. Breton (éd.), *Nous sommes ingouvernables: les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal: Lux éditeur.
- La Pointe Libertaire. (s. d.). Consulté 16 novembre 2015, Récupéré de <http://www.lapointelibertaire.org/>

- La pointe libertaire, & Cayer, J. (2013). *Bâtiment 7: victoire populaire à Pointe-Saint-Charles*. Montréal: Éditions Ecosociété.
- Lefebvre, H. (2000). *La production de l'espace*. (4e édition) Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (2009). *Le droit à la ville*. (3e édition) Paris: Economica-Anthropos.
- Maeckelbergh, M. (2011). Doing is Believing: Prefiguration as Strategic Practice in the Alterglobalization Movement. *Social Movement Studies*, 10(1), 1-20. <http://doi.org/10.1080/14742837.2011.545223>
- Martin, D. G., & Miller, B. (2003). Space and contentious politics. *Mobilization: An International Quarterly*, 8(2), 143–156.
- Martinez Lopez, M. (2013). The Squatters' Movement in Europe: A Durable Struggle for Social Autonomy in Urban Politics. *Antipode*, 45(4), 866-887. <http://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2012.01060.x>
- Martínez Lopez, M. (2014). How Do Squatters Deal with the State? Legalization and Anomalous Institutionalization in Madrid: How do squatters deal with the state in Madrid? *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(2), 646-674.
- Massey, D. (2004). Geographies of responsibility. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 86(1), 5–18.
- Mathieu, L. (2008). The spatial dynamics of the May 1968 French demonstrations. *Mobilization: An International Quarterly*, 13(1), 83–97.
- McAdam, D., Tarrow, S. G., & Tilly, C. (2001). *Dynamics of contention*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). Resource mobilization and social movements: A partial theory. *American journal of sociology*, 1212–1241.
- Mills, C. W. (2006). *L'imagination sociologique*. (P. Clinquart, trad.). Paris: La Découverte.
- Mudu, P. (2004). Resisting and challenging neoliberalism: the development of Italian social centers. *Antipode*, 36(5), 917–941.
- Nicholls, W. J. (2007). The Geographies of Social Movements. *Geography Compass*, 1(3), 607-622. <http://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2007.00014.x>

- Ogien, A., Fornel, M. de, & Quéré, L. (Éd.). (2000). *L'ethnométhodologie: une sociologie radicale : Colloque de Cerisy*. Paris: Découverte.
- Péchu, C. (2010). *Les squats*. Paris: Presses de la Fondation nationales des sciences politiques.
- Pickerill, J., & Chatterton, P. (2006). Notes towards autonomous geographies: creation, resistance and self-management as survival tactics. *Progress in Human Geography*, 30(6), 730-746.
<http://doi.org/10.1177/0309132506071516>
- Pires, A. P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, 113-169.
- Polletta, F. (1999). "Free Spaces" in collective action. *Theory and Society*, 28(1), 1-38.
- Polletta, F., & Jasper, J. M. (2001). Collective Identity and Social Movements. *Annual Review of Sociology*, 27, 283-305.
- Pruijt. (2013). The Logic of Urban Squatting. *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(1), 19-45.
- Romano, A. (1998). Possibilities for Liberating Everyday Life. Dans R. Wolff, A. Schneider, & C. Schmid (éd.), *Possible urban worlds: urban strategies at the end of the 20th century*. (p. 238, 241). Basel: Birkhäuser.
- Ruggiero, V. (2000). New social movements and the « centri sociali » in Milan. *Sociological Review*, 48(2), 167-187.
- Sarrasin, R., Kruzynski, A., Jeppesen, S., & Breton, É. (2012). Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec. *Lien social et Politiques*, (68), 141-166. <http://doi.org/10.7202/1014809ar>
- Sévigny, M. (2009). *Et nous serions paresseux?: résistance populaire et autogestion libertaire*. Montréal: Éditions Écosociété.
- Sewell, W. H. (1997). Geertz, Cultural Systems, and History: From Synchrony to Transformation. *Representations*, (59), 35-55. <http://doi.org/10.2307/2928814>
- Sinigaglia, J. (2013). Les enjeux de la territorialisation d'une lutte sociale: le cas des intermittents du spectacle. *Espaces et sociétés*, (1), 197-212.

- Snow, D., & Anderson, L. (1991). Researching the Homeless : The Characteristics and Virtues of the Case Study. Dans J. R. Feagin, A. M. Orum, & G. Sjoberg (éd.), *A Case for the case study* (p. 148-173). Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Soja, E. (2003). Writing the city spatially. *City*, 7(3), 269-280. <http://doi.org/10.1080/1360481032000157478>
- Tarrow, S. (2008). Charles Tilly and the Practice of Contentious Politics. *Social Movement Studies*, 7(3), 225-246.
- Tilly, C. (2000). Spaces of contention. *Mobilization: An International Quarterly*, 5(2), 135-159.
- Tilly, C. (2003). Contention over space and place. *Mobilization: An International Quarterly*, 8(2), 221-225.
- Zhao, D. (1998). Ecologies of Social Movements: Student Mobilization during the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing. *American Journal of Sociology*, 103(6), 1493-1529. <http://doi.org/10.1086/231399>